



LE LIVRE NOIR DES RÉGIONS SOCIALISTES

Gestion catastrophique

Hausse des dépenses
de fonctionnement

Hausse des
impôts régionaux

Baisse des crédits
d'investissement

EDITION
2009

Remerciements	2
Avant-propos	3
AQUITAINE	5
AUVERGNE	11
BOURGOGNE	17
BRETAGNE	23
CENTRE	29
CHAMPAGNE-ARDENNE	35
FRANCHE-COMTÉ	39
ILE-DE-FRANCE	45
LAGUEDOC-ROUSSILLON	53
LIMOUSIN	61
PAYS DE LA LOIRE	67
LORRAINE	75
MIDI-PYRÉNÉES	81
NORD-PAS-DE-CALAIS	87
BASSE-NORMANDIE	95
HAUTE-NORMANDIE	101
PACA	107
PICARDIE	113
POITOU-CHARENTES	121
RHONE-ALPES	127
Les présidents UMP à votre service	132

Je tiens à remercier l'ensemble des présidents de groupe UMP des régions et leurs collaborateurs sans qui cette quatrième édition du livre noir, n'existerait pas :

Dominique Ducassou pour l'Aquitaine,
Jean Proriot pour l'Auvergne,
Simone Rignault pour la Bourgogne,
Dominique de Legge pour la Bretagne,
Daniel Guéret pour le Centre,
Jean-Claude Etienne pour la Champagne-Ardenne,
Jean-François Humbert pour la Franche-Comté,
Jacques Blanc pour le Languedoc-Roussillon,
Raymond Archer pour le Limousin,
Claude Gaillard pour la Lorraine,
Gérard Trémège pour Midi-Pyrénées,
Dominique Riquet pour le Nord-Pas-de-Calais,
Nicole Ameline pour la Basse-Normandie,
Jean-Paul Gauzès pour la Haute-Normandie,
Jean-Luc Harrousseau pour les pays de la Loire,
Caroline Cayeux pour la Picardie,
Henri de Richemont pour le Poitou-Charentes,
Bernard Deflesselles pour la Provence Alpes-Côte-d'Azur,
Jean-Claude Carle pour Rhône-Alpes.

Par leur adhésion à ce projet et surtout par leur réactivité et leur apport rapide d'informations riches et abondantes, ils ont contribué à la réalisation de cette nouvelle édition du livre noir.

Enfin, je souhaite remercier tout particulièrement **Xavier Bertrand**, secrétaire général de l'UMP et **Franck Riester**, directeur national de la campagne des régionales pour les conseils et le soutien qu'ils ont apportés à cette nouvelle édition du livre noir.

Roger Karoutchi

Président du groupe UMP-Majorité présidentielle
au Conseil régional d'Ile-de-France
Ancien Ministre

Depuis 2004, vingt des vingt deux régions métropolitaines sont gérées par des présidents socialistes. A quelques mois des élections régionales, l'heure du bilan est venue. Lors des précédentes éditions du Livre noir, nous avons observé avec les présidents des groupes UMP des conseils régionaux un certain nombre de caractéristiques de la gestion «socialiste» des régions. Cette méthode se résume de la façon suivante : explosion des impôts, multiplication des dépenses de fonctionnement et de communication ainsi qu'un saupoudrage massif des subventions aux associations.

Au fil des années, nous avons constaté qu'au-delà des dérives budgétaires et de la mauvaise gestion, un véritable programme d'instrumentalisation des exécutifs régionaux a été mis en place. Désormais la politique des régions se décide rue de Solferino avec pour unique ambition de s'ériger en contre-pouvoir à la politique gouvernementale.

L'augmentation généralisée des impôts régionaux

Les présidents socialistes ont conduit les régions sur une bien mauvaise pente. **Depuis 2004, les impôts régionaux ont augmenté de 34 % pour la taxe sur le foncier bâti, de 33 % pour la taxe sur les cartes grises et de 54 % pour la taxe professionnelle sur l'ensemble du territoire.** Au total, ce sont **6,5 milliards d'euros d'impôts régionaux supplémentaires qui sont prélevés chaque année sur les contribuables ce qui représente 101 € supplémentaires par Français.**

L'explosion des dépenses de fonctionnement et de communication dans les régions socialistes

Ce sont bien les frais de fonctionnement, les dépenses de communication, de représentation et les nombreuses interventions hors compétence qui ont fait exploser les budgets régionaux. Entre 2004 et 2009, **les dépenses de fonctionnement des régions françaises ont explosé de 85%**, alors que sur la même période, les investissements **ne progressaient que de 32 %**. Parmi ces dépenses, ce sont bien les **frais de personnel qui ont le plus fortement augmenté (+410 %)** et ce, bien avant les transferts liés à la décentralisation. Les **charges à caractère général** qui intègrent notamment les dépenses de communication **ont été multipliées par 4 depuis le début de la mandature en 2004.**

En effet, ces dépenses lourdes auxquelles on peut ajouter l'échec des coûteux emplois tremplin, n'ont qu'un seul but : créer de véritables contre-pouvoirs au gouvernement.

En parallèle, alors que les efforts en faveur de l'investissement et les plans de soutien à l'économie sont dérisoires, **l'endettement des régions françaises a augmenté de 38% entre 2004 et 2009.**

La recherche systématique d'un bouc émissaire : l'Etat et la décentralisation

Contrairement à ce qu'affirment les présidents socialistes, ce ne sont pas les nouvelles compétences transférées qui viennent peser sur les budgets régionaux. Derrière les augmentations massives de la fiscalité, des dépenses de fonctionnement et de communication se cachent la volonté de se servir des régions comme d'un contre-pouvoir. Cette instrumentalisation des régions par le Parti socialiste s'est faite au détriment des ménages et des entreprises qui depuis 2004, paient de nouveaux impôts. Et ce, bien avant que les transferts liés à la décentralisation aient des effets sur les budgets régionaux.



Multiplication des dépenses inutiles et hors compétences

Parmi les perles des exécutifs socialistes, on peut citer notamment la multiplication des subventions « sur-réalistes ».

En Ile-de-France, 30 000 € pour la réalisation d'un crapauduc, en Lorraine, une campagne de communication à 480 000 € pour décrocher la Lune, etc. On observe également l'utilisation des régions comme tribunes chargées de relayer les attaques du Parti Socialiste contre la politique du gouvernement. En région Centre, on constate la multiplication des vœux sans lien avec les affaires régionales : vœu contre la réforme de la sécurité sociale, vœu pour un rapprochement de GDF avec EDF au lieu de Suez, vœu pour instaurer la date de commémoration des victimes de la guerre d'Algérie, etc.

Au final, les régions françaises ont augmenté massivement les impôts, sont plus endettées et investissent moins pour l'emploi, l'éducation et les transports.

C'est donc avec une certaine gravité que nous présentons à quelques mois des élections régionales, ce livre noir.

Roger Karoutchi

Président du groupe UMP-Majorité
Présidentielle au Conseil régional
d'Ile-de-France
Ancien Ministre

C'EST LA
RELANCE!

~~2002~~

AQUITAINE

IMPÔTS

Elge





RÉGION AQUITAINE

Une politique
économique inefficace
et inadaptée,
incapable de relancer
l'activité en crise

En Aquitaine, l'exécutif est présidé depuis 1998 par Alain Rousset, également Président de l'Association des Régions de France (ARF). Endettée, lourdement imposée, l'Aquitaine n'est pour son Président qu'une source de pouvoir local et national.

Le Président socialiste prétend mettre le paquet sur l'économie. Il prétend encore, dans une totale autosatisfaction, avoir un bilan exceptionnel à présenter. S'il communique beaucoup, il agit peu en réalité et les entreprises restent, pour la plupart, sur leur faim. Les crédits qui leur sont consacrés privilégient une minorité d'entre elles et ne favorisent ni la création, ni le maintien des emplois. La participation de l'Aquitaine au plan de relance est sans ambition. Elle ne fait qu'abonder modestement des dispositifs mis en place et financés par l'Etat.

Toujours plus d'impôts...

Depuis 2004, les impôts régionaux ont augmenté de **17%** (voir graphique). La pression fiscale directe qui pèse sur les ménages et les entreprises est **supérieure de 26 % à la moyenne nationale**, ce qui pénalise notre attractivité. **L'Aquitaine est la 7^e région française pour le poids de la fiscalité.**

CHIFFRES-CLÉS

11 ans de gestion socialiste =
11 ans de dérive des frais de fonctionnement

Charges de personnel (hors nouveau personnel transféré)	x 3
Surfaces de bureaux	x 3
Crédits de communication	x 3
Frais de réceptions	x 3

MAIS :

Impôts et Taxe Professionnelle + 64 %
Impôt carburant à 100 % du plafond, ce qui représente 20 points de fiscalité supplémentaire

Se prévaloir sans cesse, comme le fait le Président de la Région Aquitaine, d'être la 3^e région française sur le montant des crédits consacrés au secteur économique ne signifie pas grand chose, en dehors de l'effet de communication médiatique qui est sa préoccupation essentielle, surtout en période préélectorale. Investir, c'est bien, encore faut-il se poser quelques questions : Pourquoi ? Comment ? Pour quels résultats ?

Il faut au préalable rappeler que :

- La taxe professionnelle représente une part très importante de la fiscalité locale. L'Aquitaine perçoit 162 millions € de taxe professionnelle, mais elle n'en redistribue que le quart (41 millions €) aux entreprises
- Le taux de la taxe professionnelle en Aquitaine a augmenté de 64 % depuis les 11 années de gestion socialiste. Il est supérieur de 26 % à la moyenne nationale. C'est le 7^e taux le plus élevé de France.

“ Une politique économique inefficace pour relancer l'activité en crise.
Président Alain Rousset (ARF) ”

Faible portée et incohérence de la politique économique régionale épinglee par la Cour des Comptes

• **81 % des crédits économiques régionaux sont consacrés au secteur industriel qui ne représente que 9 % de l'activité économique et 18 % de l'emploi salarié privé.**

Le Conseil régional verse ainsi, en moyenne annuelle, 24 millions d'euros pour 280 dossiers engagés. Or, malgré ce chiffre élevé, l'emploi salarié industriel a baissé de 0,5 % et de nombreuses entreprises industrielles, soutenues peu ou prou par la Région, sont en liquidation judiciaire ou en redressement, sans autre initiative proposée. Les aides sont-elles vraiment adaptées ?

Les professionnels dénoncent surtout, comme d'ailleurs la **Chambre Régionale des Comptes dans son rapport de novembre 2007**, la complexité,

l'inefficacité, « la jungle des aides économiques », « le parcours du combattant du chef d'entreprise » qui, faute de temps pour comprendre le règlement économique régional, préfère renoncer à toute demande d'aide.

Sans compter l'incidence marginale des aides économiques sur la création d'emplois, le manque total d'évaluation et de suivi et l'absence de lien entre stratégie et efficacité.

Constat accablant !

• **Les TPE du commerce, des services et de l'artisanat, qui représentent 91 % de l'activité économique et 5 fois plus d'emplois que le secteur industriel, sont les laissées pour compte de la politique socialiste.**

Tous dispositifs confondus, seulement 5 millions d'euros leur sont accordés chaque année. Pourtant, ces TPE mériteraient beaucoup plus

Taxe foncier bâti : + 17%



2004 2009

Taxe foncier non bâti : + 17%



2004 2009

Taxe professionnelle : + 17%



2004 2009

Taxe sur la carte grise : + 4%



2004 2009

“ « Les régimes d'aides économiques souffrent d'une incohérence d'ensemble ». Rapport de la Cour des comptes 2007 ”

d'attention de la collectivité régionale, chef de file du développement économique. Si l'Aquitaine est la 5ème région française pour la création d'entreprises, elle enregistre aussi une forte **hausse des défaillances d'entreprises : + 17,4 %, soit la 4^e hausse la plus élevée de France.**

Recherche et Innovation : un soutien régional défaillant. Beaucoup d'argent consommé à perte.

Une étude européenne de mai 2009, consacrée à la stratégie de l'Aquitaine en faveur de l'innovation, n'est pas tendre pour l'exécutif socialiste quant à l'utilisation des crédits affectés :

« L'Aquitaine fait partie des régions à faible potentiel d'innovation en Europe. » Elle présente « un profil en retrait en termes industriels et technologiques ».

« Il est nécessaire de prendre du recul pour évaluer les impacts des actions menées, de renforcer les démarches d'évaluation sur les politiques d'innovation mises en œuvre ».

Elle pointe ainsi au **98^e rang européen** et au **10^e rang français** en termes de performance d'Innovation.

Beaucoup de progrès restent à faire, ce qui devrait appeler le Président socialiste à plus de prudence et de modestie.

L'appeler également à **plus de retenue dans ses attaques constantes contre l'Etat.**

Un exemple : les pôles de compétitivité, dont 4 ont été labellisés pour l'Aquitaine.

Sur les 280 projets retenus, l'Etat, qui tient ses engagements malgré la période de crise, a engagé 200 millions d'euros, soit 4 fois plus que l'ensemble des collectivités locales d'Aquitaine (50 millions d'euros).

10 MILLIONS € :

C'est le coût de l'achat et de l'aménagement du nouvel **immeuble de prestige de la Région Aquitaine** sur la façade des quais de Bordeaux alors que l'Aquitaine, une des régions de France les plus en difficultés, bénéficie chaque année de l'Etat, d'une **dotacion spéciale de solidarité qui s'élève à 20 millions €** pour 2009.

Depuis 5 ans, cette dotacion a même été multipliée par 3, preuve que la région s'appauvrit.

Voilà les priorités des socialistes!

“ Les dépenses de communication ont été multipliées par 3 ! ”

Un plan de relance régional sans ambition et sans moyens.

Fin 2008, l'exécutif a proposé « un plan de soutien aux entreprises en difficultés face à la crise financière ». Les mesures « exceptionnelles » annoncées ont essentiellement deux orientations, qui n'ont que fort peu d'impact financier sur le budget régional :

- La transformation en subventions directes des avances remboursables accordées à certaines entreprises en difficultés dans le cadre de leur restructuration financière. En effet, depuis plusieurs années, ces avances étaient souvent reportées, puis classées sans suite. Il n'y a là que de simples aménagements à un dispositif déjà en vigueur.

- Une extension des garanties, déjà apportées par l'Etat, sur les prêts bancaires sollicités par les entreprises. Mais, la Région impose de surcroît aux entreprises, et aux artisans en particulier, ses propres conditions d'éligibilité plus strictes, qui excluent toutes les nouvelles créations de moins de 3 ans.

Par contre, l'Etat, dans son plan de relance, va investir en Aquitaine 159 millions €, dont plus du tiers (56 millions €) seront affectés directement aux infrastructures routières et ferroviaires.

les feuilles
mortes se
ramassent à
la pelle !!!



Gilge



RÉGION AUVERGNE



Toujours plus
d'impôts en 2009

Sitôt élue en 2004, la nouvelle majorité socialiste a décidé d'augmenter massivement les impôts en Auvergne. Une fois n'est pas coutume, tout a été mis en œuvre pour expliquer aux Auvergnats que ces augmentations résultaient du désengagement de l'Etat et de la décentralisation.

Avec plus de 67% d'augmentation des impôts régionaux entre 2004 et 2009, la région Auvergne peut revendiquer le titre de championne du matraquage fiscal.

“ Augmentation des impôts même en 2009 ! ”

Le Conseil régional d’Auvergne a inventé un nouvel adage : « En année impaire, plus d’impôts tu paieras ». 2009 n’aura pas échappé à cette règle. Une question demeure : pour quoi faire ?

Après + 30% d’augmentation des impôts locaux en 2005, puis + 25 % en 2007, la majorité régionale a récidivé en 2009 en décidant d’alourdir la fiscalité directe de + 5 % supplémentaires, soit + 70,63 % en 5 ans.

Evolution comparable pour les cartes grises, ré-évaluées de + 25 % en 2005 et de + 33% en 2007.

Au total, en ajoutant la taxe intérieure sur les produits pétroliers, ce sont 240 millions de recettes

fiscales supplémentaires qui auront été prélevées par la majorité régionale en 5 ans.

Renoncement à l’engagement de ne pas augmenter les impôts.

Pourtant, cela avait été écrit et répété lors de la campagne électorale de 2004 : la fiscalité régionale ne devait pas être alourdie. Résultats, en cinq ans, les impôts directs ont augmenté de plus de 70 %, un quasi-record national, la taxe sur les cartes grises de près de 67 % et la taxe sur les

D’UNE RÉGION PROPRIÉTAIRE A UNE RÉGION LOCATAIRE

A constater les multiples augmentations des taxes foncières en Auvergne depuis 2005, on se doutait que la majorité régionale n’aimait pas les propriétaires. Mais de là à imaginer qu’elle se séparerait petit à petit de tous les biens immobiliers du Conseil Régional...

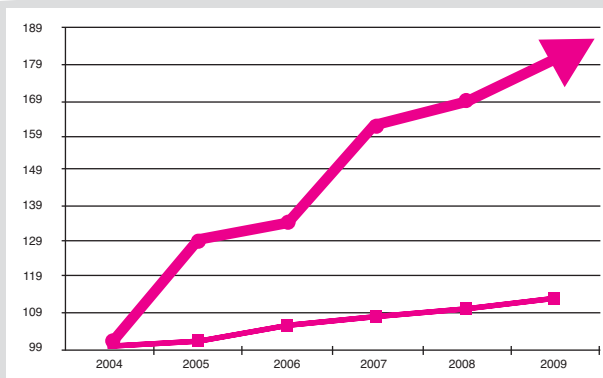
- les véhicules de services : vendus !
- les locaux de la Maison de l’Auvergne à Paris : vendus !
- le bâtiment destiné à accueillir le Fonds Régional d’Art Contemporain et exposer ses collections : vendu !
- le bâtiment abritant la Salle d’Assemblée, les salles de réunion, les groupes politiques, les archives et l’ARD : vendu !

En remplacement, le Conseil Régional d’Auvergne loue désormais 11 sites pour loger son personnel, moyennant un montant de loyers de 1,5 millions d’euros par an... (pour mémoire, en 2004, ceux-ci représentaient 600 000 euros pour seulement 4 sites loués).

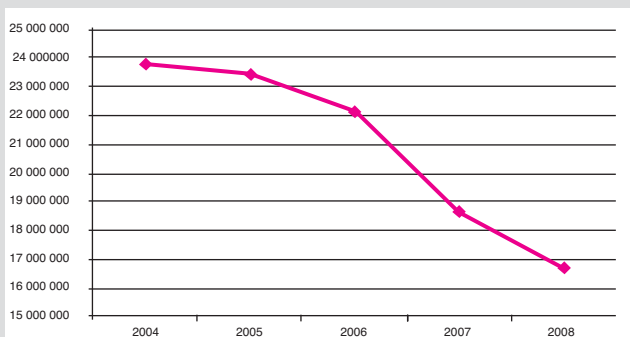
Seule acquisition de la majorité : un terrain vague et un tas de gravas remplis d’amiante payés près de 3 millions d’euros, où était prévu la construction d’un Hôtel de Région, aujourd’hui abandonné !

“ Avec près de 71% d'augmentation des impôts régionaux entre 2004 et 2009, la région Auvergne peut revendiquer le titre de championne du matraquage fiscal ”

Evolution du produit de la fiscalité auvergnate (en millions d'euros)



Crédits consacrés au développement économique (comptes administratifs)



sence portée à son maximum. Ce sont ainsi plus de 240 millions d'euros supplémentaires prélevés dans le portefeuille des auvergnats.

Mais, les impôts n'augmenteront pas en 2010, a promis le Président de Région qui pense peut-être que cela sera suffisant pour faire oublier aux auvergnats le hold-up fiscal des années précédentes !

Renoncement à l'engagement de désendetter la Région.

Les mots de la majorité actuelle n'étaient jamais assez durs pour dénoncer une dette prétendument insupportable qu'elle promettait de diminuer. Où en est-on aujourd'hui du désendettement ? Au 31 décembre 2003, l'encours de la dette régionale s'élevait à 333 millions d'euros. Il est à présent de 490 millions et dépassera largement les 500 millions à la fin de cette année, soit près de 50 % de plus !

Au final, plus d'impôts, plus de dette mais pour quelle réponse aux besoins nombreux et urgents de l'Auvergne ?

Car là est le plus grave, nous ne pouvons que constater le désengagement de la Région de domaines essentiels pour le développement de l'Auvergne.

Abandon d'une politique ambitieuse d'investissements.

En 2004, alors que les impôts n'avaient pas augmenté depuis 8 ans, le Conseil régional était capable d'investir 213 millions d'euros pour des dépenses réelles d'équipement. En 2009, il n'investira plus que 189 millions d'euros. Une baisse de plus de 11 %.

Quand en 2004, 1 euro d'impôt était prélevé, la Région en réinvestissait deux pour des projets structurants et pérennes, utiles au développement de l'Auvergne et des Auvergnats. En 2009, pour un euro prélevé, la majorité régionale n'en réinvestit plus qu'un seul.

Abandon du désenclavement et de l'ouverture de l'Auvergne.

Afin de poursuivre le désenclavement de l'Auvergne et parallèlement à l'amélioration des voies ferroviaires, celle des liaisons routières doit rester une priorité. C'est un enjeu d'aménagement du territoire et de développement économique. C'est une question de sécurité routière et de vies épargnées.

Or par dogmatisme, l'actuelle majorité est la seule grande collectivité auvergnate à refuser de participer au financement des routes aux côtés

CRASH AU DÉCOLLAGE

Le 4 juillet 2006, la majorité régionale décide de créer une société « *de gestion des actifs aéronautiques* ». Personne ne comprend bien de quoi il s'agit, mais ce sera un « *exemple très démonstratif* » de la nouvelle politique économique régionale, assure l'exécutif. La Région, via l'Agence Régionale de Développement, prend donc 20% du capital et se trouve quelques partenaires pour l'accompagner. Objectif affiché : « *la création d'une trentaine d'emplois en interne et permettra probablement à terme, la création de quelques centaines d'emplois dans les industries aéronautiques* ». Résultat de cette nouvelle politique économique : près d'un million d'euros en études préalables ; 100 000 euros de capital ; 0 euro de chiffre d'affaires, 466 000 euros de pertes cumulées en 2 ans. Après un lancement en fanfare, c'est en catimini que l'exécutif revend en mai 2008 la société pour un euro symbolique... la valeur de sa nouvelle politique économique ?

“ Malgré la crise, les aides en faveur du développement économique ne cessent de diminuer. ”

de l'Etat, retardant ainsi des opérations indispensables pour l'aménagement du territoire, le développement économique et la sécurité routière.

Abandon du développement économique, malgré la crise sans précédent qui touche les entreprises auvergnates.

En 2008, après un démantèlement complet des aides économiques, seuls 16 millions ont été dépensés pour soutenir l'industrie, le commerce et l'artisanat, et donc les emplois, sur 21 millions d'euros annoncés. Ainsi, se poursuit l'érosion des crédits consacrés au développement économique entamée en 2004.

Lors du vote du budget primitif 2009, l'exécutif régional ne tirait aucune leçon de la situation économique catastrophique mondiale :

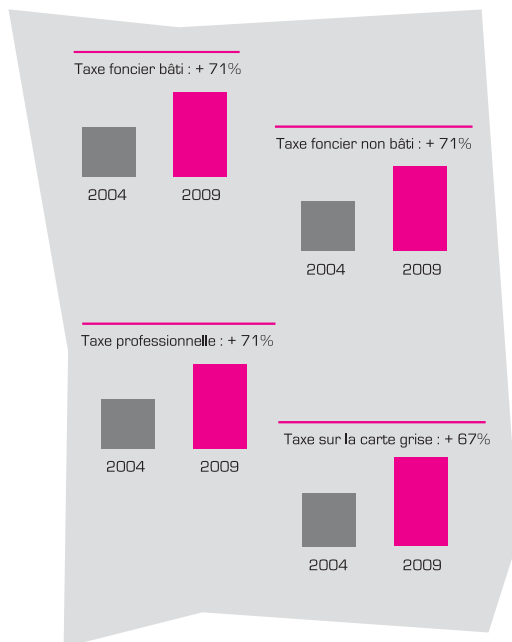
- baisse des dépenses d'investissements alors que les entreprises auvergnates, notamment celles du BTP, comptent sur la commande publique pour traverser la crise ;
- stagnation des aides à l'industrie, au commerce et à l'artisanat, quand ces secteurs ont plus que jamais besoin d'un soutien accru ;
- augmentation de la fiscalité régionale directe et des cartes grises, au moment où nos concitoyens craignent pour leur pouvoir d'achat.

Il est vrai qu'alors que la crise faisait rage depuis des mois, le Président de Région déclarait en janvier 2009 : « *L'Auvergne a plus d'emplois industriels que la moyenne des Régions françaises. Alors-est-ce que pour autant nous sommes plus menacés que d'autres par rapport à la crise et à la montée du chômage ? [...]*

Objectivement je ne le crois pas » ; Minimisant – pour ne pas dire nier – les effets de la situation économique.

Face à ce budget déconnecté de la réalité économique de l'Auvergne, il a fallu que l'opposition régionale réclame la tenue d'une session extraordinaire consacrée à l'économie et l'emploi. Ce n'est qu'avec réticence que le Président du Conseil régional, qui n'en voyait pas l'utilité, a consenti à l'organiser le 2 mars 2009.

Alors que l'on aurait dû voir la mise en place d'un plan de soutien à l'économie régionale, comme l'ont fait de nombreuses autres collectivités en France, l'exécutif s'est contenté de présenter quelques ajustements de ses programmes, financés pour 14,3 millions d'euros par l'Etat ; 3,5 millions par l'Union Européenne ; **l'effort pro- pre du Conseil régional se résumant à un seul petit million d'euros.**





AGENCE
DE
VOYAGES
POUR U.i.P

Conseil
Regional
BOURGOGNE

Zilge



RÉGION BOURGOGNE

Matraquage fiscal à
répétition et même
avant les élections !

Année après année François Patriat applique en Bourgogne le programme commun de la gestion socialiste des régions : explosion des impôts, baisse des investissements et saupoudrage des subventions aux associations.

Dans la plupart des régions socialistes, les augmentations massives d'impôts ont eu lieu au début de la mandature. En Bourgogne, l'exécutif de gauche, a choisi d'augmenter les impôts jusqu'au bout !

En augmentant les impôts fonciers de 60% et la taxe professionnelle de 86%, la gauche plurielle s'est constituée un matelas confortable qu'elle retrouve chaque année, mais qui n'est pas suffisant pour faire face à une gestion dépenrière.

Où vont les impôts régionaux ?

Alors que les impôts régionaux ont explosé, les moyens consacrés aux lycées, à la formation professionnelle, aux transports et à l'aménagement du territoire diminuent.

Cette manne financière prélevée sur le pouvoir d'achat des bourguignons n'est pas perdue pour tout le monde.

Depuis 2004, le budget de la communication a triplé, passant de 1,1 millions d'euros en 2004 à 3,7 millions d'euros en 2008.

Plus de communication.

Pour préparer les prochaines échéances électorales, les crédits consacrés en 2008 à la politique de communication ont ainsi augmenté de plus de 200% par rapport à 2004. C'est ainsi que des marchés ont été passés avec la presse régionale pour l'achat de pages quadrichromie de 3 à 4 000 d'euros chacune, que 200 000 euros sont affectés chaque année aux radios locales pour vanter les mérites des élus bourguignons et – dernière nouveauté – 189 000 euros à une chaîne de télévision locale.

Plus de voyages !

Toutes les occasions sont bonnes pour voyager :

le salon du vin à Delhi, les rencontres vinicoles à Dubaï, l'exposition universelle au Japon, le Wine Tour à Hongkong et en Corée, le World Wine à Moscou, le French Festival à Singapour, le salon Marmomacc à Vérone, un séjour au Chili, deux au Maroc, trois à Madagascar, six en Chine, etc... Pour organiser les voyages sans être obligé de se justifier devant l'Assemblée régionale, le Président du Conseil régional de Bourgogne a créé une association, qu'il présidait lui-même, et lui a attribué une subvention de 400 000 €. On croyait pourtant le temps des « associations écran » révolu. Les élus UMP ont dénoncé ce qu'ils considéraient comme une gestion de fait. Le Président a reculé et a décidé de dissoudre l'association.

A cela s'ajoute un accroissement de la dette.

Une dette qu'il faudra rembourser...

...Mais de nouveaux emprunts contractés en 2006 et en 2007.

La période de désendettement initiée en 1999 est bien terminée.

Le graphique ci-après le montre.

Des engagements qu'il faudra payer.

Il y a la dette, mais il y a aussi les **engagements financiers** de la région pour les prochaines années.

Au 31 décembre 2005, ces engagements s'éle-

“ Depuis le début de la mandature, le budget de la communication a triplé... ”

vaient à 371 millions d'euros. Au 31 décembre 2006, à 573,5 millions d'euros. Le Conseil économique et social a observé, le 20 juin 2007, que « pour éteindre le stock d'engagements au rythme des paiements constatés en 2006, il faudra 32 mois à la région ».

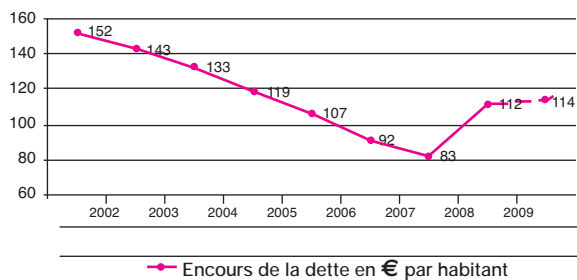
Comment faire des économies ?

Nous avons suggéré au président de faire des économies. Mais ce dernier a préféré multiplier les dépenses hors des compétences de la Région.

Nous ne sommes pas opposés à des investissements dans ce qui peut favoriser l'attractivité de la Bourgogne. Mais nous sommes opposés aux dépenses multiples en matière de représentation et de communication de la Région. Ainsi, nous finançons des politiques qui viennent concurrencer

celles de l'Etat, comme les **emplois-tremplins qui coûteront 112 M€ à la Région**. D'ailleurs, les départements de la Nièvre et de la Côte d'Or, l'un de gauche, l'autre de droite, ont préféré jeter l'éponge devant l'ampleur des engagements financiers.

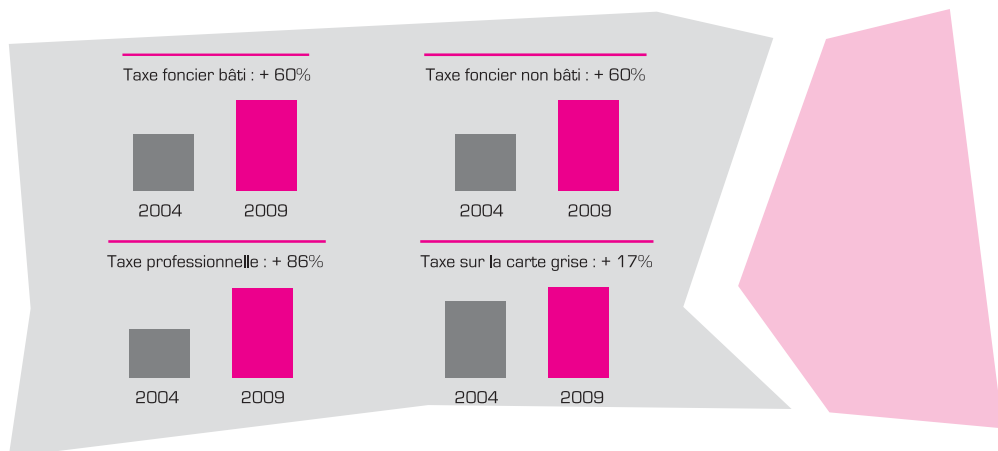
Autres exemples, la Caisse des dépôts a mis en place un prêt à taux réduit pour financer le coût supplémentaire des travaux d'économie d'énergie dans les logements sociaux. Aussitôt, le Conseil régional décide de prendre en charge les intérêts des emprunts contractés par les offices d'H.L.M. L'Etat aide la création d'emplois dans les quartiers : le Conseil régional invente la PACQ, programme d'aide à la création d'entreprises dans les quartiers. L'Etat met en place un plan national de cohésion sociale : le Conseil régional invente les FIP



et les FAP (fonds d'intervention de proximité et fonds d'intervention d'aide aux projets).

Pour gérer l'ensemble des nouvelles mesures, il faut des fonctionnaires. Depuis 2004, ce sont 160 nouveaux postes de fonctionnaires qui ont été créés, passant de 278 agents à 438. En dehors des TOS, bien évidemment.

Le groupe UMP a demandé que la Région recentre ses interventions sur le périmètre régional, sur la formation professionnelle, le développement économique et la recherche, sur l'aménagement du territoire et la création de grandes infrastructures. Nous avons mis en évidence le risque majeur de l'éparpillement actuel des interventions qui fait de la Région un organisme de gestion sans grande ambition.



“ La gauche a augmenté les impôts
fonciers de 60% et
la taxe professionnelle de 85% ! ”



UNE GRANDE
FÊTE "BREIZH
TOUCH" SUR LES
CHAMPS ELYSÉES!

WAOU!

DIANTRE!

"TOP
BOBO!"

C'EST EN
BRETAGNE
PARIS?

Zigge
P.H.





RÉGION BRETAGNE



Jusqu'en 2004, la Bretagne avait des taux d'imposition modérés, des frais généraux de fonctionnement parmi les plus faibles et un endettement qui avait certes progressé à cause des lourds investissements pour renouveler le matériel ferroviaire des TER, mais qui restait strictement dans la moyenne nationale. Voilà la gestion qu'en son temps Jean-Yves Le Drian qualifiait de "*notariale*".

Après ses extravagances de début de mandat, augmentation de la fiscalité de 30%, explosion des frais de fonctionnement, multiplication des organismes externes et d'agences en tout genre, communication tous azimuts, Jean-Yves Le Drian, le Président PS de la Région Bretagne avait un peu levé le pied...

Après la « Breizh Touch »...

Mais, chassez le naturel, il revient au galop. En 2007, c'est ainsi que Jean-Yves Le Drian invente la "Breizh Touch" (en breton et anglais dans le texte). Coût de cette opération de prestige 2,5 millions d'euros. Ce sont nos amis parisiens, qui en ont bénéficié puisque la "Breizh Touch" a consisté en un défilé de bagadou sur les Champs Elysées où trônait le Président de la région, accompagné du Maire de Paris et du Président de la région Ile-de-France.

Sur le front de la communication, l'année 2008 a été plus calme. Pas de grands événements à l'agenda ce qui n'a pas empêché Jean-Yves Le Drian de maintenir son budget au même niveau que 2007 soit un total de 5,6 millions. Pas de «Breizh Touch» mais même budget. Où va l'argent ?

... la "Fest-Yves" en 2009

Jamais à court d'idées, le Président Le Drian, qui a parfois l'art de réinventer l'eau tiède, a concocté pour 2009 la "Fest-Yves". Pour ceux qui ne le sauraient pas, Saint Yves, est avec Sainte Anne le patron de la Bretagne. Mais Jean-Yves Le Drian avait sans doute oublié que la Saint Yves est célébrée depuis 703 ans sans interruption lors de l'un des plus célèbres pardons de Bretagne dans la ville de Tréguier. Nul besoin de remettre au goût

du jour une fête qui n'a jamais cessé de d'être chère au cœur des Bretons. Il avait également oublié que si Yves Hélorly de Kermartin est aussi célèbre, c'est d'abord parce qu'il est un saint de l'Eglise catholique romaine. Et en retour de sa piété, très respectable pour son propre saint-patron, voilà que notre Jean-Yves a désormais sur le dos tout ce que compte la Bretagne de "libres penseurs" qui crient au scandale pour entorse à la sacro-sainte laïcité. Tout n'est pourtant pas perdu puisque nous avons appris qu'un vice-président, sans doute animé d'un esprit missionnaire, a été délégué au Japon pendant une semaine aux frais de la collectivité, pour fêter la Saint-Yves avec nos très shintoïstes amis nippons. Tout cela est sans doute très œcuménique, mais bilan de cette mascarade : plus de 600 000 euros. Au nom de la parité nous aurons peut-être le droit l'année prochaine à la "Fest-Anne" ?

Au-delà du coût de ces opérations de communication, tout cela pourrait prêter à sourire, si comme toutes les régions de France, la Bretagne n'était pas durement touchée par la crise.

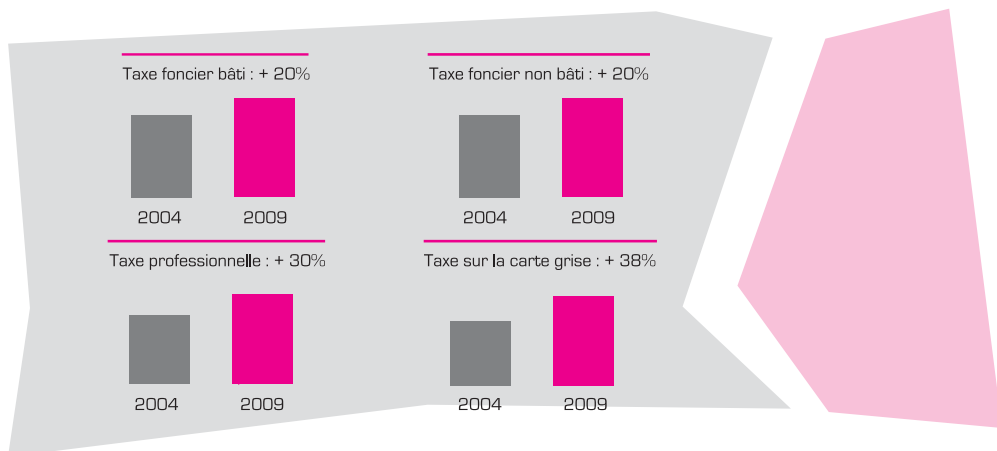
“ Au total depuis 2004, plus de 200 millions supplémentaires ont été prélevés sur les contribuables bretons ”

Aucune mesure concrète pour lutter contre la crise en 2009

Lors de l'examen du budget primitif 2009, en décembre dernier, nous pensions que notre président, aimant à se qualifier de fin "stratège et anticipateur", allait adapter son budget à la crise économique. A notre stupéfaction rien. Sauf dans le préambule du budget les sempiternelles incantations contre l'Etat "les décisions de la loi de finances 2009 vont altérer durablement toute confiance entre les collectivités et l'Etat pourtant indispensable à l'efficacité de l'action publique dans son ensemble. Elles inaugurent délibérément, dans un contexte de crise économique, sociale et environnementale, une crise institutionnelle qu'il était souhaitable et possible d'éviter" osait écrire Jean-Yves Le Drian en décembre dernier.

Face à ce manque de réactivité, le groupe UMP dépose, une semaine avant la séance publique, une série d'amendements visant à anticiper certains investissements pour soutenir l'activité des entreprises bretonnes. Surpris par cette initiative, Jean-Yves Le Drian convoque le jour même de l'ouverture de la session une Commission permanente pour proposer un amendement budgétaire remis sur table de 11 millions d'euros en autorisations de programme (à peine deux fois le budget communication).

Fin mars nouvelle session budgétaire. L'exécutif inscrit en recettes le remboursement anticipé du FCTVA mais toujours pas un centime d'euro versé pour soutenir les entreprises. Jean-Yves Le Drian en profite pour annoncer une "session spéciale crise fin mai". Entre temps, à grand renfort de communication, il part faire des gesticulations à



Bruxelles essayant de faire croire aux Bretons qu'il va régler la crise de la filière automobile touchant durement notre région à travers le groupe PSA et ses nombreux sous-traitants. Il réitère l'opération bruxelloise cette fois sur la crise laitière, oubliant au passage de rappeler que la Région s'était emparée du sujet dès 2004 en organisant une session extraordinaire qui, comme d'habitude, n'a été suivie d'aucun effet...

Nous sommes habitués à ce genre de stratégie. A chaque fois qu'un problème se pose, Jean-Yves Le Drian a trois attitudes possibles. Se défausser sur l'Etat "fossoyeur des collectivités locales". Créer une agence, un haut conseil ou un comité d'experts (une trentaine a ainsi vu le jour depuis 2004) qui nous coûtent une fortune en frais de fonctionnement pour des résultats quasi inexistantes. Ou, dernière solution, convoquer une session extraordinaire, version dernier salon où l'on cause, mais qui ne débouche sur aucune décision.

Juin 2009 est programmée la session de DM2 (budget rectificatif) devant enfin concrétiser nos efforts en faveur de l'économie bretonne. Déception totale. Hormis l'inscription en crédits de paiement des 11 millions décidés en décembre, des 18 millions versés par l'Etat et de quelques mesurette, la majorité ne propose rien à la hauteur de la crise touchant tous les secteurs économiques stratégiques de la Bretagne : automobile, agriculture, télécommunications, tourisme. Une nouvelle fois, notre groupe propose des amendements. Ils sont tous repoussés. En revanche Jean-Yves Le Drian trouve 1,6 million d'euros pour faire l'acquisition d'un château. En pleine crise le symbole adressé aux Bretons est fort....

A notre attitude responsable, une fois de plus Jean-Yves Le Drian a préféré le sectarisme, le groupe UMP/Nouveau-Centre a donc pris acte de la rupture du consensus budgétaire et n'a pas voté la DM2.

A quelques mois des élections régionales quelles premières conclusions pouvons-nous tirer de six ans d'exercice du pouvoir par Jean-Yves Le Drian ? Beaucoup de paroles et peu d'actes. De nombreuses promesses trahies. Une communication "blingbling" servant d'écran de fumée pour masquer son incapacité à prendre des décisions. Une majorité disloquée entre des Verts qui ne veulent pas entendre parler d'agriculture, une extrême gauche et un Parti communiste qui considèrent toutes subventions à l'économie comme des cadeaux aux patrons. Des socialistes dont un tiers crie haro sur le Traité de Lisbonne, l'autre tiers qui rêve d'une Europe fédérale et le troisième tiers qui ne dit rien de peur de déplaire aux deux autres.... Bref, plus que jamais l'exécutif est atomisé et paralysé.

En 2004, en élisant Jean-Yves Le Drian, qui affichait sa soi-disant modestie en portant un ciré jaune" pendant toute la campagne, les Bretons avaient sans doute eu le sentiment de confier la barre à un bon commandant. Aujourd'hui en pleine tempête, le commandant s'avère incapable de piloter le navire Bretagne.

“ Les dépenses consacrées aux colloques et séminaires ont augmenté de 249 % ”



JE VAIS VOUS
TONDRE!

IMPOTS



Zigzag



RÉGION CENTRE

Malgré les promesses,
l'impôt régional
a explosé

Elu dès 1998 comme Président de la région Centre, Michel Sapin a utilisé bien avant l'heure, le Conseil régional comme laboratoire d'expérimentation des politiques socialistes. Il a été en quelque sorte le précurseur du « modèle de gestion socialiste » dans les régions : augmentation des impôts, multiplication des subventions en faveur des associations et communication tous azimuts. Le 7 septembre 2007, François Bonneau, qui, depuis 2004 occupait la fonction de Vice-président en charge de l'Éducation et des Lycées, succède à Michel Sapin à la tête du Conseil régional du Centre.

Depuis 2004, la majorité PS-PC-Vert n'a donc pas changé de cap et logiquement poursuivi sa politique irresponsable et démagogique, préférant toujours, le fonctionnement à l'investissement, la création d'usines à gaz et d'organismes divers et variés, à l'efficacité administrative.

Dans les deux professions de foi transmises à tous les électeurs au moment des élections régionales, Monsieur SAPIN promettait que ses engagements seraient tenus « sans augmenter les impôts ». Il n'était pas le seul à prendre cet engagement solennel : Interviewé dans la presse le 26 février 2004, François BONNEAU, tête de liste du Loiret, répondait à la question : « quelle sera votre politique fiscale ? Êtes-vous prêt à vous engager sur ce point ? » en affirmant : « Nous nous engageons sur la stabilité fiscale. Les mesures que nous annonçons fonctionnent sans accroître les taux des impôts régionaux ».

Et pourtant :

La première augmentation est annoncée dès décembre 2004 au moment du débat sur les Orientations Budgétaires pour 2005, le Président socialiste indique « je veux utiliser le levier fiscal de la manière la plus raisonnable possible » pour compenser les coûts de la décentralisation ! Le terrain est ainsi préparé... En février 2005, au moment du vote du Budget Primitif, l'augmentation est énorme : + 15 % pour le Foncier bâti, + 23 % pour la Taxe Professionnelle, + 44 % pour les Cartes grises. C'est 44 Millions d'euros supplémentaires que va prélever en

PROMESSES NON TENUES LE PROJET RÉGIONAL 2004/2010 PRÉVOYAIT :

- ***d'ouvrir la liaison ferroviaire Chartres-Orléans***

4 mois avant l'élection régionale alors que le dossier a été lancé en 1994, on lance enfin les études de réalisation d'un premier tronçon de... 24 Km entre Chartres et Voves !

- ***d'achever la RN 154 (entre Chartres et Artenay) à 2 x 2 voies***

rien ne s'est passé depuis 1998, le groupe UMP presse la Région de se positionner sur une concession autoroutière, toujours rien ...

- ***d'assurer un maillage entre les agglomérations RN 10, RN 143, RN 151, RD 940***

on ne dit plus « enterrer un dossier », on dit « monter un partenariat avec la Région » ...

- renforcer les pôles multimodaux de Tours et d'Orléans et développer le transport combiné

La région s'en est désengagée et est restée curieusement très longtemps absente - jusqu'à l'approche de l'élection... - du dossier des autoroutes ferroviaires

- mettre en place un réseau régional de télécommunications haut débit favorisant le développement économique

La Région n'a rien fait alors même que plusieurs départements menaient des actions très volontaristes

“ L'exécutif de gauche multiplie les vœux sans lien direct avec la Région : contre la réforme de la sécurité sociale, pour une République laïque... ”

2005 la Région, **soit une progression globale de 29% du produit fiscal.**

En 2007, 2 ans après seulement, pour faire plaisir aux Verts, le Président de la région recommence en augmentant la Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers (TIPP). Le plus grave est que tout cela a été soigneusement masqué. La délibération qui propose de voter un taux de TIPP indique que « l'impact de cette modulation est donc infime ». Nous voilà donc rassuré ? Aucune information sur le produit supplémentaire pour la Région n'est précisée malgré les demandes de l'UMP. En fait, sous couvert d'une « modulation infime », la délibération augmente à son maximum la TIPP, ce que l'UMP évalue à un produit de 32 Millions d'euros. C'est énorme ! Après des dénégations en séance, en affirmant qu'aucun montant ne peut être calculé, l'exécutif socialiste est bien obligé de reconnaître le mois suivant l'exactitude des chiffres annoncés par l'UMP !

Il est totalement scandaleux qu'un tel hold-up fiscal soit ainsi décidé... en toute opacité ! Que ceux qui donnent sans cesse des leçons de morale respectent un minimum de démocratie car c'est bien le consentement à l'impôt qui a été à l'origine de nos démocraties.

Une contre-vérité : « c'est la faute de l'Etat ! »

L'exécutif socialiste n'a cessé de répéter que c'était à cause de la décentralisation qu'il ne tenait pas ses promesses. C'est totalement faux ! C'est l'exercice bien connu de désinformation - manipulation - diabolisation. L'enfer, c'est les autres...

Pour vérifier cela, il faut comparer ce qu'ont rapporté ces deux hausses d'impôts de Messieurs SAPIN - BONNEAU et ce qu'« aurait » coûté la décentralisation à la Région.

Ces éléments ont été demandés à CHAQUE délibération budgétaire depuis 2005. L'UMP a même demandé la création d'une commission indépendante pour vérifier ces chiffres ! Bien sûr, les socialistes l'ont refusée !

En utilisant les chiffres incontestables du Compte Administratif pour les recettes et les estimations des socialistes eux-mêmes sur le coût des transferts, on peut ainsi prouver que la **cagnotte que s'est constituée la Région est sur 5 ans de 268 millions d'euros (339 Millions d'euros de recettes fiscales supplémentaires - 71 Millions d'euros coût maximal des transferts de charge). C'est énorme et cela représente 53 millions d'euros par an !!**

Le terme de « cagnotte » a toujours déplu à Monsieur BONNEAU, c'est pourtant exactement la réalité des choses. L'UMP attend toujours que l'on conteste ses chiffres !!!

En vain ... l'exécutif socialiste refuse toute transparence.

Les automobilistes, nouvelles bêtes noires de l'exécutif

L'augmentation des impôts a pesé lourdement sur les automobilistes. Tout d'abord, une augmentation de 50 % de la taxe sur les cartes grises passant de 21 à 31,58 euros, ce qui représente un surcoût

L'IDÉOLOGIE PLOMBE LES ACTIONS ÉCONOMIQUES RÉGIONALES :

Pour accompagner le plan de relance pourtant reconnu indispensable, la Région n'a augmenté que de quelques centaines de milliers d'euros le montant de 17 Millions d'euros provenant de l'anticipation par l'Etat du remboursement de la TVA.

Une Région, prise dans ses contradictions internes, qui augmente massivement ses impôts, qui ne sait se concerter et travailler avec ses partenaires naturels et l'Etat. Une Région qui privilégie les gabegies de fonctionnement et la communication et enterre la plupart des projets structurants pour son territoire !

Il est temps que cela change !

de 70 euros pour une petite voiture, type Clio ou 207. A cela s'ajoute en 2007, la hausse de la Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers (TIPP). Ce sont 32 Millions d'euros supplémentaires qui seront prélevés sur les automobilistes de la région Centre.

Pour un conducteur moyen, qui fait 15 à 20 000 km/an, cela représente un surcoût de 20 à 30 euros par an selon qu'il roule au diesel ou à l'essence.

1/ Les impôts ont explosé :

Les impôts directs ont augmenté de 38 % entre 2004 et 2008.

Les autres impôts ont encore plus augmenté (effet Cartes grises et TIPP !) : + 46 %.

2/ On pourrait donc s'attendre à ce que les investissements qui préparent l'avenir soient en augmentation !

Il n'en est malheureusement rien :

Ils diminuent de 55% entre 2004 et 2008 et ce n'est pas qu'un effet ponctuel, les investissements représentaient entre 80 et 90 € par habitant les années précédant 2004, ils se sont effondrés depuis autour de 30 à 40 € l'an !

3/ Dans ces conditions, la dette aurait dû au moins diminuer !

Il n'en est malheureusement rien, bien au contraire : C'était l'une des plus basses de France en 1998, elle avait déjà progressé de 35 % entre 1998 et 2003. Entre le 1^{er} janvier 2004 et le 1^{er} janvier 2009, elle augmente à nouveau de 50 % !

4/ Pourquoi ? Tout simplement parce que les dépenses de fonctionnement ont, comme les impôts, explosé : + 52 %

C'est cela la gestion socialiste !

Une majorité hétéroclite et une vision idéologique de la Région empêche l'Exécutif de porter une ambition pour notre territoire :

Les Verts sont opposés à la route et aux infrastructures autres que le rail. Les Communistes sont très réservés sur l'apprentissage, pourtant, c'est une Communiste qui préside cette commission et qui ainsi s'est plusieurs fois abstenue sur des rapports ... qu'elle présentait elle-même au nom de l'exécutif! Les Verts et les Communistes ont imposé tellement de conditions sociales et environnementales aux aides économiques que celles-ci sont inefficaces pour développer l'emploi et même pour défendre les salaires et protéger l'environnement.

L'attitude ambiguë de la Région Centre sur le finan-

“ La dette a augmenté de 50 % depuis 2004 ! ”

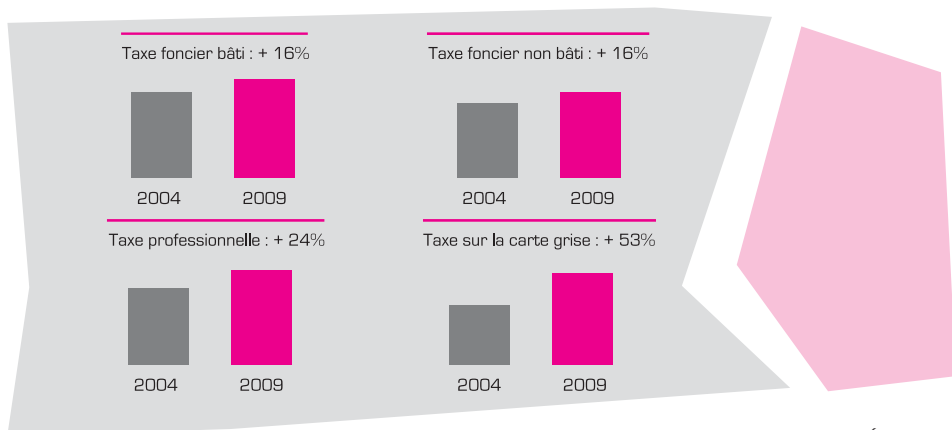
cement de l'Autoroute A19 qui vient d'être ouverte dans le Loiret est révélateur de ces contradictions. L'exécutif régional socialiste a toujours refusé d'évoquer ce projet. Il l'a financé, certes, sous la pression très forte du Conseil Général qui s'est porté chef de file mais par des voies détournées pour que l'affichage ne soit pas lisible... par les Verts! C'était pourtant là une occasion unique de valoriser la Région Centre au travers de ce grand projet structurant. Tout est à l'avenant. Ils ne se retrouvent que dans le rejet systématique de la politique de l'Etat. Comment agir efficacement lorsqu'on privilégie systématiquement le choix d'être un contre-pouvoir de politique politicienne ?! Comment voulez-vous porter des projets structurants dans ces conditions ? on se réfugie alors dans les aides au fonctionnement et le clientélisme, c'est plus populaire et plus facile pour trouver un accord dans la majorité !

- Vœux contre la réforme de l'Université, contre l'enfouissement de déchets radioactifs, contre l'expulsion des étrangers, ...
- Vœux pour le maintien et développement du service postal, pour l'indépendance de l'INSEE, pour soutenir les 49 faucheurs volontaires, pour donner à France 3 les moyens d'assurer sa mission de service public, pour les Droits de l'Homme en Chine, pour une République laïque...

Prise dans ses contradictions internes, ne pouvant se retrouver que dans l'opposition systématique au gouvernement, la majorité plurielle a mis en veilleuse la plupart des grands projets de développement de la Région (sauf depuis quelques mois... Les élections approchent !) et se recroqueville sur elle-même en ignorant toutes les autres collectivités (sauf les amis...).

La Région utilisée comme un contre-pouvoir gouvernemental

L'exécutif de gauche multiplie les vœux sans lien direct avec la Région :





L'IMPÔT
TUE

Champagne-Ardenne

zigge
fish



RÉGION CHAMPAGNE-ARDENNE

Une augmentation
des impôts régionaux
depuis 2004

Comme dans de nombreuses régions, le Conseil Régional de Champagne Ardenne a décidé à l'approche du scrutin de mars 2010 de faire « une pause » dans les augmentations d'impôts. Année électorale oblige : les taux n'ont pas augmenté pour 2009 et une politique de désendettement a été mise en place, mais cette prise de conscience tardive, ne saurait effacer les graves erreurs du passé.

Ainsi en augmentant chaque année régulièrement les impôts, la majorité de gauche prélève chaque année en moyenne entre 20 et 26 millions d'euros d'impôts supplémentaires dans les poches des ménages et des entreprises de Champagne-Ardenne.

A cela s'ajoute, l'augmentation de **5€ par cheval vapeur fiscal sur les produits de cartes grises**. « C'est le prix d'un paquet de cigarette », minimise Jean-Paul Bachy. Au final, ce sont tout de même **7 M€ supplémentaires** qui sont prélevés chaque année sur les automobilistes et donc sur le pouvoir d'achat des habitants de la région.

Les entreprises ne sont pas épargnées. Là encore, il faut souligner les contradictions de l'exécutif qui déclare favoriser le développement économique de la région alors qu'en réalité il freine le développement et l'investissement des entreprises **en augmentant la taxe professionnelle de 38 %**.

A quoi servent les hausses d'impôts ?

Il est inquiétant dans le même temps de demander aux ménages et entreprises de Champagne-Ardenne de mettre la main à la poche et de ne pas augmenter significativement les investissements. Augmenter les impôts pour financer un vaste programme d'investissement est compréhensible, c'est loin d'être le cas.

**En 2003: 131 euros par habitant
En 2005 : 175 euros par habitant
En 2008 : 270 euros par habitant
En 2009 : 299 euros par habitant**

Depuis 2004, la région investit moins !

En 2004, la région consacrait 207 millions d'euros à ces investissements, soit 156 euros par habitants. En 2009, les dépenses d'investissements s'élèvent à 177 millions, soit 129 euros par habitant.

Le recul des investissements s'observe dans la plupart des secteurs fondamentaux de l'action régionale.

Investissements	Evolution 2008/2009
Transport	- 2%
Environnement	- 23%
Action économique	- 3,5%

Ainsi dans le secteur clé des transports, la dépense par habitant est passée de 108 euros en 2006 à seulement 75 euros en 2009. Et dire que l'exécutif prétend que les transports sont une priorité !

“ En 2004, la région consacrait 207 millions d'euros à ces investissements, soit 156 € par habitants. En 2009, les dépenses d'investissements s'élèvent à 177 millions, soit 129 € par habitant. ”

En revanche, les charges de fonctionnement ont explosé !

En 2004, les dépenses de fonctionnement s'élevaient à 211 millions d'euros. Elles atteignent près du double, soit 412 millions en 2009.

“ L'exécutif déclare vouloir favoriser le développement économique en augmentant la taxe professionnelle de 38% ”

En 2008, la Champagne-Ardenne occupait la 3^e place nationale des charges de fonctionnement par habitant. A noter que le Conseil Régional a créé un service « culture » au sein même des services, alors que cette compétence était dévolue à l'ORCCA (Office Régional Culturel de Champagne Ardenne). Pour autant l'ORCCA n'a pas été supprimé. Ce service fait « doublon », génère du fonctionnement et donc les charges supplémentaires notamment pour le personnel.

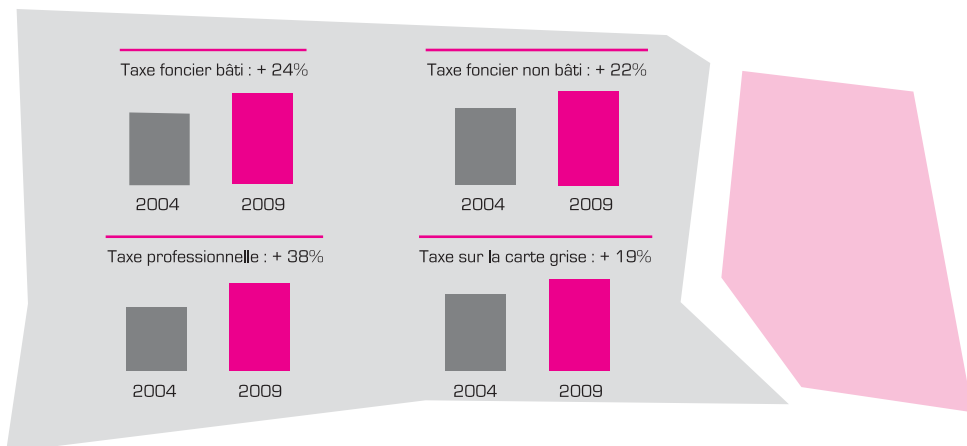
En revanche l'Etat fait son travail. D'ailleurs en Champagne-Ardenne, les dotations de l'Etat ont progressé en moyenne plus que dans les autres régions: + 5,3% de 2004 à 2007. Entre 2008 et 2009, l'Etat a augmenté ses dotations de 7,2 millions d'euros. Les dotations d'Etat sont passées de 127 millions en 2004 à 154 millions en 2009, permettant ainsi de faire face aux nouvelles charges transférées dans le cadre de la loi du 13 aout 2004.

Dans son dernier rapport d'évaluation de la ges-

tion de la Région, la Chambre Régionale des Comptes note : « les marges de manoeuvre se réduisent aussi rapidement que significativement(...) pour les années à venir, la gestion financière sera plus tendue » ; « le risque de renchérissement de la dette est d'autant plus préoccupant que plus de la moitié de l'encours est exposé à des taux variables, particulièrement sensibles aux décisions de la BCE » ; « Stables de 2001 à 2004, les taux d'imposition de la fiscalité directe locale ont connu depuis une augmentation significative ».

L'absence de réflexion à long terme sur l'avenir de la région

L'exécutif de gauche gère la région au jour le jour. C'est la philosophie du toujours plus. On dépense plus, on augmente les impôts... Faute de réaliser des arbitrages entre certains projets, la région multiplie les actions dans des domaines qui ne sont pas forcément de sa compétence.



RÉGION SOCIALISTE





RÉGION FRANCHE-COMTÉ

A quoi servent
les augmentations
d'impôts ?

La gestion de la Franche-Comté par les socialistes et les verts leur vaut de figurer en très bonne place dans le livre noir des régions. Ils avaient promis la rupture et chose promise chose due, les contribuables qui n'avaient connu aucune augmentation d'impôt entre 1998 et 2004, en sont désormais pour leur frais : **+28 % d'augmentation des impôts en 4 ans.**

Qu'est ce que l'exécutif a fait de cette cagnotte fiscale ? La situation financière de la Franche-Comté était saine en 2004. Il n'y avait aucun besoin de provoquer ce hold-up financier des contribuables et le président de la région s'en expliquait en déclarant que ces impôts supplémentaires « ne coûteraient à chaque franc-comtois que le prix d'un café par semaine ». Depuis, les Franc-Comtois ont été invités à payer également le sucre... avec les petits fours.

En 2004, le budget régional était de **314 Millions d'Euros**. En 2009, il est de **509 millions d'euros**, soit 195 millions d'euros d'écart, 162 % d'augmentation en volume, avec, il est vrai, l'incidence encore partielle de l'acte 2 de la décentralisation. Cette augmentation a-t-elle permis à notre région d'être plus forte en terme d'investissement ? Evidemment NON.

Que sont devenues ces recettes supplémentaires ?

Elles n'ont pas servi au financement du TGV Rhin-Rhône, projet élaboré depuis 1985, puisqu'il est financé quasiment exclusivement par l'emprunt. Les autres investissements sont en baisse et c'est dommage, tout particulièrement dans le cadre des compétences premières des régions : lycées, aménagement du territoire, formation professionnelle, politique de la ville...

Cette hausse du budget est la conséquence logique de 2 facteurs :

Le 1^{er}, c'est le résultat du transfert de charges lié à l'acte 2 de la décentralisation. Les dotations de l'Etat sont passées de 170 millions d'euros en 2004 à 280 millions d'euros en 2008, soit 164 % d'augmentation en volume. Comme promis, l'Etat a compensé les transferts et ne s'est pas désengagé, contrairement aux allégations de la gauche !

Le 2^e, c'est la hausse de la fiscalité régionale de plus de 35 %, TIPP comprise. Les socialistes et les Verts s'occupent effectivement du pouvoir d'achat du contribuable franc-comtois ! Les recettes fiscales s'élevaient à 105 millions d'euros en 2004. 147 millions d'euros en 2008. Soit 37 millions d'euros de progression en moyenne annuelle depuis 2005. Ce qui représente en totalité près de 100 millions d'euros de recettes supplémentaires, prélevés sur le **pouvoir d'achat** du contribuable !!!

En 2004, il y avait seulement 1 euro d'investissement pour 3 euros de fonctionnement. Aujourd'hui, ce n'est plus qu'1 euro sur 5 (voir graphique).

Augmentation des dépenses de fonctionnement.

Tout particulièrement pour les moyens de l'institution : depuis le 2^e semestre 2004, les effectifs sont passés de 230 à 311 employés à la fin de l'année 2005, soit 81 emplois administratifs supplémentaires, alors qu'il n'y avait pas de compétence supplémentaire décentralisée pendant cette période ! Dès lors que les compétences décentralisées ont été effectives, 76 embauches administratives supplémentaires ont été réalisées. Ce n'est manifestement pas la décentrali-

“ Les hausses d’impôts n’auront pas servi au financement des grands projets ”

sation de certaines politiques qui a généré le plus d’emplois dans les services de notre région. Aujourd’hui, on constate que le nombre d’agents au siège administratif de la Région, a quasiment été multiplié par deux !

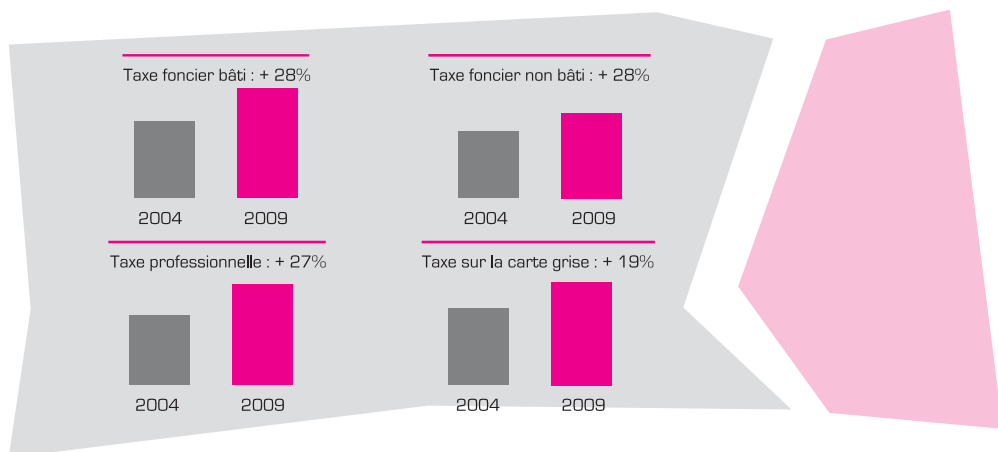
Si l’on ajoute à cela des dépenses croissantes pour une communication de prestige de plus en plus dédiée à la promotion de l’exécutif, pour des manifestations indispensables vouées au seul culte de la personnalité. Le changement de patron de l’exécutif a-t-il changé les choses ? Nous ne le pensons pas. Pour preuve, l’exécutif utilise l’argent du contribuable franc-comtois pour payer des pages de publicité dans la presse régionale afin d’interpeller le Président de la République lors d’une de ses visites en Franche-Comté. La Présidente de Région, les Présidents d’exécutifs des

départements de gauche, ainsi que ceux de certaines communautés d’agglomération ont ainsi dépensé l’argent de la Franche-Comté. Nous demandons que les factures liées à cet achat soient acquittées par le Parti socialiste et non pas par la région de Franche-Comté !

Les politiques traditionnellement portées par la Région sont négligées, les priorités abandonnées....

Dans le même temps, on regrette que la Région se **désengage** financièrement dans des politiques d’aide à la personne en particulier.

- Pourquoi ramène-t-on la participation du Conseil régional à 50% au lieu de 60% pour les actions qui permettent la professionnalisation des de-



mandeurs d'emploi ? Y aurait-il trop de sollicitations des demandeurs d'emplois ou ne veut-on plus véritablement aider ce public ?

- Pourquoi fixe-t-on les taux d'intervention de la Région dans les structures d'insertion à 50% au lieu de 60% ? L'insertion a-t-elle vraiment besoin du désengagement de la Région ?
- Pourquoi les Socialistes et les Verts ont-ils voulu que le financement de l'accessibilité à l'information et à la formation des personnes handicapées ne bénéficie plus que de 50 % d'aide de la Région au lieu de 60% ? Imaginent-ils que les handicapés francs-comtois sont trop soutenus dans leurs démarches ?

Certains publics peuvent se sentir lésés. C'est une habitude en Franche-Comté que d'oublier le respect de la parole donnée. A peine élu, l'exécutif promettait de tenir un forum annuel des engagements pris et la présentation d'un compte-rendu de mandat devant tous les Francs-Comtois. A ce jour, il n'en a bien sûr rien été.

Baisse des crédits en faveur des lycées

Il y a quelques années, la politique franc-comtoise en faveur de l'éducation, était remarquée par le journal « Les Echos » pour être la 1^{ère} de France pour son effort en faveur des lycées. Depuis 2004, les lycées ne sont plus une priorité pour l'actuel exécutif.

En 2003, la Région consacrait à ses lycées, 21 millions d'euros de fonctionnement et 58,6 millions d'euros de travaux de construction, d'amélioration et aux équipements.

En 2008, les crédits de fonctionnement sont portés à 28,8 millions d'euros, gratuité des manuels scolaires comprise, et diminuent encore pour l'investissement en ne représentant plus que 49,5 millions d'euros, alors que le budget global a progressé de 162%.

Augmentation des dépenses de communication

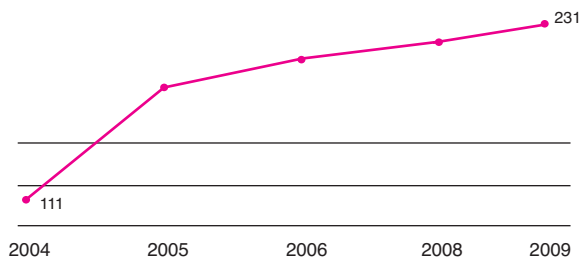
Comme dans la plupart des régions, l'exécutif de gauche a multiplié les dépenses de communication en tout genre : journaux, colloques, publications....

Aujourd'hui, elles s'élèvent à 2,653 millions d'euros !!!

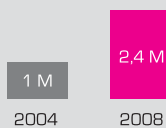
Voilà le bilan d'une majorité sans perspectives ni projets déterminants pour la 1^{ère} région industrielle de France. Alors que la région devait être en phase de recherche et de développement dans tous les secteurs de pointe pour préparer l'avenir de ses habitants, elle s'endort...

“ Le nombre d'agents
« au siège administratif de la Région,
a quasiment été multiplié par deux » ”

Recettes fiscales en M€

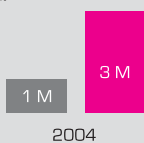
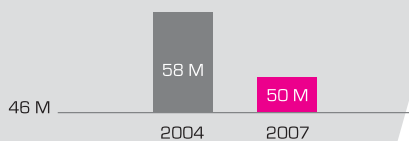


Dépenses de communication en M €



■ Investissement
■ Fonctionnement

Investissements dans les lycées en M € : - 14%



C'EST AU SUJET DE VOTRE
SUBVENTION A NOTRE
"ASSOCIATION DES AMIS
DU GASPILLAGE"!!



conseil
regional



zigzag



RÉGION ILE-DE-FRANCE

Le matraquage fiscal

La région Ile-de-France est gérée par la gauche depuis 1998. Ne disposant que d'une majorité relative pendant son premier mandat (1998-2004), Jean-Paul Huchon n'a pu mettre en œuvre la politique qu'il souhaitait, contraint par la droite, de baisser les impôts de 6% ou de mener des actions en faveur de la sécurité. Ayant enfin une majorité en 2004, le président de la région a rattrapé le temps perdu : matraquage fiscal, augmentation des dépenses de fonctionnement et de communication, saupoudrage des subventions, baisse de l'investissement et accroissement de la dette.

Et comme toujours, n'oublions pas de signaler la **mauvaise foi de l'exécutif PS-Vert-PC** qui invoque systématiquement l'Etat et la décentralisation pour justifier ses propres turpitudes.

Avec une augmentation globale de plus de 60% des impôts régionaux, l'Ile de France fait figure de mauvais élève en matière de hausse fiscale parmi les autres régions françaises dirigées par les socialistes. Ainsi, chaque année, ce sont plus de 400 millions d'euros supplémentaires qui sont prélevés sur les ménages et les entreprises en Ile de France.

Alors que la concurrence internationale est toujours plus importante et que les effets de la crise financière pénalisent toujours notre économie, la première cible de l'exécutif de gauche, reste les entreprises.

Les entreprises vaches à lait de l'exécutif de gauche...

Avec les **augmentations à répétition en 2005 et en 2006** du taux de la taxe professionnelle, ce sont **150 millions d'euros** supplémentaires qui vont être prélevés chaque année sur les entreprises franciliennes.

La majorité PS-PC-Vert du Conseil régional d'Ile-de-France prétend soutenir le développement économique de l'Ile-de-France en accordant **60 millions d'euros d'aides diverses aux entreprises**. En réalité, ces **dispositifs alibis** ne compensent même pas

pour moitié le prélèvement fiscal supplémentaire de 150 millions d'euros que vont subir les entreprises en raison de **l'augmentation du taux de taxe professionnelle**.

Cette hausse massive de la fiscalité sur les entreprises constitue un véritable obstacle à l'investissement, à l'emploi et à la consommation. Elle intervient alors que le **taux de chômage en Ile-de-France** est supérieur à celui de la **moyenne nationale**.

Les automobilistes franciliens passent à la caisse...

Pourtant, **le véhicule automobile est le moyen unique d'accéder à l'emploi pour un grand nombre de personnes qui vivent dans les franges de l'Ile-de-France, mal desservies par les transports en commun.**

L'augmentation de la fiscalité sur le prix de

L'ILE-DE-FRANCE, BONNE DERNIERE EN EUROPE

Au palmarès des régions européennes en matière de fiscalité locales pour les entreprises, la région Ile-de-France, se classe 13^e sur 13. C'est facile à retenir, elle est dernière... Ce classement a été établi en décembre 2007 par le cabinet Ernst et Young.

Les régions les plus « amicales » pour les entreprises sont Nord Hollande, Madrid, Barcelone, Dublin où le poids de la fiscalité locale moyenne est inférieur à 100 000€. En Ile-de-France, c'est 518 000€, juste 5 fois plus !

“ Depuis le début de la nouvelle mandature, la gauche a fait gonfler la dette régionale de +37 % . ”

AUGMENTATION DE LA DETTE : +37%

En M€	2004	2006	2007	2008	2009	Evolution 04/09
Dettes directes	1 884	2 051	2 194	2 400	2 714	
METP	92	56	37	19	10	
Total	1 977	2 107	2 231	2 419	2 724	+ 37 %

l'essence (TIPP) imposée en 2007 s'ajoute à la hausse de la **taxe sur les cartes grises de 59 %** que l'exécutif régional de gauche a imposée depuis 2004, ce qui représente un prélèvement annuel supplémentaire de plus de **210 millions d'euros**. En effet, les franciliens qui ont acheté une voiture neuve ou d'occasion ont payé la **taxe sur leur carte grise 64€ de plus** pour une 5CV et **115€ de plus** pour une 9 CV.

Cette mesure, **socialement injuste**, touchera **5 millions d'automobilistes** pour qui la voiture est indispensable pour se rendre au travail.

La dette augmente ...

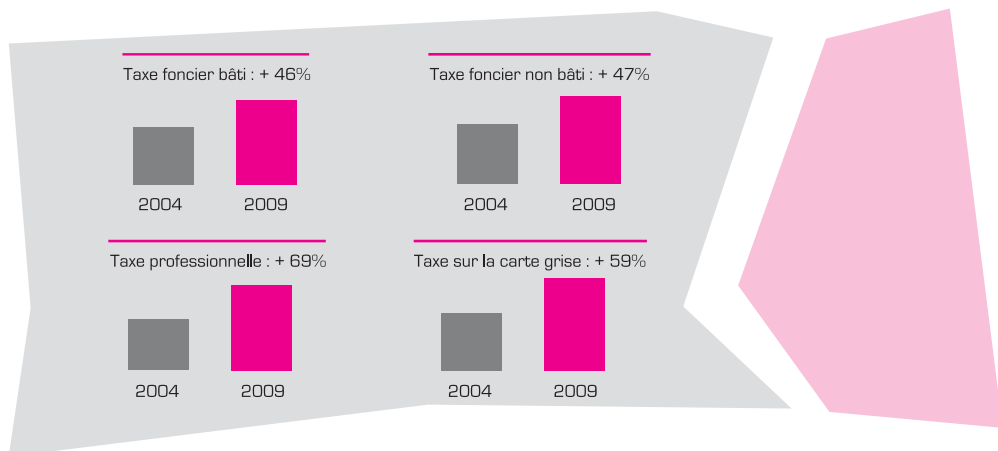
Depuis le début de la nouvelle mandature, la **gauche a fait gonfler la dette régionale de +37 %**. On peut condamner l'augmentation des impôts, et de la dette de notre région. Ces augmentations

pourraient et ont pu en certaines circonstances et en d'autres temps se justifier. En effet, l'impôt ou l'emprunt n'est pas condamnable en soi, lorsqu'il s'agit de financer la construction de lycées par exemple. Or, en Ile-de-France, c'est exactement le contraire qui se produit. Malgré la hausse de la fiscalité et de la dette, les investissements reculent.

Les investissements reculent...

La part des crédits de paiement en investissement diminue régulièrement depuis 2004.

En 2004, ils représentaient 57 % du budget
En 2009, ils ne représentent plus que 43 % du budget.



Ainsi, les investissements diminuent dans les principaux secteurs clés de notre région :

En M€	2005	2009	05/2009
Formation et apprentissage	43	35	-18%

En M€	2005	2009	05/2009
Lycées	518	619	
En % du budget	(3224) 16%	(4536) 13%	-19%

En M€	2005	2009	05/2009
Sécurité dans les lycées	5,9	4,6	-22%

En M€	2005	2009	05/2009
Sécurité	19,94	15,59	-21%

En M€	2005	2009	05/2009
Aménagement et équipement de l'espace rural	3	2,6	-13%

En M€	2005	2009	05/2009
Soutien aux actions de lutte contre la pollution atmosphérique	4,4	1,3	-70%

En M€	2005	2009	05/2009
Dépollution des eaux usées et pluviales	63,87	40,36	-36%

En M€	2005	2009	05/2009
Protections phoniques le long des routes	32,7	23	-29%
Protections phoniques le long des voies ferrées	3	2	-33%

En M€	2005	2009	05/2009
Transports en commun	280	264,9	-5,7%
En % du budget total	(3224) 8,68%	(4536) 5,8%	
Routes	126,6	93,2	-26%
Sécurité routière	20	13,29	-35%
Divers transports (liaison multimodale)	11	8,3	-24%
Transports	437,6	379,89	-13%

En M€	2005	2009	05/2009
Action économique	121,23	97,46	-19%

Effectifs	2004	2009
Emplois titulaires	1 044	8 281 <i>dont TOS 6 525</i>
Contractuels	216	1 827
Total	1 260	10 108

Explosion des dépenses de fonctionnement.

L'augmentation des dépenses de fonctionnement est préoccupante pour notre institution dont la mission fondamentale doit rester l'investissement.

Depuis 1998, l'exécutif socialiste a augmenté le **train de vie de l'institution régionale**. Cet accroissement des dépenses de fonctionnement résulte d'une politique inconsidérée de la gestion du personnel, des locaux de la région et de la multiplication des dépenses de communication.

Pour mémoire, les dépenses de fonctionnement par rapport à la population représentaient **67,32€/habitant** en 1998. En 2009, elles atteignent **200€/habitant**.

Accroissement des effectifs.

Comme dans les autres régions, les effectifs de la région Ile-de-France ont explosé bien avant que les transferts liés à la décentralisation n'interviennent.

Ainsi, dès 1998, les effectifs de la région sont passés de 802 à 1260 en 2004. Les recrutements se sont poursuivis. En 2005 et 2006, 250 postes ont été créés. Et 30 postes supplémentaires ont été créés en 2007 **sans lien avec la décentralisation.**

La communication

Contrairement aux annonces de l'exécutif, les dé-

penses de communication continuent d'augmenter. En 1998, ces dernières s'élevaient à 4,82 millions d'euros. Elles auront été multipliées par 4 pour atteindre en 2009 plus de 15 millions d'euros.

Néanmoins, ce chiffre ne représente pas la réalité des dépenses de communication car les crédits communication se dissimulent désormais dans chaque chapitre budgétaire (action internationale, culture, action sociale, ...) En réalité, les dépenses de communication approchent les **20 millions d'euros par an.**

La création d'un journal régional.

10 millions d'euros pour la création d'un **journal régional** à grand tirage. A l'heure où des projets de radios régionales et de télé Régionales (avec la TNT) se mettent en place, l'impact de ce journal risque d'être proche du néant... pourtant il représente **1,5 points de fiscalité !**

Les frais de réception.

Les frais de réception étaient de **0,762 millions d'euros** en 1998. Ils ont augmenté de **+ 160 %** pour atteindre **1,950 millions d'euros** en 2009.

Les charges liées aux locaux du Conseil régional.

Au Conseil régional d'Ile-de-France, il y a 8 sites : Barbet de Jouy, Babylone, Invalides, Murat, Montparnasse, Lancereaux, rue Monsieur, rue du Bac... Cela entraîne des coûts induits : cafétéria, gardiennage, problème de communication entre les sites ...

Les loyers et charges locatives du Conseil régional :
+125% en 5 ans.

2004 : **12,4 millions d'euros/an**

2009 : **28 millions d'euros/an**

Pour mémoire, en **1997** le budget consacré aux loyers était de **13 millions de francs, soit 1,9M€.**

Ces « chers » organismes

Explosion des subventions aux associations :

Année	2004	2008	
Nombre	1800	3100	+ 72%
subventions	225 Millions d'€	511 Millions d'€	+ 127%

(Source : Comptes administratifs)

A l'explosion du nombre de subventions distribuées, s'ajoute la création d'une multitude d'organismes et d'observatoires :

- la mise en place de **cellules de veille économique**,
- la création de « **centre de ressource** » à l'**économie sociale et solidaire, à l'égalité homme-femme...**
- les **tables rondes sur les projets alternatifs aux plans sociaux**,
- la mise en place d'une **conférence régionale sur le développement économique et l'emploi** en Ile-de-France,
- la création d'une **commission régionale de contrôle de l'utilisation des fonds publics**,
- et enfin la tenue des multiples **Etats généraux** tous secteurs confondus...

Enfin cerise sur le gâteau, le 1^{er} Avril 2005, l'exécutif régional a fait adopter une délibération proposant la création d'un **observatoire francilien des engagements**.

Au début du mois de juin, le préfet a demandé **le retrait de cette délibération**, au motif qu'« un tel sys-

tème pourrait être interprété comme la mise en place d'un système de mandat impératif dont l'interdiction a été étendue aux élus locaux par une décision du conseil constitutionnel du 6 Mars 1998».

L'échec des emplois tremplins.

L'exécutif de gauche s'était fixé début 2004 un objectif de **10 000 emplois-tremplin pour un montant de 150 millions d'euros par an**. Cinq ans après, l'exécutif socialiste a péniblement atteint **3 991 postes**.

L'exécutif socialiste de la région Ile-de-France a de plus totalement **dénaturé le dispositif** des emplois tremplin pour tenter d'atteindre son objectif. Ainsi ; de nombreuses associations ont bénéficié d'emplois

tremplin avec parfois des salaires de cadres (30 000 € nets par an) :

- SOS Racisme : 5 postes
- L'UNEF : 2 postes...etc

Au final, le dispositif des emplois tremplin s'avère coûteux et totalement inefficace dans la mesure où il ne répond pas du tout aux attentes de celles et de ceux qui cherchent réellement un emploi.

Dans les délibérations concernant les emplois tremplins les perles sont malheureusement nombreuses. L'objectif de ceux-ci est de remettre sur le marché de l'emploi des exclus du travail, avec peu de qualifications... Les profils de postes rédigés par les associations mentionnent pourtant régulièrement :

«bac + 3 souhaité avec bonne pratique de l'informatique, bon niveau d'anglais, bonne culture générale...», «bac +4 comptabilité-gestion», «équivalent bac +4 dans le domaine de la gestion des entreprises culturelles + expérience dans la gestion d'une structure culturelle»...

“ Les dépenses de fonctionnement par rapport à la population représentaient 67,32 €/habitant en 1998. En 2009, elles atteignent 200 €/habitant. ”

Et pour finir, les dernières perles de l'exécutif régional.

Pendant que les entreprises et les ménages d'Ile-de-France sont asphyxiés par l'explosion des impôts régionaux, les priorités de **l'exécutif régional semblent bien loin de l'amélioration du quotidien des franciliens !**

Fêtes et mondanités

- **130 000 €** à l'occasion du 59ème festival de Cannes (financement d'un brunch, d'un pavillon Ile-de-France et du cinéma de la plage).
- **30 000 €** dépensés chaque année depuis 2006 pour « l'ethical fashion show », organisé par l'association Universal Love

Nos amis les bêtes

Suite de l'épisode de l'inventaire des libellules en Ile-de-France... **20 000 €** avaient été dépensés en 2008, mais nous apprenons que l'inventaire se fait sur 3 ans car les libellules bougent...

Coût total : 60 000 € !

- **25 000 €** pour un programme d'étude des mécanismes du déclin du moineau.
- **32 900 €** pour un programme de recherche sur les dangers liés à l'expansion des populations de tortues à tempes rouges en Ile-de-France.

Les inclassables

- Après les 400 000 € pour le musée Salvador Allende à Santiago du Chili (alors que le gouvernement Chilien lui-même ne mettait que 150 000 € pour la réhabilitation de ce musée), la région récidive en matière d'actions internationales :
- Après les ânes de Nouackchott qui transhumaient avec le logo de la région pendant le festival « off » des musiques nomades, désormais... 10 000 € pour qu'une tribu accompagnée de chèvres et d'un âne, transhume dans les quartiers de Nanterre puis s'installe sous une kahima.

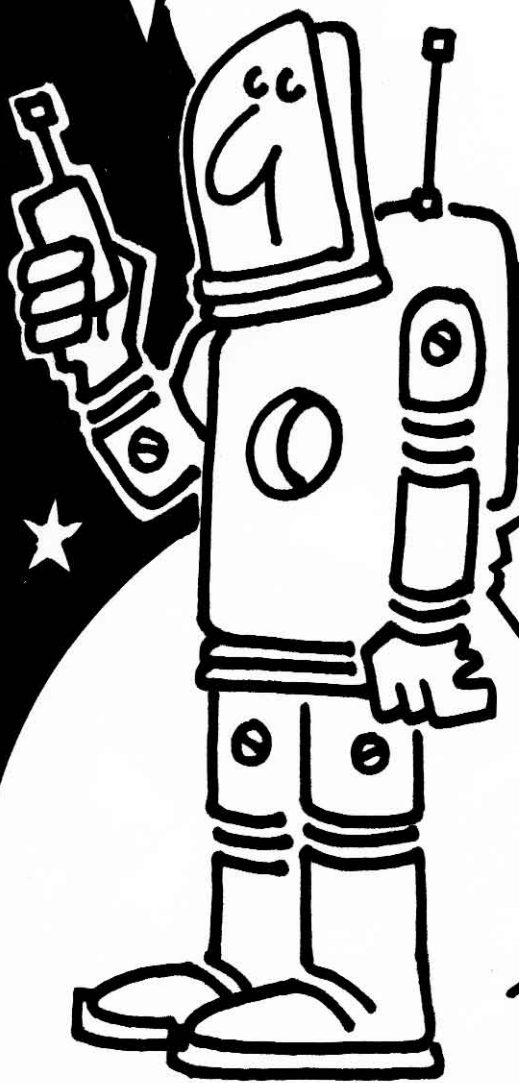
vres et d'un âne, transhume dans les quartiers de Nanterre puis s'installe sous une kahima.

- **65 000 €** pour que soit présenté dans les quartiers de Santiago un spectacle proposant « un voyage dans l'histoire du mouvement Hip Hop, de ses repères, de sa gestuelle, depuis les années 70 aux Etats-Unis ».
- **25 000 €** pour la création d'un blog du discrimi-nologue
- **10 000 €** pour le financement d'une thèse sur la construction du genre chez les Pygmées d'Afrique centrale à l'épreuve de la sédentarisation : implications pour les politiques de développement
- **64 800 €** pour financer une thèse sur « La nécrophilie au XIX^{ème} siècle ; réalités et fantasmes ».
- **105 000 €** pour mettre en place une monnaie électronique solidaire en Ile-de-France qui s'apparente au retour du troc !
- **4 000 000 €** sont destinés à financer des colloques et brochures en tout genre dans le cadre de la révision du SDRIF.

Les chiffres clés des dérives de la gestion socialiste

Ratios	2004	2008	Evolution 04/08
Dépenses réelles de fonctionnement /Habitant	105 €	200 €	90%
Produit des impositions directes/Habitant	35 €	53 €	51%
Dépenses d'équipement brut/Habitant	134 €	142 €	6%
Encours de la dette/Habitant	180 €	236 €	31%
Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement	0,62	0,51	-18%

HEU... POUR
L'INSTANT
AUCUN
VISITEUR!



zigzag
D+D



RÉGION LANGUEDOC-ROUSSILLON

Communication :
Bienvenue au pays
des merveilles

Depuis 2004, la région Languedoc-Roussillon a battu plusieurs records : tout d'abord, celui de la hausse fiscale. Ensuite, c'est la région qui a fait le plus parler d'elle... pour les outrances verbales de son Président. Pour lui, la méthode de gouvernement tient lieu de projet politique. Imposer, insulter, passer en force et ... communiquer. Ici, la communication est permanente, le faire-savoir prime le savoir-faire. Faut-il en rire ou en pleurer ? Ni l'un, ni l'autre. Il faut se battre pour que la démocratie locale retrouve enfin, en 2010, au terme de ce trop long métrage, droit de cité. Pour que les habitants redeviennent des acteurs à part entière.

Depuis le début de la mandature, le Président de la région Languedoc-Roussillon a battu plusieurs records : tout d'abord, celui de la hausse fiscale. Ensuite, c'est le Président qui a fait le plus parler de lui... notamment pour les outrances verbales

Officiellement « avec la Région, les résultats sont là », « La Région avance »,...

On peut en être certain puisque c'est écrit partout : sur les panneaux, dans les magazines, au travers de nombreux spots publicitaires, affiches, doubles pages dans les médias. Mais qu'en est-il 5 ans après, dans cette région appelée Languedoc-Roussillon ?

- 12,2% des personnes actives, en juillet 2009, ne trouvent pas de travail (n°1 en France - Les résultats sont là);

- Dans cette région, près de 3.000 entreprises par an connaissent des défaillances. (La région avance).

En politique, il y a le savoir-faire et le faire-savoir. Georges Frêche, à défaut de maîtriser le premier, qui renvoie au fond, se concentre depuis 5 ans sur le second, essentiellement de forme. Alors que la fiscalité régionale a flambé ici plus que nulle part ailleurs (+ 154%), 20% des impôts directs ainsi prélevés sur les contribuables servent en réalité à payer des opérations de propagande budgétivores pour raconter... du vent !

Vous ne rêvez pas ! Bienvenue au pays des merveilles où l'absurde côtoie l'illusoire.

La démocratie : du Petit ROBERT au Grand Georges.

Selon le Petit Robert, la démocratie est un mode d'organisation politique et sociale selon lequel la souveraineté appartient à l'ensemble des citoyens. A observer le nombre de décisions uni-

latérales prises par Georges Frêche dans l'exercice du pouvoir, - la tentative de rebaptiser notre région « Septimanie », le changement des noms des lycées contre l'avis des conseils d'administration ou encore la pose, à Odysseum, des statues de Lénine et Mao, personnages connus pour les régimes totalitaires qu'ils ont instaurés - on se demande si Georges Frêche n'a pas, lorsqu'il ouvrit la première fois un dictionnaire à la lettre D, confondu démocratie et dictature.

Lycées : Un éléphant ça trompe énormément

Imaginons un instant que Georges Frêche ait géré, un jour, les affaires publiques en bon père de famille, fidèle à ses électeurs et à ses engagements. Imaginons ensuite une belle sirène, répondant au doux nom d'AVANIE et dont le chant, si envoutant, n'a pu laisser de marbre notre édile local. Lequel, bien qu'opiniâtre, finit par céder à cette tentation... trop grande.

La méthode Frêche pourrait faire rire si elle n'était pas honteuse et méprisante envers les habitants du Languedoc-Roussillon. Effets d'annonces, instrumentalisation des budgets, immobilisme et mensonges attestés en autres par le dernier rapport de paierie régionale. Septimenteur mène un jeu financier qui l'a conduit à neutraliser tout ce qu'il pouvait pendant deux ans, lui permettant ainsi, de faire des réserves pour relancer les investissements au bout de trois ans ... soit avant les futures échéances électorales.

Quitte à ce que la région fasse du surplace.
Un des plus beaux chapitres de cette triste mascarade : les lycées.

Novembre 2004 : Annonce de la programmation de 8 lycées d'ici 2010.

Novembre 2005 : Annonce non plus de 8, mais de 9 lycées.

Sachant qu'en 2003, sous la majorité précédente conduite par Jacques Blanc, 5 constructions étaient déjà programmées (Lunel, Canet-en-Roussillon, Villeneuve les Avignon, Béziers et Alès), **annoncées en 2003 par un communiqué conjoint du Recteur d'Académie et de Jacques BLANC**, ce ne sont donc que 4 constructions nouvelles que Georges Frèche devait lancer afin de tenir ses promesses.

En 2009, où en sommes nous ?

Les retards sur les lycées neufs dont la programmation avait pourtant été lancée par Jacques BLANC :

- Celui de Canet-en-Roussillon devait être livré à la rentrée 2005, il a ouvert ses portes en 2007 - 2 ans de retard.
- Le Lycée de Villeneuve-les-Avignon devait être

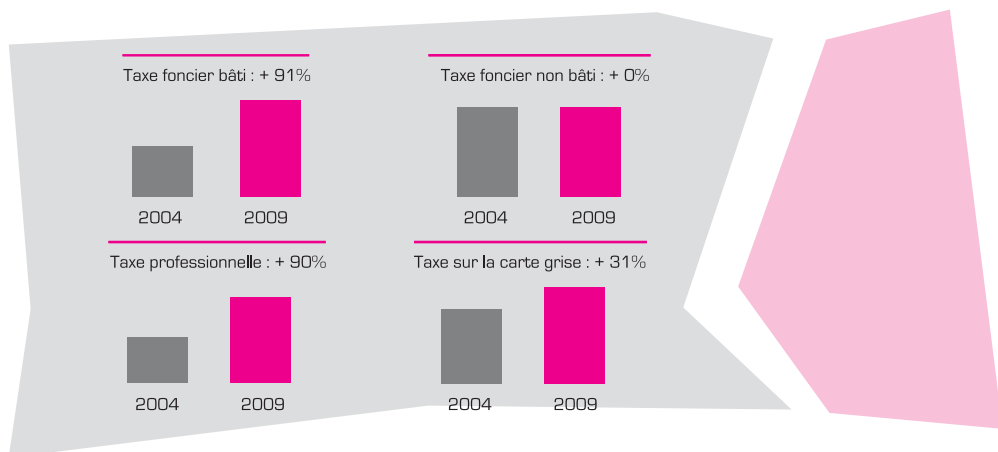
livré à la rentrée 2006, il a ouvert ses portes en 2007 - 1 an de retard.

- Le Lycée de Lunel devait être livré à la rentrée 2006, ouverture des portes en 2008 - 2 ans de retard.
- Le lycée de Béziers devait être livré à la rentrée 2007, il est programmé par Georges Frèche pour « 2012 » - 5 ans de retard.

Les lycées qui étaient programmés en accord avec l'Etat pour être lancés à partir de 2004 et qui ont vu le jour sous la présidence de Frèche.

Le lycée de Saint-Christol-les-Alès a ouvert ses portes en 2009.

Lycée Professionnel Mendès France à Montpellier Reconstruction du lycée professionnel Méditerranéenne avec une augmentation la capacité d'accueil à 1550 élèves. Ouverture en septembre 2009.



Quant aux nouvelles programmations

Le Lycée Marianne à Montpellier n'ouvrira ses portes qu'en 2011

Le lycée Lycée Ernest Ferroul - Lézignan Corbières est en attente.

Lycée Emile Combes à Argelès-sur-Mer est en attente.

Le constat est affligeant. En tout et pour tout, seuls 5 lycées auront vu le jour entre 2004 et 2010. Tous budgétés ou programmés par Jacques BLANC. CQFD...

Cette Région a besoin d'une gestion quotidienne, d'une énergie de chaque instant et non d'un bal des dupes rythmé à coup de pub, aux mélodies narcissiques et dangereuses pour notre avenir. Les Languedociens sauront s'en souvenir. Quant

LES PIRES DÉCLARATIONS DE GEORGES FRECHE DANS LA PRESSE :

• Chapitre 1 : Les Harkis...

«Allez avec les gaullistes vos frères à Palavas, vous y serez très bien. Ils ont massacré les vôtres en Algérie et encore vous allez leur lécher les bottes. Mais vous n'avez rien du tout, vous êtes des sous-hommes ! Vous n'avez rien du tout, vous n'avez aucun honneur, rien du tout. Il faut que quelqu'un vous le dise, vous êtes sans honneur, vous n'êtes même pas capable de défendre les vôtres. Voilà. Voilà. Alors, dégagez.»

• Chapitre 2 : Les Blacks...

« Je regrette que les bleus (Equipe de France de football) comptent 9 blacks sur 11 alors que la normalité serait qu'il y en ait 3 ou 4. Ce serait le reflet de la société. Mais là, s'il y en a autant, c'est parce que les blancs sont nuls. J'ai honte pour ce pays. Bientôt, il y aura onze blacks. Quand je vois certaines équipes de foot, ça me fait de la peine.»

• Chapitre 3 : je suis élu par des ...

Les agriculteurs ? «On s'en fout !»

Les vieux ? «Si je distribue des boites de chocolat à Noël à tous les petits vieux de Montpellier, je ramasse un gros paquet de voix.»

Les Catalans ? «Vous faites un petit institut, une merde pour propager le catalan auprès de 4 guguss, tout le monde est content.»

Les profs d'anglais ? Ceux «de Montpellier et de France sont parmi les plus mauvais du monde.»

“ «Si je distribue des boîtes de chocolat à Noël à tous les petits vieux de Montpellier, je ramasse un gros paquet de voix.»
Georges Frêche ”

à Georges Frêche, il préfère se convaincre qu'après tout... « Nous irons tous au paradis ».

Les maisons de la Région : le tour du monde en 15 maisons

Dans l'édition 2008 de ce livre noir, nous vous faisons part de l'initiative prise par un Georges Frêche déçu de ne s'être vu offrir un sort national à la hauteur de ses prétentions et qui s'est alors et soudainement cru investi d'un destin mondial. Lequel, ainsi pris d'orgueil a décidé, en 2007, de se lancer dans une aventure aussi incroyable qu'inutile : créer 15 maisons de la région à travers les 5 continents.

Notre Phileas Fogg local que tout sépare du héros de Jules Verne - plus hystérique que flegmatique, plus prodigue et communicatif avec l'argent du contribuable que raisonnablement généreux et discret avec son propre argent - entame donc, en décembre 2006, sa conquête du monde en inaugurant sa première ambassade à Bruxelles.

Aujourd'hui où en sommes-nous ? Après Milan en 2007, Londres et Shanghai en 2008, c'est à New-York que notre aventurier a inauguré, en avril 2009, la 5^{ème} du genre.

Le rôle de ses Maisons est, dit-il, de permettre d'ouvrir de nouveaux marchés pour les entreprises, et d'attirer une nouvelle clientèle touristique.

Penser que nos entrepreneurs et viticulteurs ont attendu ce type de maisons pour trouver de nouveaux marchés, c'est avoir une bien piètre idée de leurs actions et de leurs efforts. Quant au tourisme, n'existe-t-il pas des Maisons de la France qui accueillent régulièrement les pro-

fessionnels du tourisme pour les mettre en relation avec les tour-opérateurs et touristes du monde ?

Pour appuyer notre analyse rien de tel que des chiffres, ils sont éloquentes :

Une enquête de « CAPITAL » publiée en juillet 2008, nous révèle qu'il y a peu d'affluence :

Milan 5 visiteurs par jour

Bruxelles 0 visiteur par jour

Shangai 5 visiteurs par jour

Londres 5 visiteurs par jour

L'article titrait même : « Des ambassades coûteuses et peu fréquentées ». Coûteuses, c'est un euphémisme ! **Le loyer moyen pour chaque maison est estimé à 350.000 euros.** Sans compter les salaires des personnels, frais d'entretien, etc... Le budget pour 2009 des 5 maisons en place s'élève à 6 millions d'euros que le contribuable paye, soit 25.000 euros par jour pour une vingtaine de visiteurs. Le compte est bon !

Si le pari de notre Phileas Fogg local était de faire le tour du monde en y implantant, aux quatre coins et au frais du contribuable, 15 maisons, il est réussi ! Pour le reste... !

Tourisme : Y-a-t-il un pilote dans l'avion ?

La question, en Languedoc-Roussillon, mérite d'être posée.

En effet, bien que l'activité touristique constitue, dans cette région, un pilier de l'économie,

les initiatives prises par ceux qui sont censés être aux commandes de l'appareil régional depuis 5 ans démontrent qu'ils n'en ont pas mesuré les enjeux.

Pour conduire notre région jusqu'au rang des destinations phares du tourisme international, ils devraient piloter un avion long courrier. Au lieu de cela, ils nous transportent vers le pays de la médiocrité, dans un coucou brinquebalant et à bout de souffle...

En témoignent les investissements rares et discutables. 4 millions d'euros de subvention accordés, en 2005, à l'agglomération de Montpellier pour la construction de l'aquarium « Mare Nostrum » sur un budget d'investissement de la Région déjà dérisoire (6 millions d'euros). Plus récemment, la double augmentation du capital de la société qui gère le parc des expos et qui gèrera la future grande salle. L'exécutif régional y a consacré en 2007, plus de 2 millions d'euros, quant à 2008, c'est presque 60% de son budget d'investissement (6 millions d'euros sur 11 millions d'euros) qu'il aura consacré à cette opération.

Et que penser des conclusions du Rapport « Constantin », commandé par la Région, dont l'objectif était de dresser une liste de dispositions à prendre afin de lutter contre la crise ? Lequel a mis en exergue des réactions trop lentes face aux contraintes des atouts même de la région et a re-

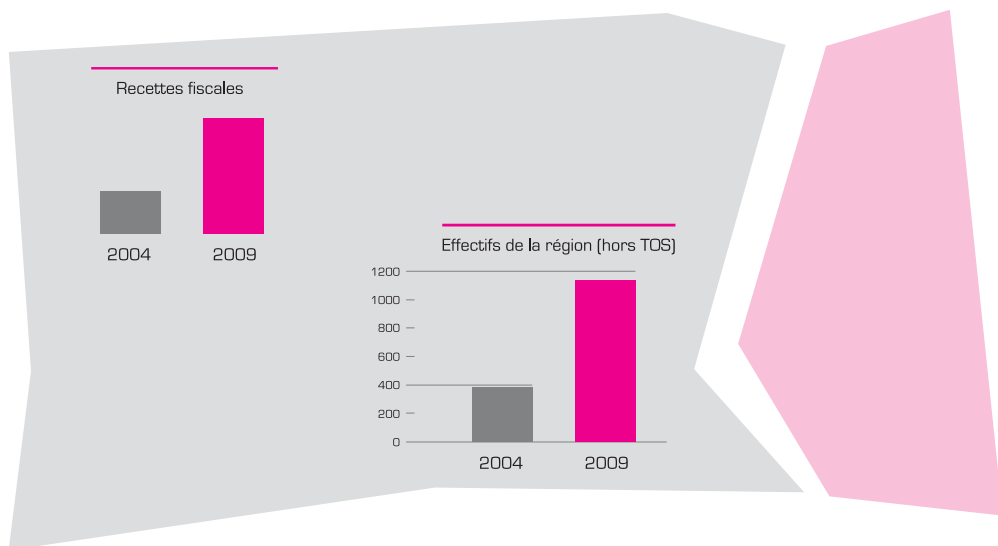
levé notamment – je cite – « une activité touristique essentielle » qui représente 7 milliards de chiffre d'affaires (15% du PIB) « mais à l'âge de pierre dans sa structuration économique ».

Or, en 2009, l'exécutif ne consacre que 0,3 %, de son budget total, en faveur de l'investissement touristique dont plus de 60% sont affectés à la seule augmentation du capital de la SAEML Enjoie de Montpellier.

Notre région a plus que jamais besoin pour son économie d'une vision claire et prospective, de priorités et d'actions pour le tourisme. Elles ne manquent pourtant pas : revitalisation de l'arrière-pays, tourisme bio et agro-tourisme... D'autant que les zones littorales pourvoyeuses de dynamisme et de devises sont complètement ignorées malgré les besoins existants.

Afin d'éviter une catastrophe historique en 2010, espérons que les électeurs mettent aux commandes de cette région un pilote capable de relever ce défi vital pour notre région.

“ Le loyer moyen pour chaque « ambassade régionale » est estimé à 350 000 €.”





RIEN N'EST TROP
SOMPTUEUX POUR NOS
AMIS COMMUNISTES!

Place
Lénine

Elge



RÉGION LIMOUSIN



Hausse continue de la fiscalité régionale

Dirigée depuis 1986 par la gauche. En 2004, Jean-Paul Denanot a succédé à Robert Savy et il a appliqué consciencieusement le programme commun de la direction du PS concernant les régions : augmentation de la fiscalité, mise en œuvre de directives anti-économiques et obsession de la communication.

Depuis 2004 le Président de la région applique scrupuleusement les recettes de la gestion socialiste des régions : plus d'impôts, plus de dette, moins d'investissements et des dépenses inutiles pour les ménages et les entreprises du Limousin.

Les taux des impôts directs sont votés chaque année, depuis 2004, en hausse. Ainsi le taux sur le **foncier bâti a progressé de 22%**, dont 4,1% en 2009.

Le taux des **cartes grises** augmente de 6% en 2009.

Et la modulation de la **TIPP a été fixée au maximum** dès la première année d'application.

La gauche limousine n'aime pas les propriétaires et n'aime pas les automobilistes !

Augmentation record pour les entreprises !

Depuis 2004, le taux de la Taxe professionnelle a été augmenté de 27%. En 2009, ce taux a été voté en **hausse de 6,1%** par la majorité de gauche.

Il a fallu pour cela utiliser une des exceptions aux règles de liens des taux de fiscalité : **l'augmentation dérogatoire** du taux de taxe professionnelle.

Résultat pour 2009 : le Limousin a **le taux de taxe professionnelle le plus élevé de toutes les Régions** ; il est de **4,35% pour une moyenne de 2,83%**.

Le Limousin est donc Numéro UN ! Pour la majorité rose, rouge, verte, taxer au maximum toutes les entreprises limousines, c'est la façon de contribuer au développement des entreprises du Limousin !

Des impôts pour des promesses non tenues !

La gauche vote chaque année plus d'impôts, mais ne réalise pas les promesses annoncées pourtant à grands renforts médiatiques ! Le Compte Admi-

FÊTE DE LA SOUPE !

La majorité de gauche multiplie les micro-subventions.

Dernier exemple à la Commission Permanente du 24 septembre : 300 euros à La Fête de la Soupe à Argentat... « Et même que c'est vrai ! » Qui dit mieux ?

Le groupe UMP considère qu'une stratégie régionale de développement économique ne se construit pas en distribuant, urbi et orbi, les crédits publics à des structures de toutes natures pour des opérations, certes sympathiques, mais qui n'ont aucun caractère régional et n'entrent pas dans les compétences de la collectivité. Il est urgent de mettre en place une politique d'alternance qui redonne à la Région un rôle conforme à ses compétences, formation et développement économique. L'ambition est de faire du Limousin un territoire attractif et novateur qui crée des entreprises et garde ainsi ses jeunes et ses cadres.

“ Savez vous que le Conseil Régional du Limousin est présent chaque année à la... **FETE DE L'HUMANITE**. En quoi cette action de promotion sert-elle l'image et l'économie du Limousin ? ”

nistratif 2008 permet de constater que près de 52 millions d'euros de dépenses inscrites sont restées « sans emplois » : en clair **52 millions d'euros n'ont pas été utilisés et ont été annulés fin 2008**. Mais, chut !!! ni le rapport, ni les tableaux ne disent que cette masse de crédits est annulée, cela ferait désordre !

C'est pourtant la réalité et les limousins doivent le savoir, car les impôts eux ont été payés ! Pour donner un ordre de grandeur on rapprochera cette somme de 52 millions d'euros des 61,9 millions d'euros d'impôts directs votés.

Donc, les limousins payent des impôts dont l'augmentation annuelle systématique est parfaitement injuste puisque les dépenses réelles ne le justifient pas !

La gauche limousine se désengage sur l'Investissement

L'exécutif du Limousin qui préfère les dépenses de fonctionnement, baisse les investissements. Le Compte administratif 2008 et la décision modificative au budget 2009 sont démonstratifs à cet égard :

De 2007 à 2008, les investissements financés par la Région baissent : de 121,6 millions d'euros à 119,9 millions d'euros ; leur part dans l'ensemble du budget passe de 33,4 à 30,5%.

Le compte administratif 2008 dégage un excédent de 31,5 millions d'euros et, en décision modifica-

tive, les dotations de l'Etat apportent 9 millions d'euros supplémentaires, dont 6 au titre du remboursement anticipé de TVA par l'Etat, par rapport au Budget Primitif ; et bien en décision modificatrice 2009, et contrairement à d'autres collectivités, la majorité limousine a choisi de n'engager **aucun investissement supplémentaire** qui participerait à l'effort de relance et donnerait du travail aux entreprises, donc de l'emploi ! Elle a préféré réduire purement et simplement de 35 millions d'euros le montant de l'emprunt voté au budget primitif !

Pire, entre 2008 et 2009, **les crédits consacrés aux transports, ont diminué de 4,4%, alors que ce secteur est une compétence fondamentale de la région.**

“ le Limousin a **le taux de Taxe Professionnelle le plus élevé de toutes les Régions.** ”

Parallèlement, la dette régionale a littéralement explosé depuis 2004 : +246 %. Au début de la mandature, la dette régionale représentait 73 € par habitant. Aujourd'hui, elle atteint 273 € !

La majorité de gauche du Limousin n'a aucune ambition, aucun projet à accélérer ! c'est le vide sidéral !

Non l'Etat n'est pas coupable, mais la Région fait du « bonus » !

La gauche limousine se réfugie constamment derrière le discours convenu de l'ARF sur le soi-disant désengagement de l'Etat. Lors de la séance du 23 juin 2009, le Groupe UMP a contré ce discours avec des exemples indiscutables :

La dotation globale de fonctionnement (DGF Péréquation) est passée de 2007 à 2009 de 12,1 millions d'euros à 17,8 millions d'euros, **soit une augmentation de 47%**.

Pour l'apprentissage, compétence obligatoire de la Région, le tableau qui figure dans le compte administratif 2008 indique :

Ressources Etat et FSE	= 23 538 028 €
Dépenses	= 22 301 114 €

Conclusion : **« bonus » de 1 236 914 €** pour la Région !! Il n'est donc pas acceptable de prétendre que l'Etat se désengage en imposant des charges indues à la Région !

Sur le seul aspect indemnités aux maîtres d'apprentissage, la Région fait un « bonus » d'1 million d'euros

Dotation reçue	= 7 930 429 €
Indemnités payées	= 6 942 856 €

Alors la majorité qui est très « à l'aise » sur ces indemnités, n'hésite pas à réduire de 500 000 euros l'enveloppe prévue pour 2009..

La Région Limousin fait du bonus sur l'apprentissage notamment en ne versant pas aux maîtres d'apprentissage la totalité des dotations reçues de l'Etat.

Oui la Région peut faire des économies !

*L'augmentation continue des dépenses n'est pas une fatalité ! Pour prélever moins d'impôts sur les ménages et les entreprises, Il est possible de faire des choix et d'éviter des **dépenses inopportunes** telles que :*

- au titre de la communication : **840 000€ pour des espaces publicitaires et actions de communication** qui vantent les actions du Conseil Régional. Ainsi 260 000€ vont aux journaux locaux pour des pages à la gloire de l'exécutif.

- Le financement de la chaîne de télévision **« Demain TV »** qui bénéficie d'une convention annuelle de **515 000€** pour une audience confidentielle.

- le **subventionnement annuel des syndicats de salariés** : CGT = 18 840 € - CFDT = 7 065 € - UNSA = 4 710 € - CFTC = 4 710 € - FO = 9 420 € - FSU = 4 710 € - CFE-CGC = 4 710 €

- **l'achat d'un appartement pour la Maison du Limousin à Paris** : cette opération immobilière a coûté **800 000€** en 2009.

Oui d'autres choix sont possibles !

Le Groupe UMP n'est pas d'accord avec les méthodes et les objectifs; il veut dire qu'il ferait un budget avec une autre logique. Trois exemples :

- Il n'aurait pas mis en place les **emplois associatifs** qui représentent près de **8 000 000€** en 2009.

- Il n'aurait pas accordé **1 055 000€** pendant trois ans pour un **« faux TGV » Limoges-Lille** dont la fréquentation concerne un nombre infime de limousins.

“ A consommer avec modération ! Savez vous qu'au cours de l'année 2008 la Région a acheté pour **33 000 € DE VINS, CHAMPAGNE, SPIRITUEUX ET AUTRES BOISSONS !!!!!** ”

- Il n'accorderait pas d'enveloppes globales aux Pays et Pôles urbains pour des actions qui n'ont aucun caractère régional. Le cas des Contrats de Pôles Structurants est particulièrement consternant. Ces contrats devraient avoir pour objectif de renforcer l'attractivité économique des petites villes, or ils se traduisent par le financement par la Région d'opérations strictement communales sans lien avec un projet de développement économique. Deux exemples décidés en février 2009 :

EYMOUTIERS : 160 000 euros pour l'aménagement de la place Stalingrad.

SAINT JUNIEN : 140 000 euros pour l'aménagement de la place Lénine, la rue Marcel Paul et la place des Carreaux.

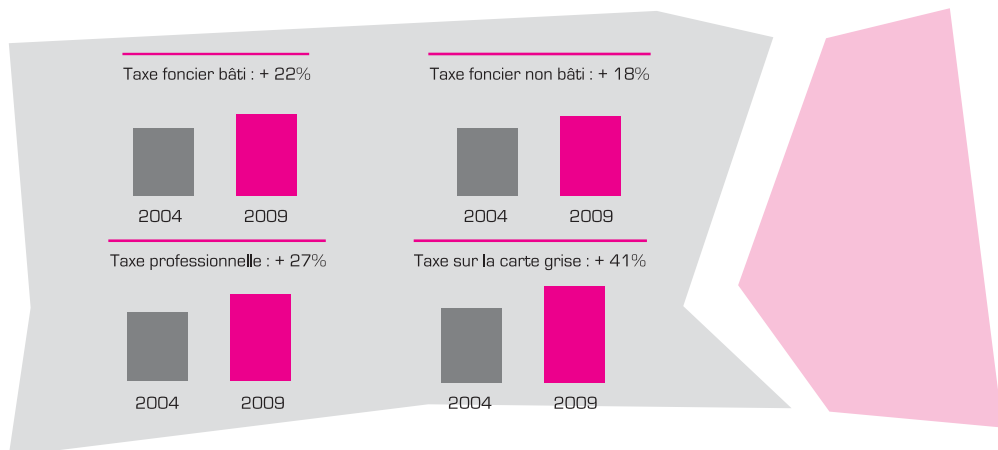
L'exécutif régional qualifie ces subventions de « solidarité territoriale ». Le groupe UMP s'est opposé à ces décisions qui constituent une « redistribution » des impôts payés par tous les limousins au bénéfice de certaines communes pour des opérations qui relèvent de leurs compétences et qui n'ont aucun

effet structurant sur le développement régional.

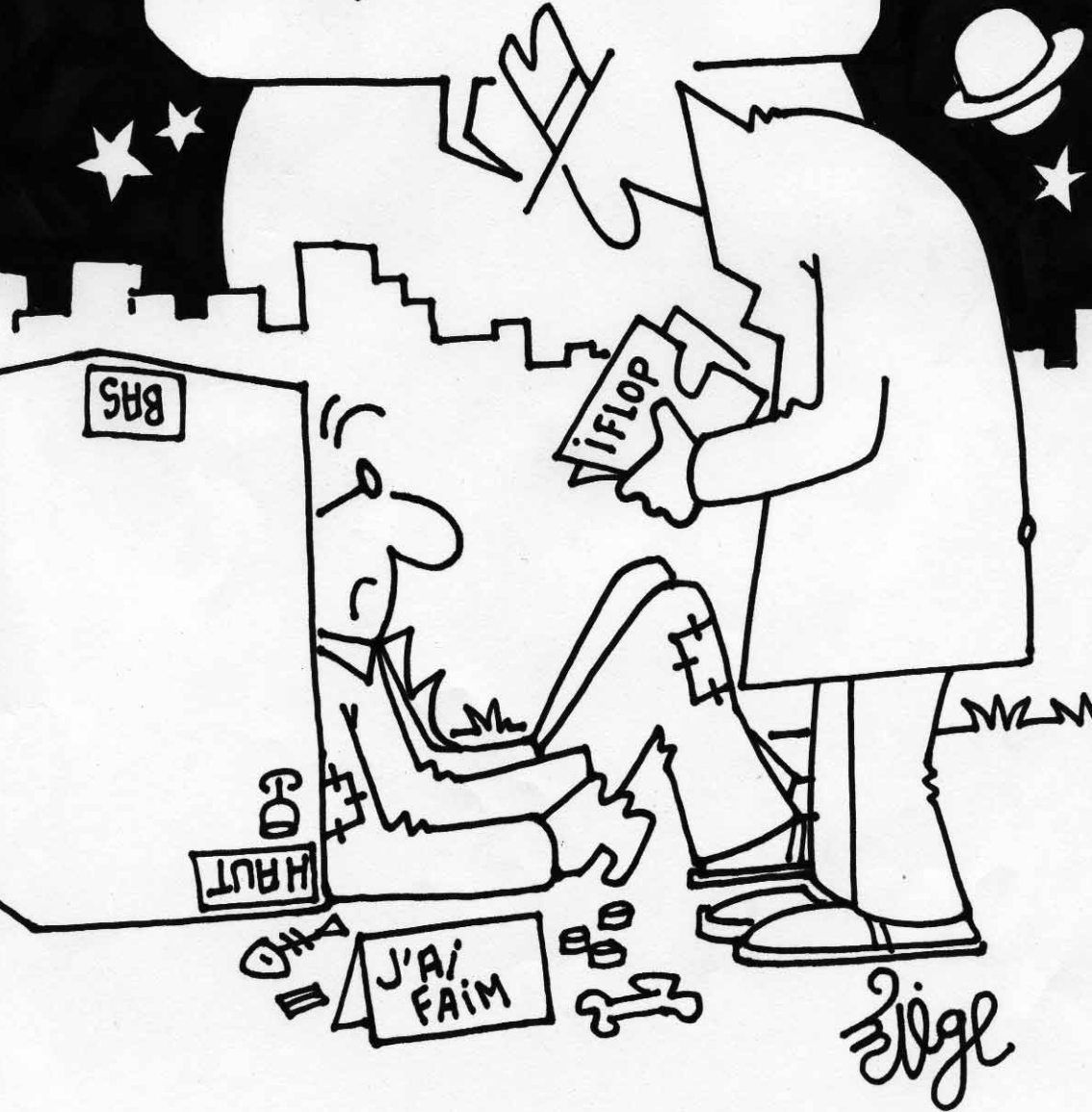
Il est temps de clarifier les compétences, et c'est un des objectifs majeurs de la réforme voulue par le Président de la République. Il est temps de définir une vraie politique régionale d'aménagement du territoire limousin et de recentrer le budget sur les compétences : formation, TER et développement économique. Il faut cesser de vouloir se mêler de tout, partout pour distribuer un maximum de subventions qui n'ont pas d'impact régional.

Tous chefs !

Le Groupe UMP a été stupéfait par la nouvelle répartition de délégations de fonctions décidé par le Président du Limousin le 20 janvier 2009 : non seulement il y a 12 vice présidents, mais désormais il y a 15 conseillers régionaux titulaires d'une délégation: cela fait **28 « chefs » sur 31 élus de la majorité**, c'est beaucoup ! La majorité de gauche est loin de la proposition du comité Balladur, visant à réduire d'un tiers les effectifs maxima des exécutifs locaux, qui serait gage d'efficacité et d'économie.



AIMEZ-VOUS LE NOUVEL
ÉCLAIRAGE NOCTURNE
DU CONSEIL RÉGIONAL
DES PAYS DE LA LOIRE ?





RÉGION PAYS DE LA LOIRE

Mauvais choix
stratégiques et
absence d'anticipation

Sitôt arrivé en 2004 à la tête de la région pays de la Loire, Jacques Auxiette déclarait vouloir changer de méthode pour conduire la politique régionale. Au terme de son mandat, l'objectif est atteint. Désormais, les impôts pèsent lourd et les dépenses de fonctionnement et de communication se multiplient...

Après 5 ans à la tête de l'exécutif, le bilan de la gestion socialiste met en avant une dérive incontestable de la région en termes d'aménagement du territoire.

Aucun grand projet n'a été initié au cours de la mandature. Les inaugurations ont marqué l'achèvement de programmes engagés avant 2004, sous les présidences de François Fillon puis de Jean-Luc Harousseau : le cyclotron, l'électrification de la ligne TGV Nantes/Sables d'Olonne, le Technocampus EMC2, l'institut automobile du Mans, ou encore le Tram-train Nantes / Châteaubriant.

Le saupoudrage systématique des nouveaux financements, au seul profit de petits équipements, a fait dévier la région de ses compétences stratégiques initiales. La baisse de compétitivité qui en découle se traduit de manière d'autant plus préoccupante, aujourd'hui, en période de crise. L'endettement, au profit d'une politique de fonctionnement plus que d'une politique d'investissement, rend par ailleurs les marges de manœuvre de l'exécutif de gauche de plus en plus étroites.

Explosion des impôts locaux et de l'emprunt

Depuis 2004, les responsables à la tête de la Région des Pays de la Loire ont eu recours de manière systématique à la fiscalité et à l'emprunt afin d'assouvir leur folie dépensière. Les recettes réelles du Conseil régional sont ainsi passées de 918 millions d'euros en 2004 à 1804 millions d'euros en 2008.

Les recettes fiscales issues des impôts ont été multipliées par deux. Le contribuable a été sollicité à tous les niveaux :

- Augmentation de 20% de la taxe sur les cartes grises;

- 39% d'augmentation pour la taxe sur le foncier et la taxe professionnelle réunies;
- Pour les propriétaires de leur logement, c'est **13 millions** d'euros de plus d'impôts foncier depuis 2004 dus à l'augmentation du taux;
- Pour les entreprises, c'est **30.5 millions** d'euros de plus de taxe professionnelle prélevée chaque année depuis 2004;
- Pour les automobilistes, c'est **241 millions** d'euros d'impôts supplémentaires depuis 2007 en raison de l'augmentation de la TIPP. La Majorité a augmenté de **87%** les recettes de la TIPP par rapport à ce qu'aurait prélevé l'opposition, c'est-à-dire par rapport au minimum qui était envisageable. C'est aussi 14 millions d'euros de prélevé en plus au titre de la taxe sur les cartes grises par rapport 2004.

Pour mémoire, les **dépenses de fonctionnement** par rapport à la population représentaient :

- **140€**/habitant en 2004,
- elles atteignent **206€**/habitant en 2008.

Ce **principe de sur-taxation** a été dénoncé avec force depuis 2005 par les élus de droite.

Du côté des emprunts, le schéma n'est pas plus réjouissant ! Ils ont été multipliés par trois depuis l'arrivée au pouvoir des socialistes en 2004, et ont dépassé le seuil de 450 millions d'euros pour l'année 2008. Il s'agit de la plus importante progression concernant les recettes de la Région. Les emprunts constituaient en 2008 un quart du mode de financement régional !

“ Les dépenses de communication ont augmenté de 157 % depuis le début de la mandature. ”

La folie des dépenses

Les dépenses de fonctionnement se sont envolées sous la présidence régionale socialiste. Elles sont passées en 5 ans de 476 millions d'euros à 710 millions d'euros.

Les actions de communication remportent la palme d'or de cette augmentation avec une hausse de **157%** sur la période.

On ne compte plus le nombre de campagnes de communication émanant de la collectivité, ainsi que la diversité des supports utilisés: brochures, affiches, flyers, radio, internet, etc. Le président de la région ne manque en effet aucune occasion de mettre en avant l'action de ses services, oubliant souvent d'apporter des réponses concrètes aux dossiers qui intéressent le quotidien des habitants de la région, mais n'omettant jamais de signer un édito qui fustige l'action du gouvernement. On trouve le nom de Jacques Auxiette partout, jusque sur les affiches où il n'hésite pas à apposer sa propre signature!

Une campagne de communication politique, intitulée «nos valeurs ne sont pas cotées en bourse», lancée par la région en février 2009, soit 15 jours avant l'ouverture des comptes de campagne pour les élections régionales.

Pour être complet, ce tableau doit être mis en parallèle avec les dépenses de fonctionnement réellement destinées aux politiques publiques qui, elles, n'ont augmenté, sur la même période, que de **28%**.

Cherchons l'erreur !

Le fléau de l'endettement

Le Conseil régional peine aujourd'hui à maîtriser sa dette, victime d'un cercle vicieux : financement des remboursements d'emprunts ... par de nouveaux emprunts !

En 2004, la région remboursait plus qu'elle ne souscrivait. Cette tendance s'est inversée en 2005, puis accentuée. Les emprunts souscrits ont alors augmenté plus vite que les remboursements correspondants. Ce phénomène de suren-

Evolution de l'endettement



dettement s'est accru d'année en année portant le cumul de la dette de 384 millions d'euros en 2004, à 795 millions d'euros en 2008.

Etant donné la dynamique enclenchée, la dette régionale cumulée dépassera le milliard d'euro en 2010 !

Accroissement des charges de personnels de 17,5 millions d'euros en 5 ans (hors TOS)

Depuis 2004, la région a recruté 204 salariés supplémentaires (hors transfert de compétence)

Explosion de la dette	2004	2009
Dette par habitant en €	115	224

pour effectuer le même travail, soit environ 1salarié de plus par semaine. Cela représente une hausse de 74% (23,5 à 41millions d'euros).

Les contradictions se sont enchainées en 2008 et 2009

• La Crise : communication plutôt qu'action.

Après avoir pressé au maximum les ressources de l'impôt et de l'emprunt, l'exécutif régional n'a pas eu les marges de manœuvre nécessaires pour répondre rapidement à la situation d'urgence qui se présentait. La stratégie adoptée a d'abord été celle de l'immobilisme total. Jacques Auxiette préférant passer son temps à contester l'action gouvernementale plutôt que d'être force de pro-

position dans sa région, et de s'associer à l'Etat sur des mesures concrètes.

En mai 2009, soit près de 9 mois après le début de la crise, la réaction est enfin venue. Trop tard et malheureusement trop faible pour porter ses fruits immédiatement, le plan anti-crise des Pays de la Loire n'a reposé que sur des effets d'annonces brillamment orchestrés à coups de renforts de communication.

Normal! La communication régionale ne connaît pas la crise : ses crédits ne cessent d'augmenter d'année en année.

• Une collectivité exemplaire : sur le papier !

- Au moment des Fêtes, en fin d'année 2008, la région a annoncé sans aucun complexe, un montant global de 310 000€ pour **l'organisation des vœux**.

En période de crise, il y a des gestes qui ont une valeur symbolique non négligeable et il y a des décisions qui doivent montrer la capacité d'adaptation de l'exécutif régional. Le Président des Pays de la Loire et son équipe n'ont une nouvelle fois pas pris la mesure de la situation, oubliant que toute manifestation de luxe ostentatoire peut-être assimilée à une provocation.

- Fin 2008, alors que les services régionaux travaillaient à l'élaboration de l'agenda 21 des Pays de la Loire, recueil de propositions allant dans le sens de l'environnement, le Conseil régional a adopté un avenant au marché public pour **l'éclair-**

Tableau comparatif (Sources : Le Courrier de l'Ouest 10.10.2009)

Effectifs	Conseil régional des Pays de la Loire			Conseil général du Maine et Loire		
	total	tos	hors tos	total	transfert	hors transfert
2004	571	0	571	1793	0	1793
2009	2936	2161	775	2864	964	1900
	414%		36%	60%		6%
Evolution	2365	2161	204	1071	964	107

rage nocturne des façades de l'Hôtel de Région, faisant passer le montant total de la dépense à 500 000€ !

Où est la démarche de développement durable ???

- Persuadé que la politique de coopération internationale des Pays de la Loire doit se traduire par des missions d'observation à l'étranger, le président de la région a développé tous azimuts les voyages en délégation. Chine, Burundi, bientôt Mexique, sans compter les séminaires de direction qui se déplacent bien au-delà des frontières régionales. Prenons l'exemple de celui qui s'est tenu à Bruxelles les 24 et 25 mars 2009, pour lequel le contribuable a financé le voyage (hébergement, transport, restauration) des vingt cadres, membres de l'équipe de direction !
- Après une période d'inertie de 4 ans, l'écologie et l'environnement sont devenus bizarrement les thèmes « tendance » dans la région ! Est-ce parce que dans les Pays de la Loire les Verts sont arrivés devant les socialistes lors des élections européennes ?

Dépenses de communication du Conseil régional des Pays de la Loire

	Montants budgétés	Montants engagés
2004	8 395 213 €	9 450 891 €
2009	23 272 219 €	23 086 647 €

- Le grand emprunt régional reste le gros dossier du moment pour lequel Jacques Auxiette revêt avec plaisir son costume de commercial, variant dans tous les médias l'intérêt d'y souscrire. Bien loin du consensus qu'il semblait souhaiter avec l'opposition régionale, et auquel nous souscrivions, il a dévoilé les modalités de mise en œuvre de l'emprunt lors d'une conférence de presse, oubliant, c'est un comble, d'en informer préalablement les élus d'opposition. Cette précipitation médiatique est sans doute due, en cette fin de mandat, à un besoin renforcé de communication personnelle du président – candidat !

Exemples de marchés publics de communication passés par le Conseil régional des Pays de la Loire depuis 2004

OUBLI DU DÉBAT DÉMOCRATIQUE JUSQUE DANS L'ORGANISATION RÉGIONALE :

- Baisse du nombre de commissions permanentes, nous sommes passés de **11** par an avant 2004 à 7 par an après 2004.
- Multiplication des réunions éclairs : lors des commissions sectorielles on demande aux élus de se déplacer pour assister à des commissions sectorielles souvent inférieures à 30 mn. Dernier exemple en date : la commission sectorielle « Culture » du lundi 12 octobre 2009, préparant la session « Décision Modificative 2 » a duré très exactement 12 minutes !

Marché public **magazine d'information des Pays de la Loire** : 3 517 675 €

Commission permanente du 29 nov. 2004

Marché public **magazine d'information des Pays de la Loire** : 1 479 699 €

Commission permanente du 20 déc. 2004

Marché public **conseil media et achat d'espaces publicitaires** : 5 023 200 €

Commission permanente du 30 mai 2005

Marché public **campagne de communication de la SEM régionale** : 4 305 600 €

Commission permanente du 02 oct. 2006

Marché public **magazine d'information des Pays de la Loire** : 4 792 492 €

Commission permanente du 29 mai 2007

Marché public **media et achat d'espaces publicitaires** : 9 568 000 €

Commission permanente du 17 déc. 2007

Taxe foncier bâti : + 19%



2004

2009

Taxe foncier non bâti : + 19%



2004

2009

Taxe professionnelle : + 24%



2004

2009

Taxe sur la carte grise : + 17%



2004

2009

“ La politique de la région se résume à un saupoudrage des interventions. ”





BUDGET
COMMUN-
-ICATION

Communication

Zigge



RÉGION LORRAINE

Une fiscalité qui
s'envole, un emprunt
qui s'accroît et
une dette qui explose

En 2004, la Lorraine passait à gauche comme 20 des 22 régions françaises métropolitaines. La défaite en Lorraine plus qu'ailleurs était une surprise. Après une campagne violente, l'alliance PS-PC-Vert l'emportait. Jean-Pierre Masseret s'installait à la tête de la région. Pendant tout son mandat, il a appliqué scrupuleusement le programme socialiste de la gestion des régions : plus d'impôts, moins d'investissements, plus de fonctionnement...

Comme dans l'ensemble des régions françaises, les impôts régionaux ont fortement augmenté. Le Président Masseret précise par ailleurs que cette hausse massive de la fiscalité « est limitée ». On croit rêver !

Cet argument feint d'ignorer que la fiscalité a déjà atteint un seuil insupportable pour les citoyens et que toute augmentation renforce le recul du pouvoir d'achat des ménages.

	2004	2009
Emprunt	123	142

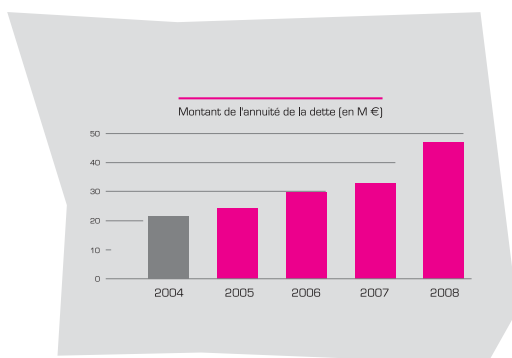
Les entreprises lorraines ne sont pas épargnées. Alors que l'exécutif prétendait en 2004 développer une politique en faveur de l'emploi et du développement, les nouvelles ponctions sur les entreprises constitue un frein à l'activité économique.

Toujours plus de dépenses de communication

Depuis l'arrivée de Jean-Pierre Masseret à la tête du Conseil Régional de Lorraine en 2004, on constate une croissance importante du budget consacré à la communication de l'institution. Cela montre à quel point la communication constitue une des préoccupations majeures de la majorité socialiste.

Sur la seule mandature Masseret (2005-2009) l'augmentation du budget communication atteint 56,9%, soit 5 millions d'euros annuels.

Par exemple en 2009, le budget communication augmente de 16,16% alors que le budget général n'augmente que de 5,7%. A l'heure où la crise frappe tous les secteurs d'activité, la communication, elle, bénéficie d'un sérieux coup de pouce...



Date	Montant de l'encours de la dette (en M€)	Evolution par rapport à l'année précédente	Montant de l'annuité de la dette (en M€)	Evolution par rapport à l'année précédente
31/12/2004	175,4	-	21,6	-
31/12/2005	288,8	+64,65%	23,8	+10,19%
31/12/2006	404,3	+39,99%	29,8	+25,21%
31/12/2007	432,5	+6,98%	32,7	+9,73%
31/12/2008	507,04	+17,23%	46,84	+43,24%
2004-2008		+189%		+116%

“ Le président Masseret a acheté pour 10 000 € un encart publicitaire dans la presse régionale afin de critiquer l'opposition régionale. ”

Eléments chiffrés :

Tableau récapitulatif de l'évolution de la dépense consacrée à la communication du Conseil Régional de Lorraine sur la période 2002-2009 :

	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Budget communication	3 280 000	3 505 000	3 800 000	4 172 608	4 734 608	5 500 000
Evolution annuelle	-	+6,8%	+8,4%	+9,80%	+13,46%	+16,16%

Comme souvent, le président Masseret s'est contenté d'une opération à courte vue, du « one shot » pour reprendre sa propre expression alors que l'arrivée concomitante du TGV en Lorraine aurait pu constituer un contexte fort propice à la promotion de l'image de notre Région. On ne peut que déplorer l'arrêt brutal d'une campagne réussie afin de privilégier des opérations de communication politiquement plus « rentables ».

LES FESTIVITÉS DE CHAMBLEY :

Les grandes manifestations de l'été à Chambley (Entrez dans la Légende, des Toques et des Chefs,) ont représenté un coût de 2 millions d'euros. Mais ce montant n'inclut pas le matériel et l'équipement nécessaires à la tenue de ces festivités. Pour recevoir ces manifestations à Chambley, la Région a dû déboursier la somme de 1 165 124,05€ en équipements et matériel nécessaires à la préparation du terrain (sonorisation, électricité, sanitaires, sécurité).

Hormis la communication stricto sensu, il convient de recenser certaines dépenses pour la réalisation de grandes manifestations qui participent indirectement de la communication régionale :

Parmi ces manifestations, on peut encore citer le spectacle « Pêcheur de Lune », spectacle pyrotechnique destiné à la base de Chambley dont le coût s'est élevé à 406 640€.

On peut également évoquer la Journée des Associations qui s'est déroulée en septembre dernier pour un montant de 333 333€. Nous ne doutons pas qu'une telle journée puisse avoir des retombées favorables pour le président Masseret.

Le Mondial Air Ballon 2009 constitue une dépense de 526 755€ uniquement en achat d'espaces publicitaires à laquelle il faut ajouter 220 000€ de prestations. Au total, l'opération revient à 746 755€. Pour mémoire, la région avait conclu en prévision de l'édition 2005 un marché public d'un montant de 395 000€, entre 2005 et 2009 les crédits alloués à cette manifestation augmentent de 89% !

CAMPAGNE NATIONALE : LA LUNE

En 2007, la Région a lancé la campagne de publicité « la Lorraine, un jour vous lui demandez la Lune », pour un montant de 480 000€.

Cette campagne s'est déroulée en deux phases, tout d'abord une campagne « buzz » internet pour un montant de 200 000€ suivie d'une série d'actions menées en gare Saint-Lazare pour un montant de 280 000€. Cette initiative d'envergure nationale avait pour but de pallier à la fermeture de la Maison de la Lorraine à Paris. La campagne a été saluée par les professionnels et même primée mais plutôt que de poursuivre sur la dynamique, elle fut abandonnée sans raison apparente.

Plan de communication 2008-2010 :

La Région a émis un appel d'offres pour la conception et la mise en place d'outils de communication sur la période 2008-2010 pour un montant de 3 850 000€. Mais avec les élections régionales qui se profilent, que restera-t-il de cette enveloppe en 2010 ?

Un gadget de communication supplémentaire :

La Caravane de l'Emploi (appelé encore Espace Mobile de la Formation) visait à promouvoir la Formation auprès des jeunes par le biais d'un camion semi-remorque sillonnant la Lorraine. L'acquisition du véhicule s'est faite pour un montant de 490 000€. Il faut espérer que cette initiative couteuse aura été couronnée de succès...

A la frontière entre dépense de formation et de communication, ce camion aménagé a pour but de sillonner le territoire lorrain afin de mettre ses habitants en relation directe avec les offres de formation. Initialement, le but de cet espace mobile était d'irriguer l'ensemble de la région, notamment les territoires les plus isolés. A la lecture des étapes du camion, des questions se posent : Saint-Dié, Epinal, Pont-à-Mousson, Jarny... uniquement des grandes villes ! L'objectif ne semble pas avoir été rempli. Le coût de ce tour de Lorraine représente tout de même plus de 600 000€.

Pendant ce temps, au dernier budget, voté en début d'année 2009, l'effort budgétaire en matière de formation des demandeurs d'emploi diminue alors qu'il s'agit de la « catégorie cible » dont la Région a la charge.

On passe de 63.3 millions d'euros en 2008 à environ 60 millions d'euros cette année : une baisse de plus de 3 millions d'euros qui prolonge une baisse s'élevant à 1 million d'euros l'année précédente !

Article de décembre 2008 :

Non content du compte rendu dans la presse d'une séance plénière du Conseil Régional, le président Masseret a acheté un encart publicitaire dans la presse régionale, d'un montant que l'on peut estimer à 10 000 € afin de critiquer l'opposition régionale et défendre son point de vue. Cela est tout à fait illégal.

Recul de l'investissement et augmentation du fonctionnement

Parallèlement, les dépenses d'investissement diminuent. Cette marque de fabrique qui caractérise la gestion de la plupart des régions est particulièrement dramatique. En effet, en diminuant les investissements, on prépare mal l'avenir. Cette tendance se confirme malheureusement

“ La gestion de la gauche se caractérise par une baisse de l’investissement au profit de la communication et des dépenses de fonctionnement. ”

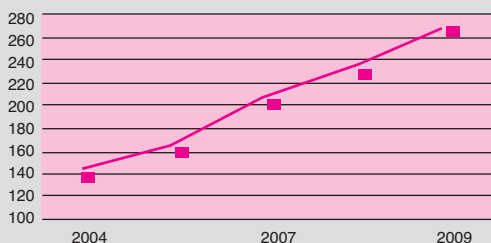
	2005	2009
Dépenses brutes d'équipement/ population :	128 € par habitant	122 € par habitant

Valeurs en euros par habitant	2006	2009
Transports	118 €	90 €

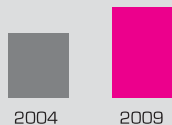
dans la plupart des secteurs fondamentaux d'intervention de la région. Le pire étant la baisse des investissements dans le secteur des transports. Parallèlement à toutes les hausses d'impôt initiées par la majorité socialiste, on observe une

explosion des dépenses de fonctionnement. Le ratio dépense réelle de fonctionnement/population témoigne de l'absence de maîtrise budgétaire dont font preuve les dirigeants de l'exécutif.

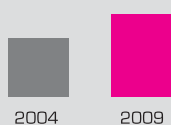
Dépenses de fonctionnement en € par habitant : +91 %



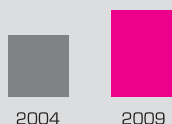
Taxe foncier bâti : + 41%



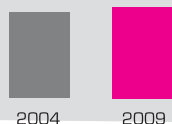
Taxe foncier non bâti : + 41%



Taxe professionnelle : + 41%



Taxe sur la carte grise : + 7%



C'EST GENTIL À
VOUS DE FINANCER
NOTRE PROPAGANDE!

J'AI PAS
URAIMENT
LE CHOIX!

MIDI
PYRÉNÉES
NOTRE
Avenir

Zilge



RÉGION MIDI-PYRÉNÉES

Explosion de la fiscalité

Midi-Pyrénées est par sa superficie, la plus grande région française (45 348 km²). De 1998 à 2004, Martin Malvy a dirigé la région avec une majorité relative allant des radicaux de gauche à la ligue communiste révolutionnaire.

Martin Malvy, d'aspect extérieur, bonhomme et sympathique tient en fait sa majorité d'une main de fer. Il est néanmoins attentif à donner l'image d'un consensuel et à l'écoute.

Au cours de son premier mandat (1998-2004), Martin Malvy a augmenté les impôts régionaux de près de 10 % pendant les trois premières années, puis a affiché une stabilité fiscale sur les trois dernières.

Aujourd'hui, à l'image des autres présidents de région socialistes, il a rattrapé le temps perdu et a déjà augmenté les impôts deux fois plus que lors du précédent mandat.

Un budget 2009 qui ampute le pouvoir d'achat des ménages et accroît les charges pesant sur les entreprises

Pour construire le budget 2009, Martin MALVY, a choisi de **se désengager de politiques essentielles et de recourir, une fois de plus, à la fiscalité**. L'année 2009 sera ainsi marquée, pour le volet dépenses, par la baisse des enveloppes allouées aux NTIC (- 27%), à la solidarité (- 14 %), à la culture (- 10 %), à l'agriculture (- 5 %), pourtant 1^{er} employeur régional avec le secteur de l'agroalimentaire, et au sport (- 2 %) et, pour le volet recettes, par une hausse des taux de fiscalité directe de 2,9 %. Or, Midi-Pyrénées compte au nombre des régions où **la pression fiscale est la plus forte**. A cet égard, il n'est pas inutile de rappeler quelques chiffres. Parallèlement à une hausse continue des bases (+ 4 % en moyenne annuelle), les taux de fiscalité directe, très supérieurs à la moyenne nationale, ont connu en Midi-Pyrénées une très forte croissance depuis 2004 : + 29 % pour les taxes

foncières ; + 32 % pour la taxe professionnelle et + 28 % pour la taxe sur les cartes grises. Si bien qu'avec un indice de pression fiscale de 1,55, **Midi-Pyrénées se situe au 2^e rang des régions métropolitaines derrière Languedoc-Roussillon (1,64)**.

Pour justifier ses choix, Martin MALVY, dont c'est le 11^e exercice budgétaire en tant que président du Conseil Régional, se retranche derrière deux arguments peu recevables. Il y aurait, avance-t-il, corrélation entre le faible potentiel fiscal régional et la forte pression fiscale qu'il impose aux Midi-Pyrénéens. Cet argument est battu en brèche par **l'analyse comparative qui fait apparaître que des régions à potentiel fiscal comparable exercent une pression moindre**. C'est le cas de Pays de Loire, de la Bretagne, de la Picardie ou de Poitou-Charentes. « Les Régions », ajoute Martin MALVY, « *n'ont pas les moyens de compenser la perte de pouvoir d'achat de nos concitoyens* ». Certes. Mais elles ont le devoir de le préserver, surtout

“ Depuis 2004 les impôts régionaux ont augmenté de près de 30 % ”

dans la conjoncture actuelle. Or, la décision d'augmenter une nouvelle fois les impôts régionaux éloigne de cet impératif et aggrave les effets de la crise qui fragilise l'économie régionale, affecte le pouvoir d'achat des ménages et pénalise les entreprises.

Y avait-il une **alternative** ? Oui. Elle se résume en trois points. D'une part, **faire une pause fiscale** comme le réclament les élus du groupe UMP et non-inscrits, et comme l'ont fait la plupart des régions. D'autre part, **diminuer les dépenses injustifiées**. Il en va ainsi des dépenses de prestige. A cet égard, **le poids du « socialisme hôtelier » qui consiste à transformer l'Hôtel de Région en lieu permanent de réceptions**, colloques et autres as-sises (autant de manifestations destinées à promouvoir, bien plus que l'action de l'institution, la personnalité de son Président candidat déclaré à sa succession) est **devenu excessif**. Libre au président MALVY de faire de l'Hôtel de Région un show room, mais qu'il reconnaisse que la hausse des dépenses de communication qui en résulte alourdit le budget de fonctionnement de la collectivité.

Quand les contribuables régionaux financent sans le savoir la pré-campagne du président du Conseil Régional candidat à sa succession...

Depuis 2004, l'opposition UMP dénonce, en vain, **l'augmentation incessante des dépenses de communication** de la collectivité et invite Martin MALVY à dire en toute transparence aux midi-pyrénéens combien il leur en coûte. La réponse se fait toujours attendre. En revanche, il est d'ores et déjà certain que **la facture sera encore plus lourde en 2009**. La raison ? **Le magazine de 50 pages, intitulé Midi-Pyrénées, notre avenir, imprimé à plus d'1,3 million d'exemplaires et distribué dans le courant du mois de février !** Ce magazine n'est rien moins que le bilan de mandat, sous forme de panégyrique, du président du Conseil Régional en même temps que le projet du candidat à sa propre succession.

Outre qu'il n'appartient pas aux contribuables midi-pyrénéens de financer le programme électoral du candidat du parti socialiste au scrutin de 2010, le bilan de l'actuelle majorité est présenté de façon partisane et malhonnête. Peut-on raisonnablement avancer, pour ne prendre que deux exemples, que la Région est « *un partenaire actif du monde économique* » et qu'elle est « *aux côtés des professionnels de l'agriculture et de l'agroali-*

mentaire » quand les crédits alloués au développement économique et à l'agriculture ne représentent respectivement que 3,6 % et 2,1 % du budget ? De même, pourquoi faire l'impasse sur la question, pourtant essentielle, de la fiscalité sinon pour passer sous silence une réalité bien peu flatteuse qui place Midi-Pyrénées, après Languedoc-Roussillon, en tête des régions où la pression fiscale sur les ménages et les entreprises est la plus forte ?

Le document contient, en outre, des considérations politiciennes. Ainsi la réforme des collectivités, avant même la présentation des textes de loi est présentée comme une « *réforme qui ne simplifiera rien et dont la France mettra des années à se relever* ».

Quant au projet proposé par le président de région, il invite les Midi-Pyrénéens à se projeter en 2030. Mais **quelle crédibilité accorder à celles et ceux qui promettent de faire dans les 20 prochaines années ce qu'ils n'ont pas su faire pendant les 12 années écoulées** au cours desquelles ils étaient aux commandes de la Région ?

Plan de relance régional : au-delà des effets d'annonce, la vérité des chiffres

Pendant de longs mois, l'opposition UMP a attendu avec impatience de savoir quelle réponse l'exécutif régional allait apporter à la crise qui bouscule notre économie. Cette réponse, Martin MALVY l'a donnée à l'occasion de l'assemblée plénière du 25 juin en proposant un **plan de soutien à l'économie pour 2009-2010**. Tout ce qui concourt à atténuer les effets de la crise sur les entreprises et les particuliers et à accélérer la sortie de crise est le bienvenu. Le groupe UMP a donc approuvé ce plan. Néanmoins, les élus ont assorti leur approbation de deux critiques.

La première tient à **l'absence de concertation qui a présidé à son élaboration**. Transmis 48 heures seulement avant le vote de l'assemblée, le plan n'a pas été examiné en commission des finances alors même qu'il impacte le budget de la collectivité. « *Le document était inachevé* », a-t-on fait savoir. Mais, alors, comment expliquer que le magazine *Midi-Pyrénées Infos* de juillet/août (sorti de l'imprimerie 48 heures avant la séance plénière) consacre 4 pages au plan de soutien à l'économie régionale ? C'est bien la preuve que, **pour la majorité en place, la communication et les effets d'annonce priment sur le débat démocratique**.

La seconde tient au plan lui-même. Les 63 mesures qu'il contient, pour un montant estimé à 800 millions d'euros sur 2 ans, relèvent pour la plupart de dispositifs existants amendés ou à peine renforcés. Surtout, **si l'on distingue ce que la Région met véritablement sur la table pour faire face à la crise** des engagements qui ont déjà été pris dans le cadre du budget primitif, **il ne s'agit pas, pour 2009, de 368 millions d'euros supplémentaires comme il a été annoncé** et repris par la presse, **mais de 82 millions d'euros** (dont 68 en investissement), soit l'équivalent de l'enveloppe affectée dans le cadre de la délibération modificative votée le même jour, laquelle est financée pour moitié par le versement anticipé par l'Etat de 38 millions d'euros au titre du fonds de compensation de la TVA !

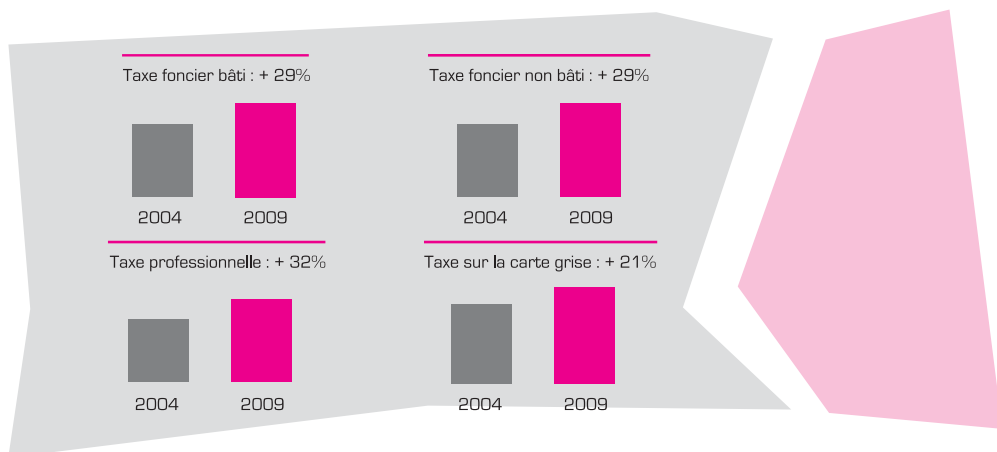
L'effort de la collectivité n'est, certes, **pas négligeable** – il représente 6,5 % du budget primitif – **mais prétendre qu'il atteint 368 millions d'euros en 2009 alors qu'il n'est donc en réalité que de 44 millions d'euros relève de la malhonnêteté**.

A l'inverse, l'effort consenti par l'Etat en Midi-Pyrénées témoigne par son ampleur – 600 millions d'euros d'investissements dans le cadre du plan

“ Le magazine de 50 pages, intitulé Midi-Pyrénées, notre avenir, imprimé à plus d’1,3 million d’exemplaires et distribué dans le courant du mois de février. ”

de relance, 100 millions d’euros versés au titre de l’aide aux familles nombreuses et aux travailleurs précaires, 225 millions d’euros affectés aux collectivités au titre du remboursement anticipé du fonds de compensation de la TVA (FCTVA), 350 millions d’euros de dotations à l’Université de Toulouse dans le cadre de l’opération Toulouse Campus, 340 millions d’euros au titre du programme

de modernisation des itinéraires routiers pour la période 2009-2014 et 100 millions d’euros dans le cadre de l’augmentation de sa participation au Plan Rail régional, soit un montant de plus d’un milliard et 700 millions d’euros – **de l’engagement résolu du Gouvernement en faveur de l’économie midi-pyréenne.**



LA RÉGION NORD-PAS-DE-CALAIS
FAIT BEAUCOUP POUR LE
FINANCEMENT DES ROUTES !



Ziegel
077



RÉGION NORD-PAS-DE-CALAIS



Le Nord-Pas-de-Calais est historiquement une région ancrée à gauche. Mais cette région évolue et il ne faut pas oublier qu'entre 1992 et 1998, la région fut dirigée par une présidente Verte. En 2004, Daniel Percheron le président sortant a été réélu mais cette fois-ci les communistes ne font plus partie de la majorité.

Comme les autres régions socialistes, le Nord-Pas-de-Calais a mis en œuvre le programme commun dicté par le PS : matraquage fiscal, explosion des dépenses de fonctionnement, saupoudrage des subventions aux associations, avec un particularisme local, l'acharnement contre les entreprises.

A quelques mois de l'échéance du mandat régional 2004-2010, sonnera bientôt l'heure du bilan ! En attendant, voici un petit florilège de la politique menée durant 6 années par la majorité PS – Verts à la tête de la Région Nord-Pas-de-Calais. Ce bilan est loin d'être exhaustif, mais se veut l'illustration d'une politique partielle et partielle que caractérisent, entre autres, une explosion de la fiscalité, une dérive des dépenses, une absence de maîtrise de l'endettement et des choix incohérents...

Impôts : près de 25% d'augmentation !

En 5 ans, la taxe foncière payée par les ménages a augmenté de 21 %. La taxe professionnelle payée par les entreprises a augmenté de 24 % : était-il bien raisonnable de matraquer ainsi nos entreprises, soumises à une dure concurrence ? La Région a créé une part régionale de taxe sur les produits pétroliers : la gauche a beau jeu de dénoncer aujourd'hui la taxe carbone.

Notre groupe a regretté l'augmentation des frais de fonctionnement et, notamment, l'augmentation des effectifs. Est-il normal qu'après les municipales de 2008, des fonctionnaires municipaux, qui ne voulaient pas travailler avec le maire de droite aient été « recasés » à la Région ?

Explosion de la dette

	2004	2009
Dette par habitant en €	295	352

Coopération internationale : un goût d'inachevé

Le Conseil régional mène depuis de nombreuses années une politique de coopération en direction

de régions du Sénégal, du Mali, du Maroc, de Madagascar, jusqu'à il y a peu du Vietnam, et depuis cette année avec le Brésil

Notre groupe est favorable à cette politique de solidarité avec ces régions en difficulté ou émergentes. Mais elle est selon nous incomplète et inachevée.

Incomplète car elle tourne essentiellement autour de l'éducation, de la formation, de la santé, de l'environnement. C'est bien, mais il faudrait y ajouter la coopération économique, qui est très insuffisante. Pourtant cela contribuerait au développement des régions aidées.

“ Matraquage fiscal, explosion des dépenses de fonctionnement, acharnement contre les entreprises.

Bienvenue chez les Socialistes ! ”

Cette politique de coopération est aussi inachevée. Ainsi, nous avons mené une très fructueuse coopération avec le Vietnam. Or en 2008 il a été décidé d'y mettre fin et de passer à un autre pays. Nous aurions dû profiter de la relation privilégiée qui nous unissait au Vietnam, pays plein de potentialités, pour y poursuivre une politique de coopération économique et industrielle, et permettre ainsi à nos entreprises régionales d'accéder à ce formidable marché.

Ils passent à la caisse !

L'immense majorité des établissements culturels mettent un point d'honneur à bien gérer leur affaire. D'autres dépassent sans vergogne le budget qui leur est alloué et passent ensuite à la caisse... de la Région.

Nous avons par exemple dénoncé qu'on ait comblé après coup le trou de structures mal gérées:

- de l'ALIAS, coûteux centre de culture scientifique et technique
- de « Culture commune », scène nationale du bassin minier

- du CRIAC (centre de recherche et d'innovation artistique et culturelles) à Roubaix
- des Transphotographiques à Lille

Pendant ce temps, la subvention accordée à la plupart des autres structures n'était même pas revalorisée chaque année en fonction de l'inflation.

Développement économique : pourrait mieux faire

Les aides régionales au développement économique sont parfois assujetties à de lourdes procédures, par exemple à des « contrats de développement ». En outre, l'accent n'est pas suffisamment mis sur les artisans et les petites ou moyennes entreprises, qui créent pourtant beaucoup d'emplois.

Le « fonds d'anticipation social », qui permet de sauver des entreprises en difficulté, pose beaucoup de questions : ce fonds vient en aide en priorité aux entreprises bénéficiant des projecteurs médiatiques, pendant que beaucoup d'autres entreprises, en particulier les PME et TPE, meurent hélas en silence. Plutôt que d'aider au coup par

TOURISME : EN PANNE

En 2004, la Région a créé en fanfare une « commission tourisme ». La montagne accoucha d'une souris, puisque rien ne fut décidé pendant 3 ans, en attendant le nouveau schéma régional du tourisme... En outre, les aides à la création d'hébergements touristiques ont été supprimées, alors qu'il reste beaucoup de besoins ! Enfin, est-ce bien utile d'avoir un comité régional du tourisme et 2 comités départementaux : ne pouvait-on les fusionner ? ...

coup et après coup, mieux aurait valu anticiper et continuer les « plans industriels », qui malheureusement ont été abandonnés.

Routes : le refus idéologique !

A l'heure du développement durable, notre groupe a soutenu l'engagement de la Région en faveur du ferroviaire et du fluvial (le canal Seine-Nord).

La route est cependant la grande oubliée du Conseil régional. Car, qu'on le veuille ou non, la voiture reste très utilisée, sur des autoroutes de plus en plus engorgées (A1) ou de plus en plus abimées (A 25). Or la Région a refusé depuis 2004 tout financement des routes. Certes, nous devons maîtriser le développement du trafic automobile, mais il faut néanmoins mettre fin aux situations d'engorgement les plus criantes. Ce sont à la fois un gâchis économique et un danger écologique.

Enfin, la Région gère désormais les ports de Boulogne sur Mer et de Calais. Encore faudra-t-il qu'elle veille à ce qu'il n'y ait pas de concurrence inutile entre ces deux ports, si proches l'un de l'autre !

Economies d'énergie chez les habitants : insuffisant

Une diminution par deux des dépenses de chauffage, c'est possible et cela aurait un impact social considérable. Et les travaux d'isolation, ça fait travailler les artisans du bâtiment : ces emplois-là ne pourront être délocalisés !

La Région avait certes voulu lancer un ambitieux programme de prêts bonifiés pour la réalisation de travaux d'isolation, mais ce programme n'a jamais vraiment démarré, faute sans doute de communication suffisante.

CULTURE : TOUT POUR LILLE ? CHOQUANTE INÉGALITÉ

Il est normal que Lille dispose d'établissements culturels de premier plan et que la Région participe à leur financement. Mais il n'est pas normal que la Ville de Lille ou la communauté urbaine de Lille les financent si peu alors que partout ailleurs les villes ou les communautés, souvent plus pauvres, sont mises à contribution. Deux poids, deux mesures ? La Région doit avant tout participer au financement des établissements qui n'ont que peu de moyens.

Pourquoi l'Orchestre national « de Lille », le festival de piano « de Lille » ou les Transphotographiques sont-ils si peu financés par Lille et sa communauté ? La Région ne doit pas suppléer la ville et la communauté de Lille qui ont les moyens de financer les structures lilloises.

Pourquoi est-ce dans la métropole lilloise qu'ont été créés 2 EPCC (établissements publics de coopération culturelle), l'Opéra de Lille et la « Condition publique à Roubaix », le statut d'EPCC alourdissant la facture pour la Région ? Pourquoi a-t-on financé « Libraires à Lille » (alors que la Région avait abandonné toute aide à la lecture), une sculpture à l'hôpital de Lille (alors que la Région, malheureusement, ne finance pas par ailleurs la création d'œuvres d'art contemporaines), ou le café-philo de Lille (qui a peu essaimé dans la région) ? Pourquoi le FRAM (fonds régional d'aide aux musées) se concentre-t-il tant sur la métropole ? Il ne faut pas confondre Lille et la Région Nord-Pas-de-Calais

“ Depuis 2004, la dette a augmenté de 20%. ”

Notre groupe avait par ailleurs proposé qu'il y ait des maisons-témoins, afin de servir de démonstration de ce qu'il est possible de faire dans une maison (isolation, petits gestes quotidiens,...)

Rénovation urbaine : d'immenses opérations de démolition-reconstruction !

A l'initiative de Jean-Louis BORLOO, un immense chantier de rénovation urbaine a été lancé en France. Une agence nationale de rénovation urbaine, l'ANRU, a été créée. La Région critique souvent le « désengagement de l'État ». Il n'empêche : l'État a offert 900 millions d'euros à la Région pour sa rénovation urbaine, sans compter des augmentations considérables de la DSU (dotation de solidarité urbaine) aux villes en difficulté.

Le groupe UMP a été très actif sur ce dossier :

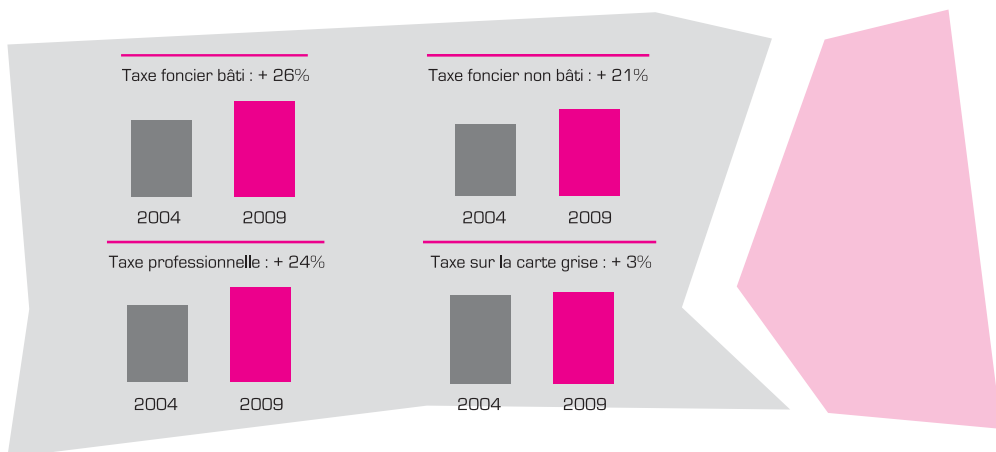
- en demandant qu'on n'oublie pas les villes qui

n'étaient pas acceptées par l'ANRU et dont les anciens projets de rénovation risquaient du coup d'être abandonnés.

- en soutenant le plafonnement des crédits alloués à chaque ville à 15 millions d'euros maximum, afin que les très grandes villes ne « captent » pas tout l'argent de l'ANRU.
- en demandant une programmation régionale des opérations ANRU, afin qu'on évite que seuls les premiers arrivés soient servis.
- en demandant qu'on ne loupe pas le coche et qu'on veille à ce que les logements reconstruits soient très économes en énergie

Fonds territoriaux : éviter la foire d'empoigne

La Région a eu la bonne idée de créer des « fonds territoriaux », pour venir en aide aux territoires les plus en difficulté : le littoral, le bassin minier, le Hainaut-Cambrésis.



Mais il a fallu se battre pour :

- une répartition équitable entre les territoires (par exemple, comment répartit-on le fonds du Hainaut-Cambresis entre les 4 arrondissements d'Avesnes, de Cambrai, de Douai et de Valenciennes ?).
- une définition claire de ce qui peut être financé par ces fonds.

Au départ, on se contentait de dire que les fonds financeraient des projets « d'excellence urbaine, économique, environnementale, ... ». Mais comment définir l'excellence ? ...

Si tout cela n'est pas clair, ce sera « la foire d'empoigne » entre les territoires.

Sport : les jeunes d'abord !

Notre groupe a été à l'origine de l'aide versée à tous les clubs sportifs de la Région qui ont de bonnes performances pour les jeunes. Cette aide a failli être remise en cause et nous l'avons défendue bec et ongles.

En ce qui concerne les équipements sportifs, pourquoi la Région finance-t-elle certains équipements plutôt que d'autres. Pourquoi certains stades ? Pourquoi le grand stade de Lille (45 millions d'euros versés par la Région !) ? Pourquoi des piscines ici et pas ailleurs ? Pourquoi des salles de gym ici et pas ailleurs ? Notre groupe a toujours demandé des choix clairs et transparents.

Agriculture : nous n'avons pas les moyens de nos ambitions

Bien que l'agriculture ne soit pas une compétence obligatoire, force est de constater que le budget annoncé de 12 millions d'euros est loin de suffire pour répondre aux attentes et aux besoins de nos producteurs, notamment dans trois domaines : la

diversification, l'agri-environnement et la préservation d'un plus grand nombre d'exploitations.

Autre point, la pêche, activité fondamentale du Nord-Pas de Calais rencontre de graves difficultés. Si le gouvernement accorde une écoute attentive et défend la profession dans les instances européennes afin de répondre au mieux aux crises rencontrées, le conseil régional n'est pas aussi présent qu'il le faudrait.

Formation professionnelle et apprentissage : où va l'argent ?

La formation professionnelle et l'apprentissage représentent deux des plus gros budgets de la Région. Ensemble ils pèsent plus de 338 millions d'euros au budget 2009. Il est donc essentiel d'être particulièrement vigilant et exigeant sur l'utilisation de telles sommes.

C'est pour cela que sur ces deux politiques majeures pour une région comme le Nord-Pas de Calais, le groupe UMP exprime 2 préoccupations :

- en matière de formation professionnelle, se pose le problème de l'adéquation de l'offre de formation à la demande de formation. Se pose aussi le problème de l'anticipation de cette offre de formation aux besoins futurs. Deux sujets sur lesquels nous pensons que la Région n'est pas suffisamment au rendez-vous
- en matière d'apprentissage, nous nous interrogeons sur l'utilisation des sommes qu'elle reçoit de l'Etat et des entreprises. En effet, ces recettes doivent être affectées intégralement et exclusivement aux dépenses d'apprentissage. Or on constate chaque année que la Région prévoit moins de dépenses que de recettes encaissées. Pourquoi ?

“ La politique de l'exécutif régional se caractérise par une absence de cohérence globale et une incapacité à faire des choix. ”



TRÈS CHIC
CE COCKTAIL
"GAUCHE CAVIAR"!

OUI, C'EST LE
CONTRIBUABLE
QUI PAIE!



Zigzag
OH



RÉGION BASSE-NORMANDIE

A la tête de la région Basse-Normandie depuis 2004, la gauche applique ses recettes habituelles : augmentation des impôts, explosion des dépenses de fonctionnement au détriment de l'investissement et recherche d'un bouc émissaire pour se dédouaner de ses propres erreurs.

Partant du principe que plus on dépense plus on est efficace, le président Duron et son équipe ont généreusement fait feu de tout bois. Le budget de la région est passée de 438 millions d'euros en 2004 à 622 millions d'euros en 2009.

Tous les ans, on augmente les impôts... sauf avant les élections !

Depuis leur arrivée à la tête de la Basse-Normandie en 2004, les élus socialistes ont augmenté chaque année tous les impôts dont ils ont la maîtrise. Le contribuable bas-normand qu'il soit un particulier ou une entreprise a vu passer la facture : tous les taux d'imposition ont augmenté chaque année entre 2004 et 2008.

Comme quoi on peut parler, une nouvelle fois, à chaque conférence de presse du pouvoir d'achat et augmenter les prélèvements obligatoires des familles bas-normandes pour amputer leur pouvoir d'achat. Selon le quotidien Ouest-France (édition du 9 décembre dernier), « la Basse-Normandie présente le plus fort taux de taxes foncières de France, avec une augmentation de 23,31% entre 2003 et 2008 !

En comparaison, le taux de Corse est de 1,02% et celui de l'Île de France de 1,27% ».

Un train de vie à Grande Vitesse

Un chapiteau de 700 m² érigé au cœur de l'Abbaye aux Dames pour rejoindre l'aile sud de l'aile ouest. La scène ne se passe pas au XVIII^e siècle mais en 2009 dans les locaux du Conseil régional présidé par la gauche.

Au moment où la crise touche de plein fouet l'économie normande et plus particulièrement les quelques 24000 familles qui vivent de l'industrie automobile, le président Beauvais (PS) met les

petits plats dans les grands pour ses cérémonies de vœux. Une sorte de cocktail pré-électoral où ont été conviés plus de 2 000 personnes !

Ainsi, en l'espace de 24 heures, les petits-fours, le champagne, etc. ont coûté la bagatelle de 70 000 € aux contribuables bas-normands. Une petite somme a justifié le vice-président sur le plateau de France 3... les familles apprécieront !

Chères études

Quand on aime, on ne compte pas. Bien que le Conseil Economique et Social (CESR) ait déjà planché et rendu un rapport complet sur l'« Evaluation des effets d'un rapprochement entre la Haute et la Basse-Normandie », l'exécutif régional a souhaité commander une nouvelle étude payante. La gauche jugeant probablement de que celle du CESR n'allait pas dans le sens de ce qu'elle souhaitait entendre. Coût de l'opération, cofinancée avec la Haute-Normandie : 297 355,50 € dont 50% à la charge des Bas-Normands... soit 148 677,75 €.

***Bourses recherches :
- 10% de bénéficiaires***

Ancien collaborateur du CNRS, le président de Région est – normalement - attaché à soutenir la recherche dans la Région. Malheureusement, comme à chaque fois, de la déclaration aux actes, il y a tromperie sur la marchandise. En l'espace d'un an, la Gauche a cru bon réduire de 10% le nombre de boursiers en Basse-Normandie...

“ Entre 2004 et 2009, la dette régionale a doublé. ”

La gauche nostalgique de ses années d'opposition ?

« Les grandes opérations routières inscrites, pour la Région Basse-Normandie au Contrat de Plan Etat – Région 2000 – 2006 et aux plans précédents, ont contribué de manière sensible au développement de toute la Région ». Lors de l'Assemblée plénière de septembre 2009, le président socialiste rendait un hommage vibrant à l'ancienne majorité... L'exception qui confirme la règle mais qui n'empêche pas l'exécutif régional de provisionner 0€ pour les nouveaux travaux routiers nécessaires au désenclavement de la Basse-Normandie.

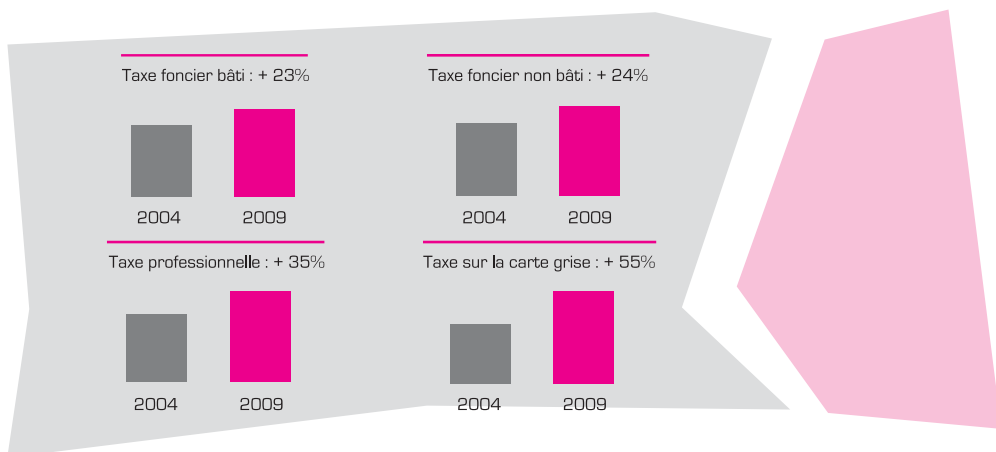
Laurent Beauvais a donc raison : c'était mieux avant ! Rendez-vous donc au mois de mars pour les prochaines élections régionales...

Communication : plus c'est gros, plus ça passe ?

3 920 000€ de budget pour la communication en 2009, soit l'équivalent de 3 778 SMIC mensuels. La Région socialiste est en campagne électorale et ne regarde pas à la dépense. Sous couvert d'une politique « au plus près des Bas-Normands », les socialistes nous promettent des plaquettes, des flyers, des boîtages en pagaille, etc.

Quand il s'agit de faire son autopromotion, la majorité de gauche oublie sa politique de développement durable et imprime sans compter pour gagner quelques voix...

Développement durable d'un côté, multiplication des prospectus de l'autre, les socialistes cultivent la contradiction...



Internet : La Basse-Normandie, bonnet d'âne des régions françaises

Normalement motrice pour assurer un bon développement du territoire, la Région a un train de retard. Un immobilisme qui a obligé le département de la Manche, en matière de développement numérique, à prendre les choses en main et à se doter d'une politique de haut et de très haut-débit (100 mégabits/s), désormais reconnue de tous (leader en France selon les « gendarmes des télécom...)...n'en déplaise à la Gauche régionale qui, de son côté, espère proposer le 2 mégabits/s en 2013 en Basse-Normandie, une norme qui correspond à développer, à peu de chose près, l'uti-

lisation de la voiture à cheval au XXI^e siècle. A ce train là, le président Beauvais nous promettra sans doute l'arrivée du minitel en 2020 !

Un plan consternant qui a le privilège de classer la Basse-Normandie au dernier rang des régions françaises en la matière.

Budgets, les investissements à la peine...

Au plan général, l'évolution de la structure du budget montre un nouvel effritement du poids des dépenses d'investissement et parallèlement une légère poussée du poids des dépenses de fonctionnement.

Dépenses en Millions d'Euros	2005	2009	Evolution 2005-2009
Section Investissement	241,43	216	-7,41%
	48,71%	34,72%	
Section Fonctionnement	243,71	406,16	+15,37%
	51,24%	65,28%	

Ainsi, la région consacre moins de moyens pour les transports des bas normands.

Valeurs en € par habitant	2004	2009
Transports	90 €	74 €

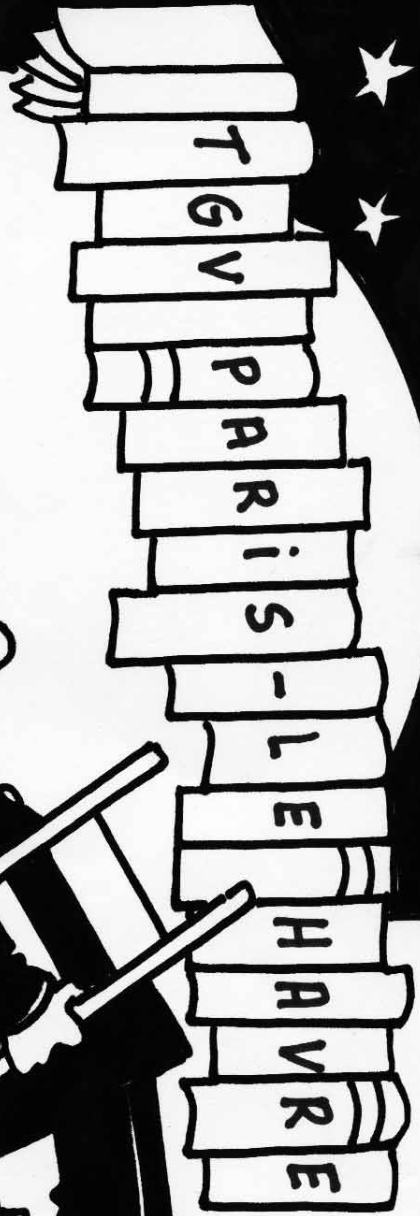
Explosion de la dette

	2004	2009
Dette par habitant en €	75	111

“ En l'espace d'un an, la Gauche a cru bon de réduire de 10% le nombre de boursiers en Basse-Normandie... ”



LES DOSSIERS
ENCOMBRANTS
ON LES LAISSE
À SARKOZY!



sigle
A fish-like symbol.



RÉGION HAUTE-NORMANDIE

Présidée par le socialiste Alain LE VERN depuis 1998, la Haute-Normandie, comme beaucoup de Régions gérées par les socialistes est devenue l'otage d'une stratégie politicienne visant à utiliser la collectivité régionale en contre-pouvoir du Gouvernement.

Tous les documents et les interventions publiques du Président socialiste du Conseil régional sont l'occasion d'attaques virulentes et véhémentes contre l'Etat, le Gouvernement et le Président de la République. Ce matraquage systématique vire à l'obsession et crée un climat peu propice à des relations contractuelles fructueuses entre l'Etat et la Région dans l'intérêt des haut-normands. La mise en place des mesures de décentralisation est particulièrement caractéristique à cet égard.

La région otage d'une stratégie anti-gouvernementale au service du PS et de Fabius

Avec la création du « 276 », contraction de 27 pour l'Eure et 76 pour la Seine-Maritime, cette stratégie a été étendue aux Conseils généraux des 2 départements de la Haute-Normandie, présidés eux aussi par des socialistes fabiusiens. Les trois collectivités territoriales sont devenues des instruments politiques au service de l'ancien Premier Ministre socialiste Laurent FABIUS.

Un budget 2009 qui ignore la crise

Les conséquences de la crise n'épargnent pas la Haute-Normandie : chômage en hausse, défaillances d'entreprises en progression, production industrielle en repli à l'image de la filière automobile.

Cette situation nécessite une mobilisation de l'ensemble des acteurs publics et une relance de l'investissement, et notamment par les collectivités locales qui assurent les trois quarts des investissements publics effectués en France.

Au premier rang de ces collectivités, la Région devrait investir massivement, d'autant qu'elle a

désormais un rôle déterminant à jouer en matière de développement économique, de soutien à l'investissement des entreprises et à l'innovation.

Alors que la Région Haute-Normandie se vante d'avoir des marges de manœuvre financières importantes en raison d'ailleurs d'une fiscalité régionale plus élevée que la moyenne nationale, le Président socialiste du Conseil régional a proposé un budget pour 2009 qui est loin de répondre à la situation.

Les mesures « anti-crise » qu'il propose se limitent au renforcement des dispositifs existants et restent pour beaucoup virtuelles dans la mesure où les moyens financiers correspondants ne sont pas réellement mobilisés.

Les chiffres sont là pour l'attester : le budget 2009 est stable par rapport à 2008 (+ 0,44%), les autorisations de programmes qui mesurent l'engagement de la collectivité en matière d'investissement sont en baisse globale de 18% et les crédits consacrés à la recherche et l'innovation pourtant essentiels en cette période ne dépassent pas 2% du budget.

D'où la déception devant un budget qui s'inscrit dans la continuité d'une politique que le Groupe Unis pour la Normandie (UMP, DVD et appa-

“ Les crédits consacrés à la recherche et l’innovation pourtant essentiels en cette période ne dépassent pas 2% du budget. ”

rentés) présidé par Jean-Paul GAUZES dénonce comme trop frileuse et essentiellement comptable.

Liaison ferroviaire à grande vitesse : un attentisme coupable

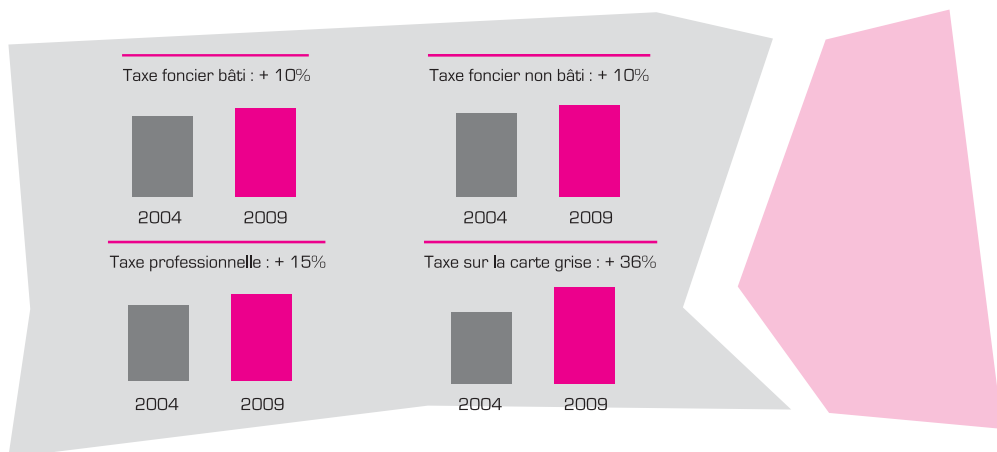
Dans l’aménagement du territoire régional, qui relève principalement de la Région puisqu’elle en fixe les enjeux, les orientations et les priorités, les liaisons ferroviaires représentent un élément primordial : le projet de liaison ferroviaire rapide Normandie-Paris est donc essentiel au développement du territoire.

Ce projet initié sous la présidence d’Antoine RU-

FENACHT a été abandonné par le président socialiste du Conseil régional dès 1998 au motif qu’il considérait ce projet trop coûteux et pas réalisable. Néanmoins, il en a fait l’une de ses 12 priorités lors des élections régionales de 2004.

Mais depuis rien ou pas grand chose. Au total, 10 ans d’attentisme coupable.

Le salut pour les normands est venu du Président de la République: en voulant donner à Paris une façade maritime, Nicolas SARKOZY a souhaité que le Havre devienne le port du Grand Paris, et la vallée de la Seine, l’axe autour duquel la métropole a vocation à s’ordonner.



En conséquence, il s'est engagé à mettre le Havre à une heure quinze de Paris, et donc l'agglomération de Rouen à 50 minutes grâce à un train à grande vitesse.

La décision du Président de la République qui permet à notre pays de renouer avec son ambition maritime est une décision historique pour le Havre, la Vallée de la Seine, Rouen et la région toute entière.

Saluée par les élus de droite comme de gauche cette annonce du Président de la République donne une véritable perspective d'avenir à notre région.

Un nouveau cadencement des trains régionaux sans véritable concertation

Le nouveau cadencement des trains est effectif depuis le début 2009.

Les élus Unis pour la Normandie ont approuvé le principe de ce cadencement dans la mesure où ce dispositif permettait d'offrir aux haut-normands des trains supplémentaires, des horaires plus simples et plus lisibles et des correspondances plus nombreuses.

Si la mise en place de ce cadencement, associé à l'acquisition de nouveaux trains, devait constituer enfin un progrès pour la liaison Le Havre-Rouen-Paris, la mise en œuvre de la nouvelle grille horaire a été mal réalisée et a contrarié bon nombre d'usagers des liaisons ferroviaires régionales.

En effet, des trains directs aux heures de pointe ont été remplacés par des omnibus, la durée de certains trajets a augmenté, et cer-

tains horaires ont été modifiés de façon défavorable. Le résultat piloté par l'exécutif régional va ainsi à l'encontre de l'amélioration tant attendue.

L'une des raisons tient au fait que la concertation avec les usagers a été plus que sommaire et le président socialiste du Conseil régional est resté sourd à leurs demandes légitimes. Pourtant, en qualité d'autorité organisatrice des transports ferroviaires de voyageurs, la Région devait assumer ses responsabilités à l'égard des usagers comme de la SNCF.

Il est fâcheux que les efforts financiers des haut-normands pour améliorer les conditions de transport dans le cadre de l'acquisition par la Région de matériels roulants neufs ou rénovés, soient amoindris par la nouvelle grille horaire, perçue par de nombreux usagers comme une régression.

La Chambre Régionale des Comptes épingle plusieurs aspects de la politique régionale

Les élus régionaux ont pris connaissance juste avant l'été du rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes, chargée de contrôler la gestion de la collectivité régionale. Il porte sur plusieurs aspects de la politique régionale des exercices 2000 à 2006.

Le rapport relève que les fonctions de contrôle et d'audit sont peu organisées et rarement tournées vers le contrôle de la performance des politiques menées.

Autrement dit, malgré les discours et les engagements affichés, le président socialiste du Conseil régional ne souhaite pas vraiment que ses politiques régionales soient évaluées.

“ la Chambre régionale des comptes a relevé des irrégularités et des anomalies sur les marchés relatifs aux systèmes d’information. ”

De plus, la Chambre déplore un manque de prospective financière et l’insuffisance des outils de pilotage. Ceci confirme s’il en était encore besoin la pertinence des critiques du Groupe Unis pour la Normandie sur l’absence de vision d’avenir et le manque de cadrage pluriannuel des priorités annoncées. En d’autres termes, la politique régionale manque de lisibilité. Le président du Conseil régional n’a pas fixé le cap et semble naviguer à vue !

Par ailleurs, la Chambre a relevé des irrégularités et des anomalies sur les marchés relatifs aux systèmes d’information.

Enfin, s’agissant des contrats de territoire mis en place pour faire émerger des projets structurants et de territorialiser les politiques publiques, la Chambre regrette que la Région et les deux départements fassent perdurer la logique de guichet plutôt que la logique de projet.

Ces observations confortent le Groupe Unis pour la Normandie dans ses critiques sur le manque d’ambition et de volonté pour relever les vrais défis de la Normandie.

MAIS SI! NOUS
FAISONS TOUT
POUR VOUS AIDER
FACE À LA CRISE
ÉCONOMIQUE!

IMPÔTS

PACA

Zigge
DHA





RÉGION PROVENCE-ALPES-CÔTE-D'AZUR

Elu depuis 1998 à la tête de la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur, Michel Vauzelle avait déjà à son actif lors de sa réélection en 2004, un lourd passif fiscal : (+ 19,5 % en 2000 et + 8,5 % en 2001). Pourquoi dès lors s'arrêter en si bon chemin ? Dès 2004, le président Michel Vauzelle a donc poursuivi le matraquage fiscal auquel il s'était livré les années précédentes, ajoutant à son tableau de chasse : l'augmentation des dépenses de fonctionnement, de communication au détriment des grands domaines de compétences de la région.

Depuis bientôt 12 ans, la Gauche exerce un pouvoir absolu en Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur. A l'heure des bilans, alors que s'expriment les prétentions d'un président, redevenu candidat pour exercer un troisième mandat, qu'observe-t-on ?

Opacité, résultats décevants, argent gaspillé sont les travers récurrents « du régime socialiste ». C'est le bilan inquiétant de douze années de gestion erratique d'une Région qui face à la crise tarde à réagir et reste irrésolue.

Finances régionales : un bilan inquiétant

La propension du président à multiplier les interventions hors compétences régionales, ou à multiplier à l'infini les interventions de la Région ainsi que le saupoudrage des financements aux associations se traduit par une dérive constante de la fiscalité régionale et une détérioration tout aussi constante de l'encours de la dette.

12 ans de fiscalité débridée qui donnent le vertige !

Taux global (hors TIPP)	+ 110 %
Taxe professionnelle	+ 118 %
Taxe foncière bâtie	+ 108 %
Taxe Foncière non bâtie	+ 104 %
Cartes grises	+ 58 %

TIPP Régionale :

Depuis 2007 ce nouvel impôt représente en moyenne 50 millions d'euros en taxes supplémentaires chaque année.

En 2009, la Région applique pour la 3^e année consécutive, le taux maximal d'imposition alors qu'elle pouvait annuler ce prélèvement par la simple application d'un « taux zéro »

Ce matraquage fiscal permanent est quantifié par un coefficient de mobilisation du potentiel fiscal qui atteint aujourd'hui 117% (un chiffre supérieur à 100% signifie que toutes les ressources fiscales sont mobilisées).

Toujours plus d'emprunt et de dette !

Provence-Alpes-Côte d'Azur est la Collectivité la plus endettée des trois régions du Grand Sud !

Si l'on compare les ratios des derniers comptes administratifs (2008), l'endettement par habitant est d'un tiers supérieur :

- Provence-Alpes-Côte-d'Azur : 306 €/habitant
- Rhône-Alpes : 199 €/habitant
- Languedoc-Roussillon : 180 €/habitant

En volume l'endettement de Provence-Alpes-Côte-d'Azur a doublé passant de 720 millions d'euros en 1998 à 1498 millions d'euros en 2008.

• Dépenses de fonctionnement par habitant : une explosion au détriment de l'investissement.

En 2008, notre Région dépense 7,70 fois plus en fonctionnement, qu'en investissement soit 233,9 € contre 30,4 € par habitant.

“ La Région octroie plus de 200 M€ par an aux multiples associations...soit près de 12% du budget total. ”

Il faut bien subventionner de multiples associations, auxquelles la Région octroie plus de 200 millions d'euros par an... soit près de 12% du budget de la Région. L'objectif est clair : constituer une clientèle d'obligés au détriment de l'intérêt général des habitants de la région.

• **Dépenses d'équipement par habitant : une inquiétante baisse en 3 ans.**

2006 : 103 €

2008 : 30,4 € soit une baisse de 70%

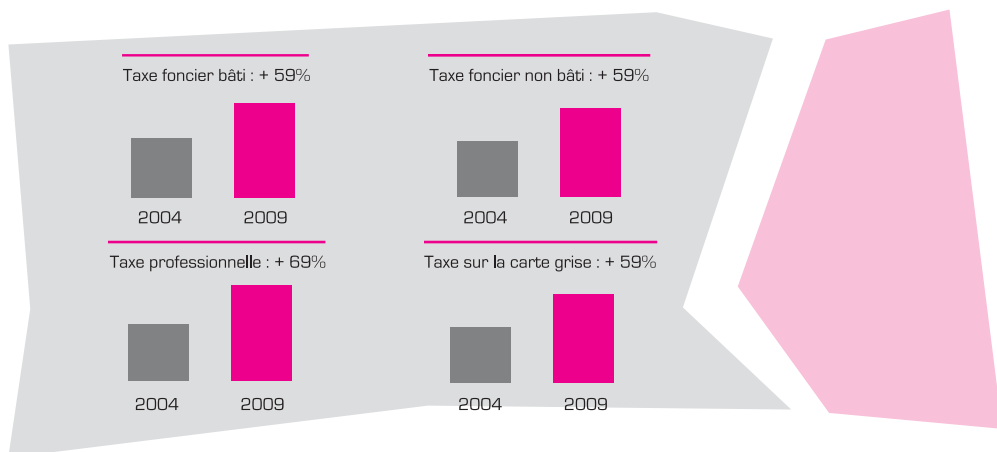
L'état des finances sanctionne l'opacité d'une politique de gestion qui multiplie les dépenses de fonctionnement ainsi que les dépenses hors compétences ayant pour conséquences les dérives de la fiscalité de l'emprunt et de la dette.

Les Provençaux, Alpains et Azuréens ne peuvent pas comprendre que l'Etat se rationalise, se modernise, économise...et que les collectivités territoriales se figent, mènent des politiques dispendieuses et de matraquage fiscal avec pour conséquences la multiplication des financements croisés et des hausses d'impôts à répétition.

Une certitude : ils ne savent plus « qui fait quoi » !

Un besoin urgent de réforme :

Selon un rapport du Sénat l'empilement territorial suscite 20% de surcoûts (fonctionnement, financements croisés, politiques dites volontaristes mais hors compétences). Les Socialistes en Provence-Alpes-Côte-d'Azur les multiplient.



Dans notre Région, ces surcoûts sont évalués à 100 millions d'euros en 98, 330 millions d'euros en 2004, pour culminer à 550 millions d'euros en 2008 soit 550 % d'augmentation représentant près de 30% du budget total.

Il est donc urgent de rendre l'action publique territoriale plus efficace, plus lisible et moins coûteuse.

La Région immobile face à la crise

La crise : une cause nationale qui nécessite les efforts conjugués de tous les partenaires publics. L'Etat réagit vite et fort, la Région tarde et reste irrésolue.

Depuis le commencement de la crise, en septembre 2008, trois assemblées plénières se sont déroulées sans qu'aucune proposition pour l'enrayer n'ait été formulée.

Que fait le Conseil Régional lorsque les entreprises de nos territoires (Péchiney, Atmel, MicroST Electronique, Moteurs Baudoin entres autres) sont au cœur de la tourmente ? Il rejette la faute sur l'Etat au lieu de jouer son rôle de « coordonnateur du développement économique », de respecter ses engagements vis-à-vis de nos concitoyens (emploi, première priorité) et d'apporter son soutien aux entrepreneurs et aux salariés.

Plusieurs exemples illustrent le manque de réactivité de la majorité autant que l'importance de l'action de l'Etat.

Dans notre Région, afin de conforter les 1800 emplois de GEMALTO (leader mondial de la carte

à puces et entreprise à forte valeur stratégique pour l'indépendance nationale), l'Etat via le Fonds Stratégique d'Investissement (FSI) vient d'investir 160 millions d'euros.

Pour ARKEMA – Saint-Auban et la moyenne Durance – la Région, hormis un soutien actif aux mouvements sociaux, ne trouve aucun repreneur crédible. C'est encore l'Etat, par le biais de l'AFII (Agence Française pour les Investissements Internationaux) ainsi qu'EDF qui rendent possible la venue de First Solar qui implantera sur le site une unité de fabrication de panneaux solaires. EDF énergies nouvelles en tant que client exclusif absorbera pour les 10 années à venir la totalité de la production de cette nouvelle usine.

A Cassis rien n'est entrepris par la Région pour sauver les Moteurs Baudoin d'un dépôt de bilan annoncé. C'est le Ministère de la Défense qui passe une commande massive pour la rénovation d'engins blindés alors que la Région reste aux abonnés absents dans toutes les réunions de crise pour trouver un repreneur.

En pleine crise, l'investissement stagne.

Le Budget 2009 de la Région dédié à l'investissement stagne à **570 millions d'euros**. Il était de **558 millions d'euros** en 2008.

Enfin, la Région affiche un Plan de 100 millions d'euros dédié aux énergies renouvelables au titre de l'Agenda 21 régional (voté le 10 juillet 2009). En réalité, il sera financé à 90% par le privé dans le cadre de « partenariats public-privé ». Les crédits restants à la charge de la Région ne sont donc pas nouveaux...

“ L'endettement de Provence-Alpes-Côte d'Azur a doublé en passant de 720 M€ en 1998 à 1498 M€ en 2008. ”

Il faut attendre Avril 2009 pour que l'exécutif régional présente trois rapports de « résistance régionale à la crise économique ».

Que contiennent-ils ? La mise en place d'un système de veille et un comité de pilotage, la création d'un site internet pour relancer l'activité touristique, des dispositifs d'aides aux entreprises qui existaient déjà (prêt à taux zéro), un fonds de formation « IRIS » qui permet aux entreprises de mettre leurs salariés en formation afin de les soulager des charges salariales et la reconduction du

dispositif « activités nouvelles-nouvelles compétences » permettant aux TPE de moins de 50 salariés de recruter des stagiaires.

Montant de l'investissement annoncé : **1 million d'euros** qui plus est en redéploiement de crédits.

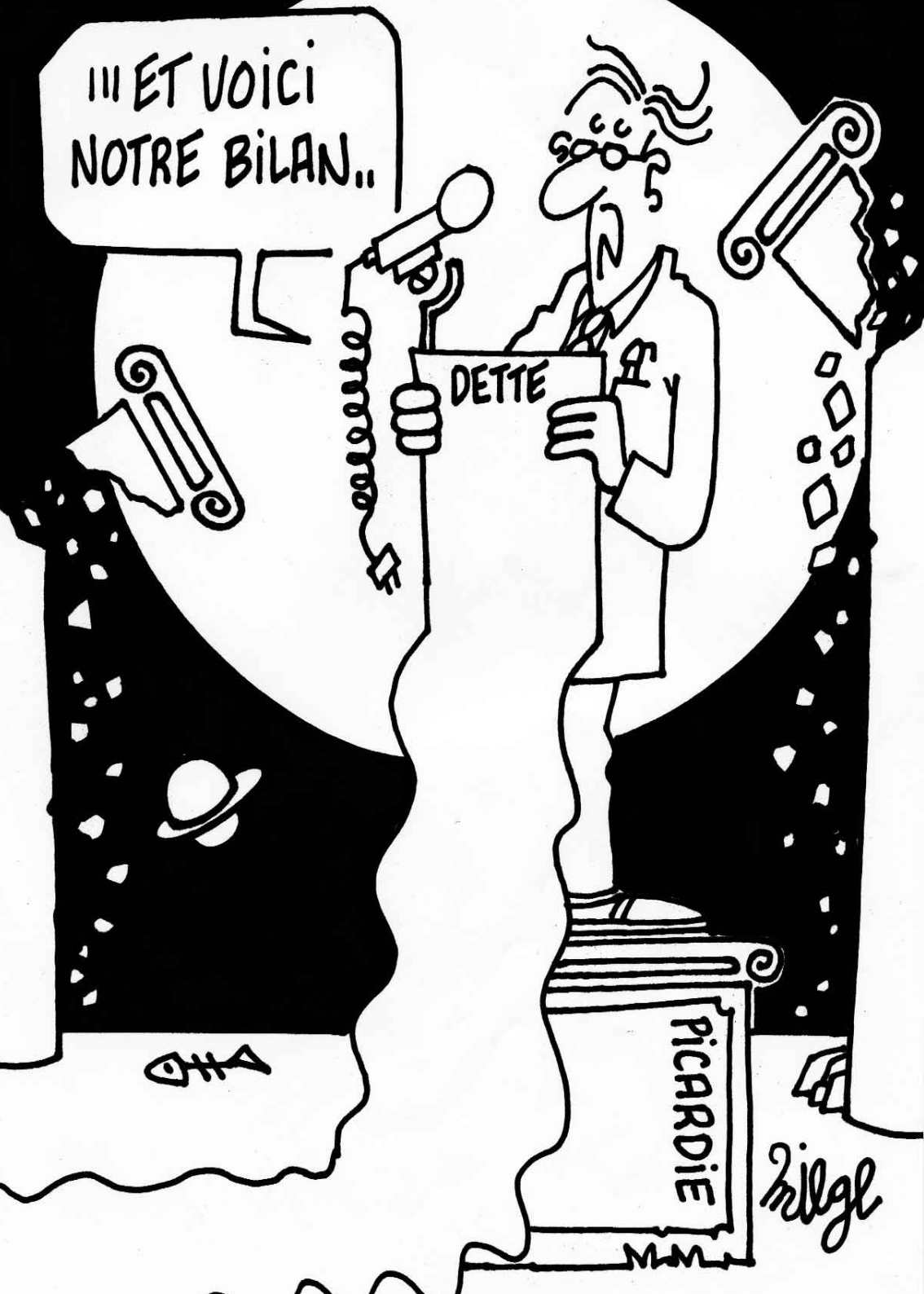
Alors que la Région consacre cette somme pour le moins ridicule à la relance de l'activité économique, le Conseil général (PS) des Bouches-du-Rhône, à budget équivalent, consacre **500 millions d'euros** de crédits supplémentaires d'investissement sur les cinq prochaines années.

III ET VOICI
NOTRE BILAN..

DETTE

PICARDIE

sigle





RÉGION PICARDIE

un bilan explosif
pour les
générations futures

En 2004 au lendemain de leur élection, les socialistes promettaient, une « *longue marche* » qui devait conduire la Picardie sur « *le chemin du changement* ».

Ce changement a malheureusement été plus radical que prévu...

Depuis le début de son mandat, le Président socialiste Claude GEWERC a fait preuve d'une certaine constance dans sa gestion : augmentation des impôts, explosion des dépenses de fonctionnement et constitution d'une cagnotte. Tout cela bien évidemment en rejetant la responsabilité sur le gouvernement et la décentralisation.

Explosion du chômage sans réponse véritablement ambitieuse, explosion de la fiscalité, explosion du train de vie de la région, explosion de l'endettement, explosion du nombre de schémas et études régionales : la seule chose qui n'ait pas explosé en Picardie, c'est la tour d'ivoire dans laquelle s'est enfermé l'exécutif !

Tant de promesses ont été faites en 2004 et tant de désillusions pour les Picardes et les Picards 5 ans plus tard. La gauche picarde aura bien du mal à s'appuyer sur son bilan pour sa prochaine campagne...

Alors que l'on promettait de donner la « *priorité à l'emploi* », « *la priorité à la formation et à l'éducation* », « *le droit à la santé pour tous* », de faire du logement « *une grande cause régionale* », et que les slogans étaient « *travailler et se former en Picardie* », « *bien vivre en Picardie* » ou encore : « *tous ensemble, nous construirons un avenir plus sûr et plus solidaire pour la Picardie* », force est de constater que, en 2009, rien de tout cela ne s'est réalisé.

Pire, la situation s'est dégradée.

Explosion du chômage...

Avec 17.000 emplois perdus en un an, la Picardie fait partie des trois régions les plus touchées par la crise. Et ce n'est que la poursuite d'un processus de destruction d'emplois qu'aucune grande politique n'est venue tenter d'enrayer.

Bien au contraire, l'écart avec la moyenne nationale n'a eu de cesse de se creuser !

	2008	1 ^{er} trim. 2009
France	7.6	8.7
Picardie	8.9	10.2

Malgré la priorité donnée à l'emploi dans leur programme de 2004 :

« *Priorité à l'emploi : réserver les fonds publics aux entreprises qui créent des emplois. Pas de cadeaux financiers aux entreprises qui licencient et délocalisent et la création de 2 000 emplois tremplins dans les associations* »

En 1998, l'écart entre le niveau du chômage en région avec le niveau national était : + 0,9% et de +0,8% en 2004. **En 2009, il est de +1,5%.**

	Ecart par rapport au national 1998	Ecart par rapport au national 2004	Ecart par rapport au national 2009
Picardie	+ 0.9 point	+ 0,8 point	+ 1,5 point

“ L’encours de la dette par habitant est ainsi passé de 74,77 € en 2004 à... 145,40 € aujourd’hui ! ”

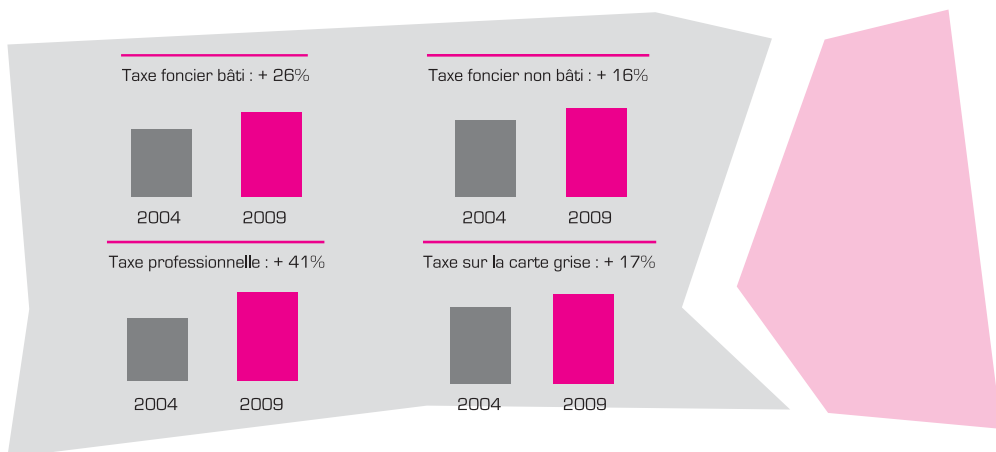
Explosion du train de vie des élus de gauche...

Alors que des usines ferment sur notre territoire et que des milliers de Picards se demandent comment ils vont faire pour boucler les fins de mois, la majorité et son président n’ont eu aucun état d’âme à améliorer leur confort...

Petit rappel de ce qui se fait en Picardie :

- Edition en masse de documents et fascicules de la Région sur papier glacé. Par exemple, la diffusion dans tous les foyers Picards du guide de 150 pages des aides régionales est estimée à **400.000€ !**
- Dépenses des services généraux : **+ 38 millions d’euros en 5 ans**

- Personnel hors ATOS (avec charges sociales) : 23 millions d’euros à 39 millions d’euros : **+ 69,56 %**
- Communication officielle : 3,4 à 4,3 millions d’euros : **+ 26,47 %**
- Administration générale (loyers, carburants...) : 9,8 à 14,2 millions d’euros : **+ 44,89 %**
- 100 000 euros de frais de bouches en une année
- Installation de 6 écrans plasma 46 pouces dans la salle des délibérations pour un montant de 30 000 euros. Dépense opérée au milieu de l’été 2009 alors que la crise frappe durement les Picardes et les Picards.



Explosion de la fiscalité... et de l'endettement...

Depuis 2004, la situation financière de la Picardie s'est affaiblie alors que le budget a presque doublé (593 millions d'euros à 1 100 millions d'euros), les stocks d'AP représentent près d'une année de budget ce qui plombe l'avenir de notre région, la fiscalité propre de la Région a fortement augmenté, +38 % et l'endettement a progressé de plus de 130 % !

TIPP :

Modulation au maximum de la part régionale de la TIPP en 2007 soit 22 Millions d'Euros.

Dépenses de fonctionnement :

350 millions d'euros en 2004 contre 650 millions d'euros en 2009 : +85,71 %

Endettement :

En 2004, il était de 141,6 millions d'euros, il est

passé à 332,6 millions d'euros en 2009, soit **une progression de plus de 130% !**

Pour 2009, cette dette coûtera 35 millions d'euros et le Conseil Economique et Social (CESR) estime l'encours de la dette à 450 millions fin 2010, celle-ci coûterait alors 50 millions d'euros en 2010 aux contribuables picards !

L'encours de la dette par habitant est ainsi passé de 74,77 € lors de l'arrivée de la gauche au pouvoir à ...145,40 € aujourd'hui. **Une progression de plus de 100% !**

Voilà ce que M. Claude Gewerc et son équipe veulent laisser aux générations futures...

Quelle alternative ?

Il s'agit surtout de « dépenser mieux » l'argent des Picards et de le mettre au profit d'une politique véritablement ambitieuse et volontariste.

Taxe Foncière sur les propriétés bâties : 6^e taux le plus fort sur les 22 Régions

Taux en %	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Picardie	3.38	4.13	4.19	4.19	4.26	4.26

Soit une augmentation des taux de +26 % en 5 ans

Taxe Foncière sur les propriétés non bâties : 15^e taux le plus fort sur les 22 régions

Taux en %	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Picardie	6.11	6.91	7.00	7.00	7.11	7.11

Soit une augmentation des taux de +16,36 % en 5 ans

Taxe Professionnelle : 13^e taux le plus fort sur les 22 régions

Taux en %	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Picardie	2.20	2.99	3.05	3.05	3.10	3.10

Soit une augmentation des taux de +40.90 % en 5 ans

Carte Grise : Augmentation du prix du cheval fiscal de 23 € à 28 € entre 2004 et 2009.

Soit une augmentation de +21,73 % en 5 ans

“ La majorité achète à grand frais des pages entières de publicité dans la presse régionale. ”

La priorité donnée à l'emploi ne doit pas être que des mots mais doit se traduire par la mise en place de dispositifs innovants permettant d'attirer des entreprises dans des secteurs d'avenir tels que l'environnement ou les nouvelles technologies.

Cela passe également par une véritable politique d'aménagement du territoire tant sur le plan des infrastructures routières, ferroviaires et numériques que sur le plan de la répartition de l'offre de soin sur le territoire.

La Picardie doit devenir éco-responsable et appliquer les schémas qu'elle vote ! L'agenda 21 voté par les élus n'est toujours pas en application alors que des mesures simples pourraient être mises en œuvre rapidement.

La Picardie a de nombreux atouts et nous démontrerons aux Picardes et aux Picards qu'il est possible d'inverser la tendance si chacun se retrousse les manches et si une politique ambitieuse est mise en place.

Il faut donner véritablement **envie de Picardie** pour remettre la Picardie à la place qui est la sienne : la première !

L'HÉRITAGE DE CLAUDE GEWERC EN QUELQUES CHIFFRES

Stock d'autorisations de programme : **974 Millions d'Euros** soit presque une année budgétaire complète

Taux de chômage 2009 en France : **8,7 %** - Taux de chômage 2009 en Picardie : **10,2 %**

Endettement 2004 : **141,6 millions d'euros**- Endettement 2008 : **332,6 millions d'euros**

Progression : 135%

Encours de la dette par habitant 2004 : 74,77 €

Encours de la dette par habitant 2009 : 145,40 €

Une progression de 100% !

Taxe Professionnelle (hausse des Taux) : + **40,90 % en 5 ans**

Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (hausse des Taux) : + **26 % en 5 ans**

Un taux de foncier bâti supérieur à la moyenne nationale

Picardie : 4,26% - Moyenne des régions de métropole : 3,24%

Soit +31%

Taxe Foncière sur les Propriétés Non Bâties (hausse des Taux) : + **16,36 % en 5 ans**

Cartes Grises : + **21,73 % en 5 ans**

TIPP : **Majoration maximale : 22 millions d'euros**

Hausse générale des impôts : + **38 % en 5 ans**

Les impôts directs (taxe foncière sur le bâti et non bâti, taxe professionnelle) supérieurs à la moyenne nationale : 81 euros par an et par habitant au lieu de 79 euros en moyenne pour les régions de métropole.

Les impôts indirects (TIPP, taxe sur les certificats d'immatriculation, droits de mutations, contribution au développement de l'apprentissage) supérieurs à la moyenne nationale : 103 euros par an et par habitant au lieu de 97 euros en moyenne pour les régions de métropole.

L'épargne du Conseil régional est largement inférieure à la moyenne nationale : la capacité d'auto-financement nette n'est que de 40 euros par habitant au lieu de 60 euros en moyenne et ne représente que 10,7% des recettes réelles de fonctionnement au lieu de 18,4% en moyenne.

Donc une épargne inférieure de 33% ou 42% à la moyenne nationale.

Cette insuffisance de l'épargne de la région picarde par rapport aux autres régions de métropole, c'est autant d'investissements nécessaires à la région qui ne pourront se réaliser.

Un recours à l'emprunt en 2008 supérieur à la moyenne nationale : 63 euros par habitant au lieu de 46 euros en moyenne, **soit +37%**

Charges de fonctionnement

- **Des achats et charges externes supérieurs à la moyenne nationale** : 26 euros par habitant au lieu de 23 euros en moyenne, **soit +13%**

- **Des charges de personnel supérieures à la moyenne nationale** : 44 euros par habitant au lieu de 38 euros en moyenne, **soit +16%**

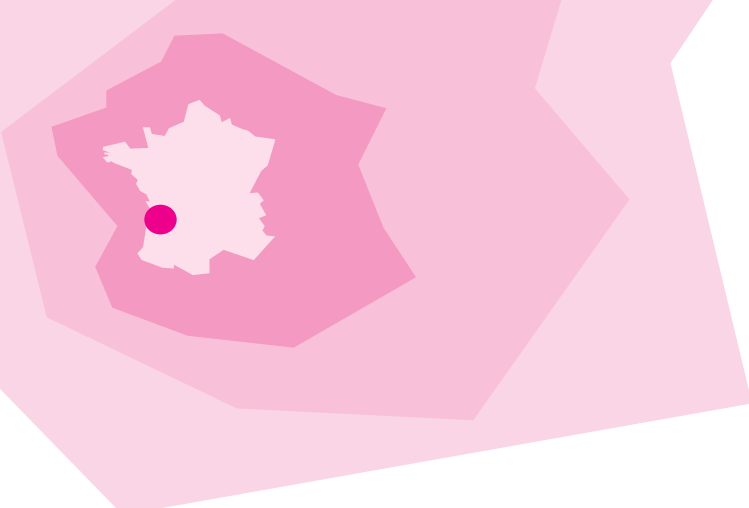


PITIÉ / ON NE VEUT
PLUS ÊTRES LES COBAYES
DE SEGOLENE ROYAL !

NOTRE
RÉGION
N'EST PAS
UN
LABORATOIRE !

POITOU
CHARENTES

2004
Zigzag



RÉGION POITOU-CHARENTES



Depuis son élection en 2004, la présidente de la région Poitou-Charentes a fait du chemin... Malgré son échec aux élections présidentielles et au sein du Parti socialiste, pour devenir Premier secrétaire, elle aspire toujours à de grandes responsabilités ...

C'est pourquoi, Madame Royal a toujours voulu faire de la région Poitou-Charentes un laboratoire, un terrain d'expérimentation pour ses idées politiques. Après les promesses et les grandes opérations de communication, la réalité est la suivante : les impôts et la dette ont augmenté, les investissements ont diminué, les dépenses de fonctionnement et de communication ont explosé et les subventions aux associations se sont multipliées.

Augmentation des impôts sur les ménages et les entreprises

Accroître le pouvoir d'achat, c'est une bonne proposition pour les débats télévisés. En Poitou-Charente, la présidente du Conseil régional choisit plutôt d'augmenter les impôts... Entre 2004 et 2008, ce sont 35 millions d'euros supplémentaires qui ont été prélevés sur les picto-charentais. La Région s'est constituée une gagnote.

Chaque contribuable a supporté une augmentation de 87 € par an (*de 284 € par contribuable en 2003 à 371 € en 2008*).

Premières victimes de cette ponction fiscale : les ménages. Ceux qui paient la taxe foncière sur les propriétés bâties supportent un taux (3,32 %) supérieur de près de 25 % au taux moyen des autres régions (2,53 %).

Secondes victimes de cette ponction fiscale : les entreprises. Même si l'augmentation de la taxe professionnelle est moins importante que dans d'autres régions, les entreprises de Poitou-Charentes sont également ponctionnées : +27 %

Mais les plus à plaindre en région Poitou-Charentes, **ce sont les automobilistes**, y compris lorsqu'ils sont jeunes ou lorsqu'ils choisissent des voitures "propres". La Région est une des seules

régions à demander aux jeunes conducteurs d'acquiescer **une taxe sur leur permis de conduire de 25 €**. A cela s'ajoute bien évidemment la taxe sur la carte grise qui a augmenté de 28 % depuis 2004.

Comme au PS, la Présidente fait cavalier seul...

Depuis 2004, la Région Poitou-Charentes, comme sa Présidente fait cavalier seul. Quasiment plus de politiques contractuelles avec les collectivités locales. Même les corps intermédiaires, interlocuteurs traditionnels, se voient aujourd'hui abandonnés. La Chambre d'Agriculture n'a ainsi jamais été reçue par la Présidente de Région.

C'est dans cette politique solitaire qu'il faut voir une des origines principales de l'échec de la politique régionale. Faute de contractualisation ou de projets concrets, des millions d'Euros ne sont pas dépensés. Sur la formation professionnelle en 2008, pas moins de 100 millions d'euros engagés n'ont pas été dépensés ! Autant d'argent perdu pour la formation. Le taux d'exécution du budget régional est en chute libre depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir, 98,01 % pour 2005, 90,48 % en 2006, 89 en 2007, et 86,1 % du budget réalisé en 2008. Ségolène Royal fait de moins en moins ce qu'elle dit !

On ne s'étonnera pas ainsi que la Région, plutôt que d'anticiper et de faire de réels choix straté-

“ La région est une des seules régions à demander aux jeunes conducteurs d'acquitter une taxe sur leur permis de conduire de 25 €. ”

giques ne fasse plus que du saupoudrage. C'est en matière d'environnement que l'exemple est sans doute le plus éloquent. Elle annonce 400 millions d'euros, mais cette somme est virtuelle, c'est la hauteur à laquelle la banque Européenne de développement est prête à garantir les prêts faits par les usagers pour installer des panneaux photovoltaïques. En réalité, le budget de la Région ne prévoit que 28 millions d'euros pour l'environnement.

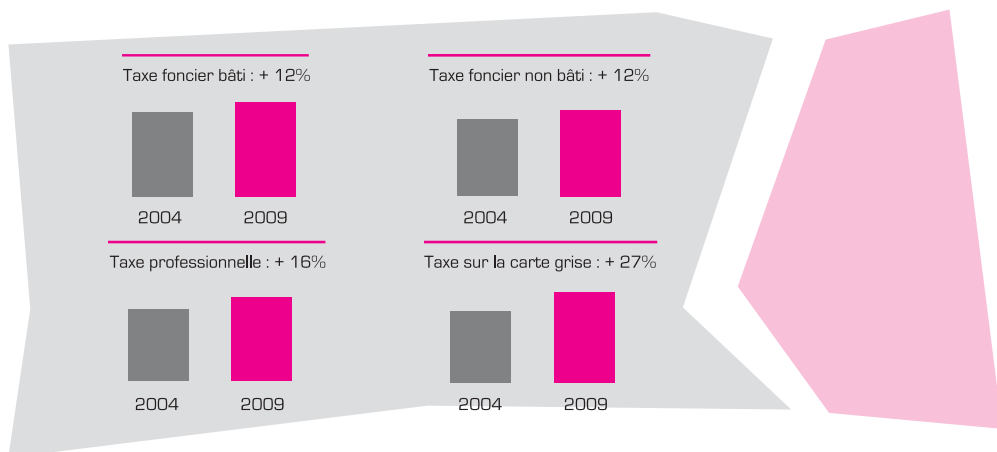
A titre indicatif, le contournement routier de Melle avait coûté 50 millions d'euros à la Région. A titre indicatif toujours l'Etat – avec lequel elle se refuse à travailler - prévoit d'investir plus d'un milliard d'euros par an dans la région au titre de la territorialisation du Grenelle de l'environnement. Etat qu'elle accuse par ailleurs de « racket » lorsqu'il lui est demandé de participer à la facture

de la ligne Grande Vitesse Sud Europe Atlantique. Le plus grand chantier d'Europe (7 milliards d'euros, 3000 emplois) a été ainsi menacé de retard par l'ego de la Présidente du Poitou-Charentes !

Rien pour l'emploi et le développement économique

En matière d'emploi et de développement économique, la région n'a en rien anticipé les difficultés économiques. La crise a commencé à l'été 2008, le plan régional pour l'emploi n'a été voté qu'au début de l'année 2009. Pire, elle n'a pas su accompagner le plan de relance de l'Etat. Une promesse de 6 millions d'euros a bien été faite par Ségolène ROYAL pour aider les entreprises... Mais cet argent, il n'a pas été vu !

Ainsi, la région consacre moins de moyens pour l'action économique.



Montant en € par habitant	2006	2009
Action économique	25,8 €	23,2 €

Elle s'approprie les résultats des politiques initiées par ses prédécesseurs

Elle est sauvée par la poursuite des politiques menées par Jean-Pierre Raffarin et Elisabeth Morin. A l'exemple du lycée Kyoto où Ségolène ROYAL a fait sa rentrée il y a quelques jours, le nouveau lycée Haute Qualité environnementale de Poitiers, qu'elle présente comme sa grande réussite. Ce projet avait été initié par la droite et le lycée aurait dû normalement ouvrir en 2006, 3 ans de retard pour une ouverture en fanfare.

Autre exemple, parce que contrairement à ce qu'elle veut parfois faire croire, ce n'est pas elle qui a inventé le Chabichou ! Jean Pierre Raffarin avait fondé Cabrilla, un centre de recherche et d'information sur la chèvre, dès son arrivée elle a supprimé ce qu'elle estimait être une danseuse de Raffarin, pour ouvrir cette année 5 ans après, un bio-pôle caprin, qui n'est rien de plus qu'un Cabrilla bis. Cinq années de perdues pour les éleveurs de chèvres.

Rien pour la formation professionnelle

L'une des principales compétences de la région est la formation professionnelle. Quel est l'effort de la région Poitou-Charentes en la matière ? Il est négatif : ainsi en 2007, alors que la région Poitou-Charentes perçoit plus de 97 millions d'euros de l'Etat elle n'en dépense pour les jeunes pictocharentais que 88 millions d'euros. C'est la troisième région la pire après la Guadeloupe et la Picardie. Voilà comment est traité l'avenir de nos jeunes, jeunes qu'elle prétend aider alors que le

Poitou-Charentes est une des seules régions à demander encore une taxe de 25 € sur le permis de conduire.

Tout cela n'empêche pas Madame Royal d'expliquer qu'elle n'a pas assez d'argent de l'Etat et que la décentralisation coûte cher. C'est complètement faux. Parallèlement elle a tenu à embaucher 97 animateurs culturels dans les lycées de la Région, animateurs dont la fonction reste encore à préciser.

La région Poitou-Charentes n'a pas à être le laboratoire de Ségolène Royal pour les présidentielles. Ainsi Madame Royal a la prétention de gagner au premier tour des régionales afin de se remettre en selle pour les présidentielles de 2012. Nous ne sommes ni une écurie, ni des cobayes.

Ségolène Royal fait des promesses au niveau national qu'elle ne tient pas au niveau local. **Ainsi pendant sa campagne présidentielle, elle avait promis de confier la commission des finances à l'opposition, ce qu'elle n'a jamais fait à la région. Ségolène Royal c'est : « Faites ce que je dis mais pas ce que je fais ! ».**

Royal fait dans l'improvisation permanente. Elle a promis une voiture électrique à 5000 €, ce n'est pas possible, tous les experts s'accordent à dire que seule la batterie coutera plus de 8000 €, alors à moins qu'elle cherche à nous vendre une voiture sans batterie, c'est une absurdité, c'est comme si une télé n'avait pas d'écran.

D'ailleurs même ses alliés verts lui reprochent son obsession de la voiture électrique.

En terme de déchets, rien. En terme de qualité de l'eau, rien. Dans ces deux domaines, qui sont clef en matière d'écologie, dans les compétences de la Région, et qui comptent parmi les préoccupations principales des Picto-Charentais, on n'a rien vu. Sur l'eau d'ailleurs, elle est même clairement revenue en arrière puisque à son arrivée elle a tiré

“ La région Poitou-Charentes est devenue le laboratoire de Ségolène Royal pour les Présidentielles... ”

un trait sur tout ce qui avait été fait avant (pour tant avec l'aval des socialistes – l'eau étant un sujet qui fait traditionnellement causer) en supprimant tous les barrages, pour ensuite demander aux habitants de la Région de ramasser l'eau de pluie dans leurs jardins. Aujourd'hui la Région connaît une crise de l'eau sans précédent.

La politisation de tous les enjeux régionaux

Pour beaucoup d'habitants en Région cette situation est devenu intenable, ainsi le monde associatif, toutes les subventions aux associations sont révisables. Ce qui veut dire que d'une année à l'autre, une subvention peut disparaître, les millions de Français qui sont dans des associations savent que le travail d'une association se fait sur le long terme, qu'il est impossible de travailler dans ces conditions. Demandez à Jean Louis Foulquier ce qu'il en pense, c'est le Directeur du Festival des Francofolies, qui a dit que Ségolène Royal a exercé sur lui un véritable chantage, ce sont ses mots, menaçant de lui couper ses subventions si il n'enlevait pas le rappeur Orelsan de sa programmation. C'est du jamais vu...

A son arrivée au pouvoir, elle a renvoyé beaucoup de gens suspectés d'être pro-Raffarin, prétendument par raison d'économie, ce qui ne l'a pas empêchée de doubler les charges du personnel en 5 ans et d'engager des personnes à des postes aussi stratégiques pour la Région qu'un major-dome ou un cuisinier !

Dernier leurre : la démocratie participative, Madame Royal utilise cet artifice pour allécher quelque clientèle électorale. Mais qui a réellement utilisé la démocratie participative ? Une minorité de personnes : moins de 1 % des habitants de la Région (ce qui équivaut à une démocratie participative ou le taux d'abstention atteindrait 99 %, dur d'évaluer la légitimité d'un élu désigné par 1 % des électeurs). La démocratie participative n'existe que pour donner bonne conscience à Madame Royal qui décide seule et de façon autocratique. Souvenons-nous ainsi du pauvre Vice président de la région Jean-François Fontaine, pourtant socialiste, qui s'est vu priver de son droit de parole au Conseil Régional !

PAR ICI LES BELLES
SUBVENTIONS!



Siegel



RÉGION RHONES-ALPES

Des augmentations
répétées et
injustifiées de la
fiscalité régionale

Elu en 2004, Jean-Jack Queyranne avait promis aux Rhônealpins de ne pas augmenter la fiscalité. **« Si je suis élu, je n'augmenterai pas les impôts. Nos promesses sont réalistes et peuvent être financées à budget constant »**. La réalité est pourtant là : L'exécutif socialiste a augmenté de 23,5 % les impôts régionaux depuis 2004.

Et ce n'est pas tout ! Au-delà du matraquage fiscal et des promesses non tenues, la majorité de gauche a accru la dette de la région et fait exploser les dépenses de fonctionnement au détriment des investissements qui préparent l'avenir.

Piètre fin de mandat pour l'exécutif et sa majorité hétéroclite, qui s'oppose et revendique continuellement, et qui cherche son centre de gravité. Après avoir augmenté la fiscalité pendant 4 ans, seule l'année 2009 connaît une pause fiscale purement... électoraliste !

Au total, c'est **179 millions d'euros d'impôts supplémentaires** que les Rhônalpins vont payer par rapport à 2004 au titre des seules taxes foncières ou professionnelles.

Le constat reste édifiant :

- + 273 % pour la dette
- + 54 % pour les cartes grises
- + 26 % pour les taxes foncières et la taxe professionnelle !

Tant d'argent collecté pour faire quoi ?

Selon le dernier compte administratif :

Hausse des dépenses de fonctionnement de 7 % et ...

... Baisse des dépenses d'investissement de 7 %

L'action économique ? : - 22 % par rapport à 2007 et un taux d'exécution de 77% soit - 18 Millions d'euros rien qu'en 2009 par rapport à 2008 à la même période !

Idem pour la Formation dont le taux d'exécution était de 90 % en 2007 !

L'environnement ? : 72 % de taux d'exécution : 31 millions de budgétés et 22,4 millions d'euros de réalisés, le développement durable serait-il en récession durable ?

Sans compter qu'un rapport d'évaluation du Conseil Economique et Social Régional (CESR) qui, malgré le fonds de commerce « environnemental » de l'exécutif, constate que « l'efficacité en terme d'émissions de gaz à effet de serre est tout à fait

marginale (0,3% des 50 mégatonnes équivalent CO2 émis par la Région Rhône-Alpes, soit 165 000 équivalent CO2)

... **mais services généraux** : + 106 % dont le Palais de la Région en constante augmentation : à ce jour officiellement 148 millions d'euros Hors taxe ! Alors que le bâtiment n'en est qu'à la moitié de sa construction.

Politique du « coucou » ?

De plus, l'exécutif a repris quasiment l'intégralité de nos propositionsconcernant les lycées privés, les bourses d'équipement, le soutien à l'ap-

OBJETS PROMOTIONNELS

La Région vient de lancer 2 Marchés de 650 000 euros pour la réalisation et l'achat d'objets publicitaires et promotionnels aux couleurs du Conseil Régional.

Des achats incongrus compte tenu que nous entrons en période électorale et qu'il a été convenu en Questure, en présence de tous les groupes politiques du Conseil Régional que les élus ne peuvent plus distribuer des objets publicitaires.

Dans ce cas pourquoi cette ? Aujourd'hui ?

“ Au total ce sont 179 millions d'euros d'impôts supplémentaires que les Rhônalpins vont payer par rapport à 2004. ”

prentissage, l'aide économique, l'aide à l'agriculture, la prévention des risques climatiques, les infrastructures ferroviaires ...avec 6 mois de retard puisque nous les avons présenté en novembre et décembre 2008 lors du budget prévisionnel de 2009 développant ainsi une politique du « coucou ».

Des voyages « verts » ?

Avec le bilan Carbone ! Les calculs sont basés sur des données issues de sources fiables, formalisées par l'ADEME dans le cadre de sa méthode Bilan Carbone® :

1^{er} : Jean Besson- Vice Président délégué aux Affaires européennes et aux Relations internationales PS :

Argentine, Brésil, Chine... - 104 360 km –
33 tonnes équivalent C02.

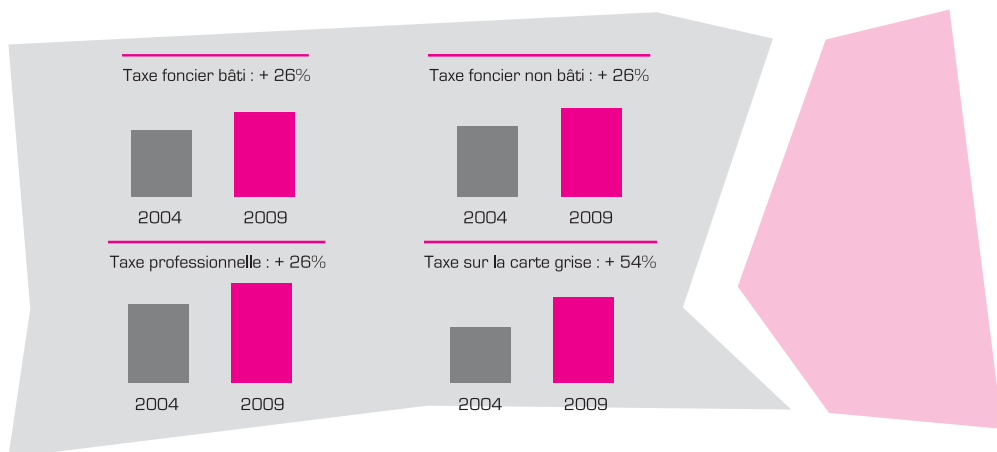
2^e : Jean Philippe Bayon- Vice Président VERT délégué à la solidarité internationale et à la coopération décentralisée

Burkina, Mali, Thaïlande... + 103 300 km 2008/2009 :

= Distance Terre-Lune, c'est fait ! 351 300 km en 3 ans et 40 ans après Neil Amstrong !

32 tonnes équivalent C02.

3^e : Roger Fougères- Vice Président délégué à l'enseignement supérieur et à la recherche PS Rép. Tchèque, Japon, Brésil...- 55 600 km..
17,3 tonnes équivalent C02.



UNE RÉGION AU RALENTI :

Un mandat en pente douce, voilà comment on pourrait qualifier l'exercice de M. Queyranne :

En effet, au fil des années le rythme des sessions ralentit, non pas en fonction de l'activité politique (la crise suscite suffisamment de dossiers !) mais pour éviter d'avoir à affronter... sa majorité contestataire !

En 4 ans, l'assemblée régionale est passée :

De 10 à 6 réunions en assemblées plénières où sont débattus les grands dossiers,

De 9 à 6 commissions permanentes où sont votés les rapports et les aides régionaux.

C'est peu et en chute quand on connaît les besoins de notre territoire...

Chères Antennes :

8 antennes régionales, appelés « Espaces Régionaux » existent aujourd'hui en Rhône-Alpes (6 nouveaux en 4 ans) dont un dans le Rhône (au centre de Lyon) alors que le siège est à Charbonnières les Bains dans le Rhône ... soit 8 Km !

Et 27 agents pour faire fonctionner ces antennes.

Grandeur et Décalage !

La majorité régionale ne recule devant aucun sacrifice pour séduire l'électorat,

Utilisant tous types de dépenses des plus importantes aux plus petites :

Du Palais de la région à 150 millions d'euros....

... aux aides pour des Haies paysagères à 18 euros la subvention !

RHÔNE-ALPES : VOITURE-BALAI ?

Après avoir pendant 4 ans dénigré et défavorisé le secteur automobile, l'exécutif régional intervient pour « soutenir la filière automobile » (sic).

Pourtant le bilan est lourd M. Queyranne :

- arrêt des investissements concernant les routes et voiries,
- hausse de la TIPP à son taux maximum
- hausse des cartes grises + 54 % en 4 ans,

Rhône-Alpes affiche désormais une pression fiscale supérieure à la moyenne de cette taxe : 43 euros par cheval vapeur contre 33 euros par CV en 2008 hors IDF et Corse).

Alors, Rhône-Alpes, pompier pyromane ?

“ Depuis 2004, l'exécutif a pris soin d'augmenter de 18 millions d'euros (+ 30%) le train de vie de l'institution régionale. ”

ANNECY 2018, LES VERTS CONTRE LES JO !

Assemblée plénière du Conseil régional du jeudi 9 juillet 2009 :

Le Conseil Régional aurait dû soutenir spontanément la candidature d'Annecy pour l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques d'hiver en 2018.

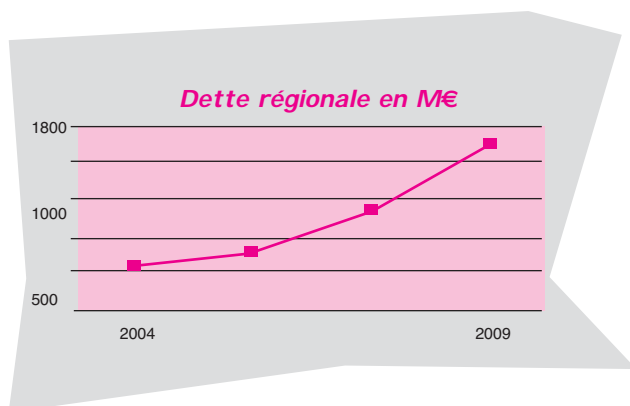
Rappel : Le 18 mars 2009, le Comité National Olympique et Sportif Français (CNOSF) a retenu la ville d'Annecy pour porter la candidature française à l'accueil des Jeux Olympiques et Paralympiques d'hiver de 2018.

Le Conseil Régional a, tardivement, sous l'insistance du Groupe UMP, voté une délibération définissant l'implication de la Région en termes financiers et de gouvernance pour soutenir cette candidature... Mais sans le vote des Verts et du Parti de Gauche et Apparentés (PGA) ! Les Verts ayant boycotté la séance malgré la présence des intervenants institutionnels et sportifs des territoires concernés.

Détail des votes :

Pour : UMP, Centre, PS, PRG, PC, Modem, FN

Contre : VERTS, PGA.



LES PRÉSIDENTS DES GROUPES UMP A VOTRE SERVICE

AQUITAINE

Président de groupe UMP :

Dominique Ducassou

Adjoint au maire de Bordeaux

Groupe UMP - Conseil régional d'Aquitaine

14, rue François de Sourdis

33077 Bordeaux

Tel : 05 57 57 80 84

Fax : 05 56 93 12 04

AUVERGNE

Président du groupe UMP :

Jean Proriot

Député de la Haute-Loire

Maire de Beauzac

Groupe UPA-UDF et apparentés - Conseil régional d'Auvergne

Centre Delille – rue Urbain II

63000 Clermont-Ferrand

Tel : 04 73 31 84 99

Fax : 04 73 31 84 91

Site :

www.unionpourlauvergne.org

BOURGOGNE

Présidente de groupe :

Simone Rignault

Maire de Saint-Honoré-les-Bains

Groupe UMP - Conseil régional de Bourgogne

17, boulevard de la Trémouille

21000 Dijon

Tel : 03 80 30 14 13

Fax : 03 80 30 35 61

Email : umpbourgogne@cr-bourgogne.fr

BRETAGNE

Président du groupe UMP :

Dominique de Legge

Sénateur d'Ille et Vilaine

Maire du Pertre

Groupe UMP - Conseil régional de Bretagne

13-C, rue Franz Heller

35700 Rennes

Tel : 02 23 21 36 80

Fax : 02 23 20 69 04

CENTRE

Président du groupe UMP :

Daniel Guéret

Adjoint au Maire de Chartres

en charge des risques urbains

Vice-Président de Chartres

Métropole

Groupe UMP Conseil régional du Centre

2, place Sainte-Croix

45000 Orléans

Tel : 02 38 70 34 33

Fax : 02 38 70 34 30

Email :

grump@grp.regioncentre.fr

CHAMPAGNE-ARDENNE

Président du groupe UMP :

Jean-Claude Etienne

Sénateur de la Marne

Groupe UMP - Conseil régional de la Champagne Ardenne

5, rue de Jéricho

51037 Chalons-en-Champagne

Tel : 03 26 21 15 16

Fax : 03 26 21 17 07

Email :

ump.crchampard@wanadoo.fr

FRANCHE-COMTÉ

Président du groupe UMP :

Sylvie Vermeillet

Maire de Cernans

**Groupe UMP et Apparentés -
Conseil régional de Franche-
Comté**

4, square Castan

25031 Besançon Cedex

Tel : 03 81 61 63 82

Fax : 03 81 61 63 47

Site : [www.ump-franche-](http://www.ump-franche-comte.fr)[comte.fr](http://www.ump-franche-comte.fr)**ILE-DE-FRANCE**

Président du groupe UMP -

Majorité Présidentielle

Roger Karoutchi

Ancien Ministre

**Groupe UMP - Majorité
Présidentielle****Conseil régional d'Ile-de-France**

57, rue de Babylone

75007 Paris

Tel : 01 53 85 68 05

Fax : 01 53 85 68 09

Site : www.ump-idf.org**LANGUEDOC-ROUSSILLON**

Président du Groupe UMP :

Jacques Blanc

Ancien ministre

Sénateur de la Lozère

Maire de La Canourgue

**Groupe UMP - Conseil régional
du Languedoc-Roussillon**

Hôtel de Région

201, avenue de la Pompignane

34000 Montpellier

Tel : 04 67 22 68 82

Fax : 04 67 22 81 57

Site : <http://www.ump-ni-lr.org>**LIMOUSIN**

Président du groupe UMP :

Raymond Archer

Conseiller Général de la Haute

Vienne

**Groupe UMP Conseil régional
du Limousin**

27, boulevard de la Corderie

87031 Limoges

Tel : 05 55 45 19 37

Fax : 05 55 45 19 10

PAYS DE LA LOIRE

Président du groupe :

Jean-Luc Harousseau**Groupe UPL (UMP-MPF) -
Région des Pays de la Loire**

Hôtel de région

1, rue de la Loire

44966 Nantes

Tel : 02 28 20 61 10

Fax : 02 28 20 50 45

LORRAINEPrésident du groupe Majorité
présidentielle :**Claude Gaillard****Groupe Majorité présidentielle
au Conseil régional de Lorraine**

Place Gabriel Hocquard

57036 Metz

Tel : 03 87 33 67 04

Fax : 03 87 33 63 28

MIDI-PYRÉNÉES

Président du groupe UMP :

Gérard Trémège

Maire de Tarbes

Président de la Communauté

d'agglomération du Grand

Tarbes

**Groupe UMP-NI Conseil
régional Midi-Pyrénées**

Hôtel de Région

22, bd du Maréchal Juin

31406 Toulouse Cédex 9

Tel : 05 61 33 55 76

Fax : 05 61 33 54 68

Courriel :

rmp.ump@wanadoo.fr

NORD-PAS-DE-CALAIS

Président du groupe Majorité présidentielle :

Jacques Vernier

Maire de Douai

Conseil régional Nord-Pas-de-Calais

Siège de Région

151, avenue du Président

Hoover

59555 Lille Cedex

Tel : 03 28 82 55 99

Fax : 03 28 82 59 39

Mail : ump5962@wanadoo.fr

BASSE-NORMANDIE

Présidente du groupe « Centre et droite républicaine » :

Nicole Ameline

Députée du Calvados

Ancienne Ministre

Membre expert au Cedaw -

Nations Unies

Groupe UMP – conseil régional de Basse-Normandie

11, place Maurice Fouque

14000 Caen

Tel : 02 31 89 90 06

Fax : 02 31 89 32 07

HAUTE-NORMANDIE

Président du groupe « Unis pour la Normandie » (UMP et Apparentés)

Jean-Paul Gauzès

Député européen

Maire de Sainte Agathe

d'Aliermont

Conseil régional de Haute-Normandie

Groupe Unis pour la Normandie

12, avenue Aristide Briand

76000 Rouen

Tel : 02 35 71 00 43

Fax : 02 35 88 10 43

Email : upn@wanadoo.fr

PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR

Président du groupe UMP/N.C

Bernard Deflesselles

Député des Bouches du Rhône

Groupe UMP/NC

Conseil régional PACA

Hôtel de région

27, place Jules Guesde

13481 Marseille

Tel : 04 91 57 52 14

Fax : 04 91 57 50 82

POITOU-CHARENTES

Président du groupe UMP/UDF et NI :

Henri de Richemont

Maire d'Etagnac

Conseil régional Poitou-Charentes

15, rue de l'Ancienne Comédie
BP 575

86021 Poitiers Cedex

Tel : 05 49 55 68 97

Fax : 05 49 55 76 94

Mail :

pierre.gourdain@gmail.com

PICARDIE

Présidente du groupe « Aimer la Picardie » :

Caroline Cayeux

Maire de Beauvais

Présidente de la Communauté

d'Agglomération du Beauvaisis

Conseil régional de Picardie Groupe « Aimer la Picardie » UMP-NC et Indépendants

11, mail Albert 1er

80000 Amiens

Tel : 03 44 79 42 23

Mail : mdebuire@cr-picardie.fr

RHONE-ALPES

Président du groupe UMP :

Jean-Claude Carle

Sénateur de Haute Savoie

78, route de Paris - BP 19

69751 Charbonnières les

Bains Cedex

Tel : 04 72 59 42 43

Fax : 04 72 59 46 27

Mail : umpro@rhonealpes.fr

BUDGET DES RÉGIONS

Source Direction Générale des Collectivités Locales

	2004	2009	Evolution
Dépenses globales en million d'euros	16380	26255	60%
Dépenses d'investissement en million d'euros	7645	10106	32%
Dépenses de fonctionnement en million d'euros	8735	16148	85%
Dette en million d'euros	9173	12663	38%
€ par habitant	152	201,6	33%
Epargne brute en € par habitant	68,9	63,5	-8%
Par secteur			
Frais de personnel en million d'euros	505	2578	410%
Charges à caractères général (incluant notamment les frais de communication) en million d'euros	350	1649	371%
Part des secteurs (en%) dans le total des investissements réalisés			
Formation (continue, secondaire..)	36%	33%	-7%
Culture vie sociale	3%	3%	7%
Santé , intervention sociale	1%	1%	2%
Logement	5%	11%	118%
Développement rural/Environnement	6%	4%	-34%
Transport et telecoms	23%	24%	2%
Action économique	11%	11%	1%
Autres	15%	13%	-14%
Transferts de l'Etat	8060	10224	27%
Recettes fiscales			
En million d'euros	4703	11264	140%
En € par habitant	78	179	129%
<i>Soit 6,5 milliards d'euros d'impôts régionaux supplémentaires, ce qui représente 101€ supplémentaires par français.</i>			
Evolution des taux de la fiscalité			
Taxe Foncier bâti (taux)	1,98	2,65	34%
Taxe Foncier Non Bâti (taux)	5,1	6,64	30%
Taxe Professionnelle (taux)	2,04	3,14	54%
Taxe sur les cartes grises en €	27	36	33%

LE LIVRE NOIR DES RÉGIONS

Conception/Réalisation/Impression : L'ATELIER - Paris

Dessinateur : David Miège

Coordination : Roger Karoutchi

Impression sur papier PEFC

30 000 € pour la réalisation d'un crapauduc, en Lorraine, une campagne de communication à 480 000 € pour décrocher la Lune.

Voici quelques exemples de subventions « surréalistes » attribuées par les présidents socialistes des régions.

En effet depuis 2004, vingt des vingt deux régions métropolitaines sont gérées par des présidents socialistes. En 2005, à l'initiative de Roger Karoutchi, président du groupe UMP-Majorité présidentielle au Conseil régional d'Ile-de-France et des présidents des groupes UMP des régions était publié le livre noir des régions socialistes.

Aujourd'hui, au terme du mandat des Présidents socialistes des régions, le résultat est accablant : augmentation généralisée des impôts régionaux, explosion des dépenses de fonctionnement et de communication, multiplication des dépenses inutiles et hors compétences, utilisation des régions comme un contre-pouvoir au gouvernement ...

Depuis 2004, les exécutifs socialistes ont augmenté les impôts régionaux de 34% pour la taxe sur le foncier bâti, de 33 % pour la taxe sur les cartes grises et de 54 % pour la taxe professionnelle sur l'ensemble du territoire. Au total, ce sont 6,5 milliards d'euros d'impôts régionaux supplémentaires qui sont prélevés chaque année sur les contribuables ce qui représente 101 € supplémentaires par français. C'est donc à nouveau avec une certaine gravité et à quelques mois des élections régionales de mars 2010 que nous présentons cette nouvelle édition du livre noir.

